

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

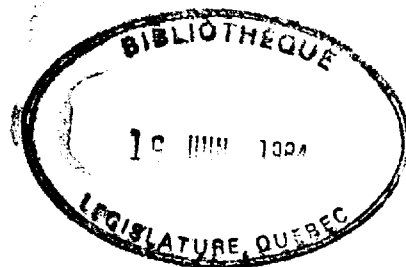
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 69

**Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi
concernant l'application de la Loi sur les impôts**

Présentation

Présenté par
M. Robert Dean
Ministre du Revenu



Éditeur officiel du Québec
1984

47 14

081

83

983/84

4

2L

magg

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi donne suite à la déclaration ministérielle du 17 décembre 1982 du ministre des Finances ainsi qu'à l'Annexe I du Discours sur le budget du 10 mai 1983 prononcé par ce dernier concernant l'harmonisation de certains aspects des régimes fiscaux fédéral et québécois.

Il modifie la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts en y apportant des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu et aux Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu par le projet de loi fédéral C-139, sanctionné le 30 mars 1983 (S.C., 1980-81-82-83, chapitre 140) et dont partie avait fait l'objet de mesures d'harmonisation dans le projet de loi numéro 44 sanctionné le 21 décembre 1983.

De plus, ce projet de loi contient les mesures d'harmonisation annoncées dans la déclaration ministérielle du 17 décembre 1982 concernant les projets de loi fédéraux suivants:

1° C-95, sanctionné le 29 juin 1983 (S.C., 1980-81-82-83, chapitre 161, article 34), concernant le gain ou la perte en capital provenant de l'aliénation soit d'une chance de gagner un prix ou un pari, soit d'un droit de recevoir un montant en prix ou à titre de gain sur un pari;

2° C-112, sanctionné le 29 juin 1982 (S.C., 1980-81-82, chapitre 104, article 31), concernant l'exclusion du calcul du revenu de certains montants assujettis à la taxe prélevée en vertu de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers;

3° C-115, sanctionné le 17 juillet 1982 (S.C., 1980-81-82, chapitre 109, article 19), concernant le remplacement des expressions « allocation de formation professionnelle des adultes » et « Loi sur la formation professionnelle des adultes » par les expressions « allocation de formation » et « Loi nationale sur la formation ».

Enfin, ce projet de loi apporte certaines modifications de nature technique ayant pour but de préciser ou de corriger certaines dispositions actuelles de la Loi sur les impôts qui n'étaient pas tout à fait conformes

aux énoncés de politique fiscale ayant servi de base à leur introduction, notamment en ce qui concerne le régime d'épargne-actions.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

1° la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3);

2° la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4).

Projet de loi 69

Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi
concernant l'application de la Loi sur les impôts

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. 1. L'article 1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), modifié par l'article 13 du chapitre 44 des lois de 1983, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de la définition de l'expression « action privilégiée à terme » par les suivantes:

« action privilégiée à court terme » a le sens que lui donnent les articles 21.11.1 à 21.11.10;

« action privilégiée à terme » a le sens que lui donnent les articles 21.5 à 21.9.5; »;

2° par le remplacement de la définition de l'expression « allocation de retraite » par la suivante:

« allocation de retraite » signifie un montant qui n'est pas versé en raison du décès d'un employé ou qui n'est pas une prestation de pension ou de pension de retraite et qui est versé à un contribuable ou, après son décès, à une personne qui était à sa charge ou à un représentant légal ou un parent du contribuable:

a) en reconnaissance des longs états de service du contribuable au moment de sa retraite d'une charge ou d'un emploi ou après ce moment; ou

b) en raison de la perte par le contribuable d'une charge ou d'un emploi, que le montant soit versé ou non à titre de dommages ou

conformément à une ordonnance ou à un jugement d'un tribunal compétent; »;

3° par le remplacement de la définition de l'expression « bien » par la suivante:

« « bien » signifie un bien de toute nature, réel ou personnel, corporel ou incorporel, et comprend également une action, un droit de quelque nature qu'il soit ainsi que les travaux en cours d'une entreprise qui est une profession; »;

4° par l'insertion, après la définition de l'expression « dividende en capital », de la définition suivante:

« « dividende en capital d'assurance sur la vie » a le sens que lui donne l'article 502.1; »;

5° par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « montant » par le suivant:

« *a*) dans le cas d'un dividende visé dans les articles 740.1, 740.3 et 740.4, le plus élevé du montant de l'augmentation du capital versé de la corporation résultant du paiement du dividende et de la juste valeur marchande de l'action ou des actions versées à titre de dividende en actions au moment du paiement; et »;

6° par l'insertion, après la définition de l'expression « obligation à intérêt conditionnel », de la définition suivante:

« « obligation d'une petite entreprise » a le sens que lui donne le paragraphe *d* de l'article 119.15; »;

7° par l'abrogation de la définition de l'expression « paiement pour cessation d'emploi »;

8° par le remplacement du paragraphe *b* de la définition de l'expression « revenu brut » par le suivant:

« *b*) des montants qui ne sont pas visés dans le paragraphe *a* et qui sont inclus dans le calcul de son revenu provenant pour l'année d'une entreprise ou de biens en vertu des articles 89, 92, 92.1, 92.4 ou 92.9 à 92.20; »;

9° par l'insertion, après la définition de l'expression « succession », de la définition suivante:

« « titre de développement » a le sens que lui donne le paragraphe *f* de l'article 119.2; ».

2. Les sous-paragraphes 1° et 5° du paragraphe 1 ont effet depuis le 13 novembre 1981; toutefois, lorsque ce sous-paragraphe 1° édicte la définition de l'expression « action privilégiée à terme », il a effet depuis le 17 novembre 1978.

3. Les sous-paragraphes 2° et 7° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'un montant reçu en raison de la cessation, après le 12 novembre 1981, d'une charge ou d'un emploi.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

5. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 a effet depuis le 29 juin 1982.

6. Le sous-paragraphe 8° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1983.

7. Les sous-paragraphes 6° et 9° du paragraphe 1 ont effet depuis le 12 décembre 1979.

2. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1.2, de l'article suivant:

« **1.3** Aux fins de la présente partie, lorsqu'une corporation émet en séries des actions d'une catégorie de son capital-actions, la mention de la catégorie doit être interprétée, compte tenu des adaptations nécessaires, comme étant la mention d'une série de la catégorie. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

3. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2.1, de l'article suivant:

« **2.2** Aux fins des paragraphes *a* et *b* de l'article 312, de l'article 313, des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 et du paragraphe 2 de l'article 336, de l'article 454 et du premier alinéa de l'article 913, les expressions « conjoint » et « ex-conjoint » comprennent un conjoint ou ex-conjoint qui est partie à un mariage annulé ou annulable. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1982.

4. 1. L'article 19 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« 3. Lorsqu'il y a eu fusion au sens de l'article 544 et que la nouvelle corporation aurait été liée à une corporation remplacée immédiatement avant la fusion, si la nouvelle corporation avait existé immédiatement

avant la fusion et avait eu à ce moment les mêmes actionnaires que ceux qu'elle avait immédiatement après la fusion, la nouvelle corporation et la corporation remplacée sont réputées avoir été des personnes liées. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

5. 1. Les articles 21.1 et 21.2 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**21.1** Les articles 21.2 et 21.3 s'appliquent à l'égard du contrôle d'une corporation aux fins des articles 384, 384.1, 547.1, 564.2 à 564.4.2 et 727 à 737.

L'article 21.4 s'applique à l'égard du contrôle d'une corporation aux fins de la présente partie.

L'article 21.4.1 s'applique à l'égard du contrôle d'une corporation aux fins des articles 384, 384.1 et 727 à 737.

«**21.2** Lorsque, après le 12 novembre 1981, il y a fusion au sens de l'article 544 et qu'une personne ou un groupe de personnes qui contrôle la nouvelle corporation immédiatement après la fusion ne contrôlait pas l'une des corporations remplacées immédiatement avant cette fusion, cette personne ou ce groupe de personnes est réputé avoir acquis le contrôle de cette corporation remplacée immédiatement avant la fusion, sauf si ce contrôle n'aurait pu être acquis même si la personne ou le groupe de personnes avait acquis la totalité des actions de la corporation remplacée immédiatement avant la fusion. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981; toutefois lorsqu'il remplace le troisième alinéa de l'article 21.1 de la Loi sur les impôts, il s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 12 novembre 1981.

6. 1. L'article 21.4.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**21.4.1** Un contribuable qui acquiert un droit visé dans le paragraphe *b* de l'article 20 est réputé alors acquérir les actions sur lesquelles porte ce droit si l'on peut raisonnablement conclure que l'un des buts principaux de l'acquisition de ce droit était d'éviter toute restriction dans la déduction d'une perte nette en capital, d'une perte autre qu'une perte en capital ou d'un montant mentionné dans les articles 384 ou 384.1 ou d'éviter l'application de l'article 736.02. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 12 novembre 1981.

7. 1. L'article 21.5 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**21.5** Une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation est une action privilégiée à terme de cette corporation si:

a) elle est émise ou acquise après le 28 juin 1982 et, lors de cette émission ou acquisition, l'existence de la corporation est limitée ou peut l'être en vertu d'une entente déjà conclue;

b) elle est émise après le 16 novembre 1978, son propriétaire l'a acquise après le 23 octobre 1979 et celui-ci est une corporation, fiducie ou société visée dans l'article 21.5.1 qui, seul ou avec une ou plusieurs telles corporations, fiducies ou sociétés, contrôle ou a un droit réel ou éventuel de contrôler, directement ou non, la corporation ou d'en acquérir le contrôle direct ou indirect; ou

c) elle est émise entre le 16 novembre 1978 et le 24 octobre 1979, entre le 23 octobre 1979 et le 13 novembre 1981 ou après le 12 novembre 1981 et ses modalités, une entente à son égard ou une modification à ces modalités ou à cette entente prévoient soit la convertibilité, directe ou indirecte, de l'action en une dette ou en une action qui, si elle était émise, serait une action privilégiée à terme, soit l'une ou l'autre des dispositions décrites dans les articles 21.5.2, 21.5.3 ou 21.5.4.

«**21.5.1** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 21.5, le propriétaire de l'action doit être:

a) une corporation d'assurance ou une corporation décrite dans les paragraphes *b* à *f* de l'article 250.3;

b) une corporation que contrôlent, directement ou non, une ou plusieurs corporations mentionnées dans le paragraphe *a*;

c) une corporation qui a acquis l'action après le 11 décembre 1979 et qui est associée, au sens de l'article 230.2, à une corporation mentionnée dans les paragraphes *a* ou *b*; ou

d) une fiducie ou une société dont un bénéficiaire ou un membre est une corporation mentionnée dans les paragraphes *a* ou *b* ou une personne qui est liée à une telle corporation.

«**21.5.2** Les dispositions visées dans le paragraphe *c* de l'article 21.5 sont les suivantes dans le cas d'une action émise entre le 16 novembre 1978 et le 24 octobre 1979:

a) son propriétaire peut, dans les 10 ans du jour de l'émission, faire en sorte qu'elle soit acquise, annulée ou rachetée ou que le capital versé à son égard soit réduit;

b) la corporation ou une personne avec qui elle a un lien de dépendance est ou peut être tenue de l'acquérir, de l'annuler ou de

la racheter, en totalité ou en partie, ou de réduire le capital versé à son égard, dans les 10 ans du jour de l'émission, autrement que conformément à une exigence pour la corporation d'acquérir, d'annuler ou de racheter, annuellement, au plus 5% des actions émises et entièrement libérées de la catégorie; ou

c) une personne est ou peut être tenue de fournir, à l'égard de l'action, une garantie ou un engagement semblable, y compris un prêt d'argent au propriétaire de l'action ou à une personne qui lui est liée ou en leur nom ou un placement de montants en dépôt auprès de ce propriétaire ou de cette personne ou en leur nom.

«**21.5.3** Les dispositions visées dans le paragraphe c de l'article 21.5 sont les suivantes dans le cas d'une action émise entre le 23 octobre 1979 et le 13 novembre 1981 ou d'une action émise entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1983 conformément à une entente écrite conclue à cet effet avant le 13 novembre 1981:

a) son propriétaire peut, dans les 10 ans du jour de l'émission, faire en sorte qu'elle soit acquise, annulée ou rachetée ou que le capital versé à son égard soit réduit;

b) une personne est ou peut être tenue de l'acquérir, de l'annuler ou de la racheter, en totalité ou en partie, ou de réduire le capital versé à son égard, dans les 10 ans du jour de l'émission, autrement que conformément à une exigence pour la corporation d'acquérir, d'annuler ou de racheter, annuellement, au plus 5% des actions émises et entièrement libérées de la catégorie et, lorsqu'il a été convenu de l'exigence après le 21 avril 1980, celle-ci doit prévoir que cette acquisition, cette annulation ou ce rachat doit être proportionnel au nombre des actions de la catégorie ou de la série de la catégorie qui sont enregistrées au nom de chaque actionnaire; ou

c) une personne fournit ou peut être tenue de fournir, à l'égard de l'action, soit une garantie, soit une indemnité ou un engagement semblable, y compris un prêt d'argent au titulaire de l'action ou à une personne qui lui est liée ou en leur nom ou un placement de montants en dépôt auprès de ce titulaire ou de cette personne ou en leur nom.

«**21.5.4** Les dispositions visées dans le paragraphe c de l'article 21.5 sont les suivantes dans le cas d'une action émise entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1983 autrement que conformément à une entente mentionnée dans l'article 21.5.3 ou d'une action émise après le 31 décembre 1982:

a) son propriétaire peut faire en sorte qu'elle soit acquise, annulée ou rachetée ou que le capital versé à son égard soit réduit;

b) une personne ou une société est ou peut être tenue de l'acquérir, de l'annuler ou de la racheter, en totalité ou en partie, ou de réduire le capital versé à son égard; ou

c) une personne ou une société fournit ou peut être tenue de fournir, à l'égard de l'action, soit une garantie, soit une indemnité ou un engagement semblable, y compris un prêt d'argent au titulaire de l'action ou à une personne qui lui est liée ou en leur nom ou un placement de montants en dépôt auprès de ce titulaire ou de cette personne ou en leur nom. ».

2. Le présent article a effet depuis le 17 novembre 1978.

8. 1. L'article 21.6 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c)* une action décrite dans l'article 21.6.1;».

2. Le présent article a effet depuis le 17 novembre 1978.

9. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 21.6, de l'article suivant:

«**21.6.1** N'est pas une action privilégiée à terme, pendant les 10 ans du jour de son émission, une action émise entre le 16 novembre 1978 et le 13 novembre 1981 ou, pendant les cinq ans du jour de son émission, une action émise après le 12 novembre 1981, si cette action est émise par une corporation qui réside au Canada, si l'on peut considérer, dans le cas d'une action émise après le 23 octobre 1979, que le produit de l'émission est utilisé par la corporation ou une corporation avec qui elle a un lien de dépendance pour le financement de l'entreprise qu'elle exploitait ou, dans le cas d'une action émise après le 12 novembre 1981, qu'elle exploitait au Canada, immédiatement avant cette émission et si l'action est émise:

a) conformément à une proposition faite aux créanciers de la corporation ou à un arrangement conclu avec ceux-ci, approuvé par un tribunal compétent en vertu de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada);

b) à un moment où la totalité ou la quasi-totalité des actifs de la corporation sont sous le contrôle d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur-séquestre ou d'un syndic de faillite; ou

c) en totalité ou en partie, directement ou non, en échange ou en remplacement d'une dette que la corporation ou une corporation qui réside au Canada et avec qui la corporation a un lien de dépendance doit à une personne avec qui elle n'a pas de lien de dépendance si l'action est émise à un moment où, en raison de difficultés financières, soit que la corporation débitrice est en défaut à l'égard de cette dette, soit qu'il est raisonnable de prévoir qu'elle le sera. ».

2. Le présent article a effet depuis le 17 novembre 1978.

10. 1. Les articles 21.8 et 21.9 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**21.8** Aux fins de déterminer si une action est une action privilégiée à terme après une prorogation de sa date de rachat ou une modification aux modalités concernant son acquisition, son annulation, sa conversion, son rachat ou la réduction du capital versé à son égard, cette action est réputée avoir été émise au moment de cette prorogation ou modification autrement que conformément à une entente mentionnée dans l'article 21.5.3 ou le paragraphe *a* de l'article 21.6.

«**21.9** La règle prévue par l'article 21.8 s'applique lorsque la modification ou la prorogation survient soit après le 16 novembre 1978 dans le cas d'une action émise avant le 17 novembre 1978, soit après le 12 novembre 1981 dans le cas d'une action émise entre le 16 novembre 1978 et le 13 novembre 1981 ou d'une action émise entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1983 conformément à une entente mentionnée dans l'article 21.5.3.

«**21.9.1** Sous réserve de l'article 21.9.2, la règle prévue par l'article 21.8 s'applique également, compte tenu des adaptations nécessaires, dans les cas suivants:

a) lorsqu'il y a modification aux modalités d'une action émise conformément à une entente mentionnée dans le paragraphe *a* de l'article 21.6 ou à celles d'une entente quelconque à l'égard d'une telle action;

b) lorsque le propriétaire d'une action peut exiger, seul ou avec un ou plusieurs contribuables, l'acquisition, l'annulation, la conversion ou le rachat de l'action ou la réduction du capital versé à son égard:

i. après le 16 novembre 1978 en vertu des modalités d'une action émise avant le 17 novembre 1978 et non inscrite le 16 novembre 1978 à une bourse canadienne prescrite, d'une action émise conformément à une entente mentionnée dans le paragraphe *a* de l'article 21.6, d'une entente quelconque entre l'émetteur et le propriétaire d'une telle action ou d'une entente quelconque conclue après le 23 octobre 1979 à l'égard d'une telle action;

ii. après le 12 novembre 1981 dans le cas d'une action émise entre le 16 novembre 1978 et le 13 novembre 1981, à l'exception d'une action décrite dans l'article 21.6.1. ou d'une action inscrite le 13 novembre 1981 à une bourse canadienne prescrite, ou d'une action émise entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1983 conformément à une entente mentionnée dans l'article 21.5.3;

c) lorsqu'une institution financière désignée ou une fiducie ou une société dont un bénéficiaire ou un membre est une institution financière désignée ou une personne liée à une telle institution acquiert:

i. entre le 23 octobre 1979 et le 13 novembre 1981, d'une personne, une action émise avant le 17 novembre 1978 ou une action émise conformément à une entente mentionnée dans le paragraphe *a* de l'article 21.6;

ii. après le 12 novembre 1981, d'une personne ou d'une société, une action émise avant le 13 novembre 1981 ou une action émise conformément à une entente mentionnée dans l'article 21.5.3.

«**21.9.2** La règle prévue par l'article 21.8 ne s'applique pas, dans le cas prévu par le paragraphe *b* de l'article 21.9.1, lorsque le propriétaire peut exercer son droit en raison d'un défaut de se conformer à l'une des modalités soit de l'action, soit d'une entente relative à l'émission de l'action et conclue au moment de cette émission.

Il en va de même, dans le cas prévu par le paragraphe *c* de cet article 21.9.1, lorsque:

a) l'action visée dans le sous-paragraphe i de ce paragraphe *c* est une action émise à une corporation mentionnée dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 740.1, est acquise conformément à une entente écrite conclue avant le 24 octobre 1979 ou est acquise d'une corporation mentionnée dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 740.1;

b) l'action visée dans le sous-paragraphe ii de ce paragraphe *c* est, dans le cas d'une action émise avant le 13 novembre 1981, une action décrite dans l'article 21.6.1, est acquise conformément à une entente écrite conclue avant le 24 octobre 1979 ou conformément à une entente mentionnée dans l'article 21.5.3 ou est acquise d'une corporation mentionnée dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 740.1 et cette dernière acquisition est assujettie à une entente de garantie, telle que décrite dans l'article 740.2, conclue après le 12 novembre 1981.

«**21.9.3** Lorsqu'une action du capital-actions d'une corporation est émise ou que ses modalités sont modifiées et qu'il est raisonnable de considérer, compte tenu des circonstances, y compris le taux d'intérêt sur une dette ou le dividende prévu sur une action privilégiée à terme, qu'elle n'aurait pas été émise ou ses modalités modifiées si ce n'avait été de l'existence de la dette ou de l'action privilégiée à terme et que l'un des buts principaux de son émission ou de la modification de ses modalités était d'éviter ou de restreindre l'application de l'article 740.1, cette action est réputée, à compter du 1^{er} janvier 1983, être une action privilégiée à terme de la corporation.

«**21.9.4** Lorsque les modalités d'une action du capital-actions d'une corporation sont modifiées ou déterminées après le 28 juin 1982 et que, de ce fait, il est raisonnable de s'attendre à ce que la corporation, une personne qui lui est liée ou une fiducie ou une société dont la corporation ou une personne qui lui est liée est un bénéficiaire ou un membre, acquière, annule ou rachète l'action, en totalité ou en partie, ou réduise le capital versé à son égard, cette action est réputée être une action décrite dans le paragraphe *c* de l'article 21.5 depuis la date de la modification ou de la détermination.

«**21.9.5** Aux fins du présent chapitre, du chapitre VII et des articles 508 et 740.2, une personne qui a une participation dans une fiducie, directement ou non et de quelque manière que ce soit, après le 12 novembre 1981, est réputée être un bénéficiaire de cette fiducie. ».

2. Le présent article a effet depuis le 17 novembre 1978.

11. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 21.11, de ce qui suit:

«CHAPITRE VI.1

«ACTIONS PRIVILÉGIÉES À COURT TERME

«**21.11.1** Une action du capital-actions d'une corporation est une action privilégiée à court terme de cette corporation si:

a) elle est émise après le 12 novembre 1981;

b) la corporation, une personne qui lui est liée ou une fiducie ou une société dont la corporation ou une personne qui lui est liée est un bénéficiaire ou un membre est ou peut être tenue d'acquérir, annuler ou racheter l'action, en totalité ou en partie, ou de réduire le capital versé à son égard dans les 18 mois du jour de son émission; et

c) elle est émise dans le but d'obtenir des fonds pour une personne ou une société mentionnée dans le paragraphe *b* et peut raisonnablement être considérée comme ayant été émise par une telle personne ou société à la place d'un acte d'endettement à court terme qui aurait autrement été émis ou vendu sur le marché par une telle personne ou société si elle avait emprunté ces fonds.

«**21.11.2** Une action du capital-actions d'une corporation est également une action privilégiée à court terme de cette corporation si:

a) elle est une action décrite dans le paragraphe *c* de l'article 21.11.1;
et

b) elle est convertible, directement ou non, en une dette ou en une action qui, si elle était émise, serait une action à laquelle s'appliquerait le paragraphe *b* de cet article 21.11.1.

«**21.11.3** Aux fins des articles 21.11.1 et 21.11.2, une action privilégiée à court terme ne comprend pas:

a) une action émise entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1983 conformément à une entente écrite à cet effet conclue avant le 13 novembre 1981;

b) une action décrite dans l'article 21.6.1; ou

c) une action prescrite.

«**21.11.4** Aux fins de déterminer si une action émise avant le 13 novembre 1981 ou une action décrite dans le paragraphe *a* de l'article 21.11.3 est une action privilégiée à court terme après une prorogation de sa date de rachat ou une modification aux modalités concernant son acquisition, son annulation, sa conversion, son rachat ou la réduction du capital versé à son égard qui survient après le 12 novembre 1981, cette action est réputée avoir été émise au moment de cette prorogation ou modification.

«**21.11.5** Lorsqu'une action émise après le 12 novembre 1981 par une personne ou société mentionnée dans le paragraphe *b* de l'article 21.11.1 à une autre telle personne ou société est vendue par une telle personne ou société à une personne avec qui, si ce n'était du paragraphe *b* de l'article 20, elle n'aurait pas de lien de dépendance, cette action est réputée avoir été émise au moment de cette vente.

«**21.11.6** Lorsqu'une action du capital-actions d'une corporation est émise ou que ses modalités sont modifiées et qu'il est raisonnable de considérer, compte tenu des circonstances, y compris le taux d'intérêt sur une dette ou le dividende prévu sur une action privilégiée à court terme, qu'elle n'aurait pas été émise ou ses modalités modifiées si ce n'avait été de l'existence de la créance ou de l'action privilégiée à court terme et que l'un des buts principaux de son émission ou de la modification de ses modalités était d'éviter ou de restreindre l'application de l'article 740.4, cette action est réputée, à compter du 1^{er} janvier 1983, être une action privilégiée à court terme de la corporation.

«**21.11.7** Lorsqu'une action du capital-actions d'une corporation est substituée à une action privilégiée à court terme ou est échangée contre une telle action, elle est réputée être une action privilégiée à court terme.

«**21.11.8** Lorsqu'une action du capital-actions d'une corporation est émise après le 28 juin 1982 et que, lors de son émission, l'existence

de la corporation est limitée ou peut l'être en vertu d'une entente déjà conclue à une période inférieure à 18 mois à compter du jour de cette émission, cette action est réputée être une action à laquelle s'applique le paragraphe *b* de l'article 21.11.1.

«**21.11.9** Lorsque les modalités d'une action du capital-actions d'une corporation sont modifiées ou déterminées après le 28 juin 1982 et que, de ce fait, il est raisonnable de s'attendre à ce qu'une personne ou société mentionnée dans le paragraphe *b* de l'article 21.11.1 acquière, annule ou rachète l'action, en totalité ou en partie, ou réduise le capital versé à son égard, dans les 18 mois du jour de son émission, cette action est réputée être une action à laquelle s'applique le paragraphe *b* de l'article 21.11.1 depuis la date de la modification ou de la détermination.

«**21.11.10** Aux fins du présent chapitre, une personne qui a une participation dans une fiducie, directement ou non et de quelque manière que ce soit, est réputée être un bénéficiaire de cette fiducie. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

12. 1. L'article 21.12 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie du paragraphe *c* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

«*c*) émise, pour une période qui ne peut excéder cinq ans, par une corporation qui réside au Canada, dont le produit de l'émission, dans le cas d'une obligation émise après le 12 novembre 1981, peut raisonnablement être considéré comme ayant été utilisé par la corporation donnée ou une corporation avec qui elle avait un lien de dépendance pour le financement de l'entreprise qu'elle exploitait au Canada immédiatement avant le moment de cette émission et qui a été émise: ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une obligation à intérêt conditionnel émise après le 16 novembre 1978 autrement que conformément à une entente écrite à cet effet conclue avant le 17 novembre 1978; toutefois, lorsqu'il modifie les conditions relatives à l'utilisation du produit de l'émission d'une obligation à intérêt conditionnel, il a effet depuis le 13 novembre 1981.

13. 1. L'article 21.15 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *b*, du mot « ou »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *c*, du point par ce qui suit: «; ou »;

3° par l'addition du paragraphe suivant:

«*d*) lorsque, à un moment donné après le 12 novembre 1981, une institution financière désignée ou une fiducie ou une société dont un bénéficiaire ou un membre est une institution financière désignée ou une personne qui est liée à une telle institution, acquiert une obligation qui n'est pas visée dans le paragraphe *c* d'une corporation mentionnée dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 740.1 et que cette acquisition est assujettie à une entente de garantie, telle qu'elle serait décrite dans l'article 740.2 si celui-ci s'appliquait à une obligation à intérêt conditionnel, conclue après le 12 novembre 1981. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

14. 1. L'article 22 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«L'impôt à payer par un particulier visé dans le premier alinéa, qui exerce une entreprise hors du Québec au Canada, est égal à la partie de l'impôt établi en vertu des articles 750 à 752 et 758 à 767, représentée par la proportion qui existe entre son revenu gagné au Québec et son revenu gagné au Québec et ailleurs, telle qu'établie par les règlements. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

15. 1. L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Cet impôt est égal à la partie de l'impôt que ce particulier paierait en vertu des articles 750 à 752 et 758 à 767 sur son revenu imposable, tel qu'il serait déterminé en vertu de l'article 24 si ce particulier résidait au Québec, représentée par la proportion qui existe entre ce revenu gagné au Québec et ce qu'aurait été son revenu s'il avait résidé au Québec le dernier jour de l'année d'imposition. Toutefois, cet impôt ne doit pas excéder le montant que paierait ce particulier s'il résidait au Québec. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

16. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 78, de l'article suivant:

«**78.1** Un particulier peut déduire un montant qu'il verse ou que l'on verse pour lui, dans l'année, conformément à une entente selon laquelle il doit rembourser tout montant qui lui a été versé pour une période pendant la totalité de laquelle il n'exerçait pas les fonctions afférentes à sa charge ou son emploi, dans la mesure où il a inclus ce dernier montant dans le calcul de son revenu provenant d'une charge ou d'un emploi.

Toutefois, il ne peut déduire la partie des montants ainsi remboursés qui excède l'ensemble de ceux qu'il a reçus pour une telle période. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

17. 1. L'article 85.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **85.1** Aux fins de l'article 83, la juste valeur marchande des biens décrits dans l'inventaire d'un contribuable désigne, dans le cas de travaux en cours à la fin d'une année d'imposition d'une entreprise qui est une profession, le montant qu'il est raisonnable de prévoir devenir à recevoir à leur égard après la fin de l'année et, dans les autres cas, leur coût de remplacement. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1983.

18. 1. L'article 85.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **85.3** Sans restreindre la portée du présent chapitre, les biens d'un contribuable qui ne sont pas des immobilisations et qui sont constitués par des travaux en cours d'une entreprise qui est une profession, du matériel de publicité ou d'emballage, des pièces ou des approvisionnements doivent être inclus dans son inventaire et tout bien utilisé principalement pour la publicité ou l'emballage des biens inclus dans l'inventaire d'un contribuable est réputé ne pas être un bien détenu soit en vue d'être vendu ou loué, soit pour une fin mentionnée dans l'article 85.2. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1983.

19. 1. L'article 87 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par les suivants:

« *b*) tout montant à recevoir pour des biens vendus ou des services rendus dans l'exploitation d'une entreprise pendant l'année, même si ce montant ou une partie de celui-ci n'est pas exigible avant une année subséquente, sauf si la méthode adoptée pour le calcul de son revenu provenant de l'entreprise et acceptée aux fins de la présente partie ne l'oblige pas à inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qui n'a pas été reçu dans l'année et, aux fins du présent paragraphe, un montant est réputé devenu à recevoir pour des services rendus dans l'exploitation d'une entreprise à compter du premier en date du jour où le compte pour services rendus est présenté ou du jour où ce compte aurait été présenté s'il n'y avait pas eu de retard indu;

« c) tout montant reçu ou à recevoir dans l'année à titre d'intérêts, selon la méthode qu'il suit régulièrement dans le calcul de ses bénéfices, sauf s'il a été inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure; »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe *e* par le suivant:

« ii. en vertu des articles 150.1 et 152; ou »;

3° par le remplacement du paragraphe *j.1* par le suivant:

« j.1) l'excédent de l'ensemble des montants qu'il reçoit dans l'année d'un régime de prestations aux employés auquel il a contribué à titre d'employeur ou en vertu d'un tel régime et qui ne sont pas inclus dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *n*, sur l'excédent de l'ensemble des montants qu'il a ainsi versés au régime ou qu'il a inclus, en vertu du présent paragraphe, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, sur l'ensemble des montants qu'il a déduits à l'égard de ses contributions au régime dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure ou qu'il a reçus du régime ou en vertu de celui-ci au cours d'une année d'imposition antérieure et qui n'ont pas été inclus dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *n*; »;

4° par le remplacement du paragraphe *u* par le suivant:

« u) tout montant prescrit déduit dans le calcul de l'impôt à payer pour l'année par le contribuable en vertu d'une loi prescrite, dans la mesure où ce montant n'est pas inclus dans un montant déterminé en vertu du sous-paragraphe vii du paragraphe *e* de l'article 93, des articles 101 et 225, du sous-paragraphe vi du paragraphe *l* de l'article 257 et du sous-paragraphe ii du paragraphe *n* de l'article 257. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *b* de l'article 87 de la Loi sur les impôts, s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1982 et, lorsqu'il remplace le paragraphe *c* de cet article 87, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1979.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1980.

5. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

20. 1. L'article 89 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**89.** Un contribuable doit inclure, dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition d'une entreprise ou de biens, un montant qui devient à recevoir dans l'année, en vertu d'une obligation découlant d'une loi ou d'une obligation contractuelle qui remplace une obligation découlant d'une loi, par une personne visée dans l'article 90, à titre ou pouvant raisonnablement tenir lieu de redevance, d'impôt, de taxe, de loyer ou de prime, qui peut raisonnablement être relié à l'acquisition, à la mise en valeur ou à la propriété d'un bien minier canadien ou d'un bien qui aurait été un tel bien s'il avait été acquis après le 31 décembre 1971 ou à la production au Canada soit de pétrole, de gaz naturel ou autres hydrocarbures apparentés provenant d'une ressource minérale ou d'un puits de pétrole ou de gaz, soit de métaux ou de minéraux, jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent, provenant d'une ressource minérale, si ce puits de pétrole ou de gaz ou cette ressource minérale est situé au Canada sur un bien dans lequel le contribuable avait un intérêt, y compris un droit d'extraction. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un montant qui devient à recevoir après le 31 décembre 1982 relativement à la période postérieure à cette date.

21. 1. Les articles 91 à 92.3 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**91.** L'article 89 ne s'applique pas à un montant visé dans le paragraphe 1 de l'article 144 et payé ou à payer par le contribuable, à un impôt ou taxe pour la partie qui peut raisonnablement être considérée comme étant un impôt ou taxe municipal ou scolaire, ni à un montant prescrit.

«**92.** Malgré le paragraphe c de l'article 87, une corporation, une société, une fiducie d'investissement à participation unitaire ou une fiducie dont une corporation ou une société est un bénéficiaire doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition les intérêts courus en sa faveur jusqu'à la fin de l'année ou reçus ou devenus à recevoir par elle avant la fin de l'année sur une créance, dans la mesure où ils ne l'ont pas été pour une année d'imposition antérieure.

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard des intérêts courus, reçus ou devenus à recevoir à l'égard d'une obligation à intérêt conditionnel, d'une obligation d'une petite entreprise ou d'un titre de développement.

«**92.1** Lorsque, dans une année d'imposition, un contribuable qui n'est pas une corporation, une société, une fiducie d'investissement

à participation unitaire ni une fiducie dont une corporation ou une société est un bénéficiaire, détient un intérêt dans un contrat de placement à un troisième anniversaire du contrat et qu'il n'a pas exercé, dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure, à l'égard de cet intérêt, le choix visé dans l'article 92.4, il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année les intérêts courus en sa faveur après le 31 décembre 1981 et jusqu'à ce moment à l'égard du contrat, dans la mesure où ces intérêts n'ont pas été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure.

« **92.2** L'article 92 ne s'applique pas à une corporation, à une société ou à une fiducie, à l'égard soit d'une année d'imposition se terminant avant le 31 décembre 1984, soit des intérêts courus avant le début de sa première année d'imposition commençant après le 12 novembre 1981, relativement à un intérêt dans une créance qu'elle a acquis pour la dernière fois avant le 29 octobre 1980, sauf si cette créance a été émise par une personne avec qui cette corporation, cette fiducie ou un membre de cette société avait un lien de dépendance.

Le premier alinéa ne s'applique pas à une corporation décrite dans les paragraphes *b* à *d* de l'article 250.3, à une corporation d'assurance sur la vie ou à toute autre corporation, sauf une corporation de fonds mutuels ou une corporation de placements hypothécaires, dont l'entreprise principale consiste à faire des prêts ou qui emprunte de l'argent du public dans le cours de l'exploitation d'une entreprise dont le but principal consiste à faire des prêts.

« **92.3** L'article 92 ne s'applique pas, aux fins du calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, si le contribuable a acquis pour la dernière fois l'intérêt dans la créance avant le 29 octobre 1980 et si:

a) le contribuable ne pouvait, entre le 28 octobre 1980 et la fin de l'année d'imposition, exiger le remboursement, l'acquisition, l'annulation ou la conversion de l'intérêt dans la créance autrement qu'en raison d'un défaut de se conformer à l'une de ses modalités;

b) la date d'échéance de la créance n'a pas été prorogée ni les modalités concernant les versements à l'égard de l'intérêt dans cette créance modifiées, entre le 28 octobre 1980 et la fin de l'année d'imposition; et

c) la créance a été émise par une personne avec qui le contribuable ou, si le contribuable est une société, chaque membre de la société n'avait aucun lien de dépendance.

Le premier alinéa ne s'applique pas à une corporation visée dans le deuxième alinéa de l'article 92.2.

«**92.4** Lorsqu'un contribuable qui détient un intérêt dans une créance exerce dans une année d'imposition un choix à l'égard de cet intérêt en avisant par écrit l'émetteur de cette créance, il doit, dans le calcul de son revenu pour cette année et pour chacune des années d'imposition subséquentes dans lesquelles il détient un intérêt dans la créance, inclure les intérêts courus en sa faveur jusqu'à la fin de l'année, dans la mesure où ces intérêts n'ont pas été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure.

«**92.5** Aux fins des articles 92, 92.1, 92.4, 92.7 et 167, lorsqu'un contribuable acquiert un intérêt dans une créance prescrite, des intérêts à l'égard de cette créance calculés en la manière prescrite sont réputés courir en sa faveur pour chaque année d'imposition pendant laquelle il détient cet intérêt.

«**92.6** L'article 92.1 ne s'applique pas, aux fins du calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, si le contribuable a acquis pour la dernière fois l'intérêt dans le contrat de placement avant le 13 novembre 1981 et si:

a) le contribuable ne pouvait pas, après le 12 novembre 1981 et avant la fin de l'année d'imposition, exiger le remboursement, l'acquisition, l'annulation ou la conversion de son intérêt dans le contrat autrement qu'en raison d'un défaut de se conformer à l'une de ses modalités; et

b) la date d'échéance du contrat n'a pas été prorogée ni les modalités concernant les versements à l'égard de son intérêt dans le contrat modifiées, entre le 12 novembre 1981 et la fin de l'année d'imposition.

«**92.7** Aux fins des articles 92 à 92.8, on entend par:

a) «contrat de placement», relativement à un contribuable: une créance qui n'est pas une obligation à intérêt conditionnel, un titre de développement, une obligation d'une petite entreprise ni une obligation à l'égard de laquelle le contribuable, à des intervalles périodiques de moins de trois ans, a inclus dans le calcul de son revenu, durant la totalité de la période pendant laquelle il détenait un intérêt dans l'obligation, le revenu couru sur celle-ci pendant ces intervalles; et

b) «troisième anniversaire» d'un contrat de placement: soit la fin du jour qui survient trois ans après la fin de l'année civile dans laquelle le contrat a été émis, soit la fin du jour qui survient à intervalles successifs de trois ans à compter du troisième anniversaire déterminé en premier lieu en vertu du présent paragraphe.

«**92.8** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 92.7, lorsqu'un contribuable n'a pas aliéné avant le 1^{er} janvier 1985 un intérêt dans

un contrat de placement qu'il a acquis pour la dernière fois avant le 1^{er} janvier 1982, le contrat est réputé avoir été émis le 31 décembre 1984.

«**92.9** Lorsque, dans une année d'imposition, une corporation, une société, une fiducie d'investissement à participation unitaire ou une fiducie dont une corporation ou une société est un bénéficiaire détient un intérêt dans une police d'assurance sur la vie acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982 ou un intérêt acquis pour la dernière fois après le 19 décembre 1980 et avant le 2 décembre 1982 dans un contrat de rente en vertu duquel aucun paiement de rente n'a été effectué avant le 2 décembre 1982, elle doit inclure, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition, l'excédent, à la fin de l'année civile se terminant dans l'année d'imposition, du fonds accumulé à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, sur le prix de base rajusté pour elle de cet intérêt.

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard d'un intérêt dans:

a) une police exonérée; ou

b) un contrat de rente reçu, à titre de produit d'une police d'assurance sur la vie qui n'était pas un contrat de rente et qui a été acquise pour la dernière fois avant le 2 décembre 1982, par le titulaire de la police selon les modalités de celle-ci.

«**92.10** Lorsqu'une personne ou société décrite dans l'article 92.9 n'a pas aliéné avant le 1^{er} janvier 1985 un intérêt dans un contrat de rente qu'elle a acquis pour la dernière fois avant le 20 décembre 1980, l'article 92.9 doit, pour les années d'imposition se terminant après le 30 décembre 1984 et en ce qui concerne cet intérêt, se lire en faisant abstraction des mots «après le 19 décembre 1980 et» et comme si le montant que cette personne ou société doit inclure, en vertu de l'article 92.9, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition était l'excédent, à la fin de l'année civile se terminant dans l'année d'imposition, du fonds accumulé à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, sur l'ensemble du prix de base rajusté pour elle de cet intérêt, et du montant du revenu non attribué couru avant le 1^{er} janvier 1982 à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite.

«**92.11** Lorsque, dans une année d'imposition, un contribuable, autre qu'une personne ou société décrite dans l'article 92.9, détient un intérêt dans une police d'assurance sur la vie acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982 ou dans un contrat de rente acquis pour la dernière fois avant le 2 décembre 1982 et en vertu duquel aucun paiement de rente n'a été effectué avant le 2 décembre 1982, à un troisième anniversaire de la police ou du contrat et qu'il n'a pas exercé,

dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure, à l'égard de cet intérêt, le choix visé dans l'article 92.12, il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année l'excédent, à ce troisième anniversaire, du fonds accumulé à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, sur l'ensemble du prix de base rajusté pour lui de cet intérêt et du montant du revenu non attribué couru avant le 1^{er} janvier 1982 à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite.

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard d'un intérêt dans:

- a) une police exonérée;
- b) un contrat de rente prescrit; ou
- c) un contrat de rente décrit dans le paragraphe b du deuxième alinéa de l'article 92.9.

«**92.12** Lorsqu'un contribuable qui détient un intérêt dans une police d'assurance sur la vie, autre qu'un contrat de rente, acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982 ou dans un contrat de rente, autre qu'un contrat en vertu duquel les paiements de rente ont commencé, exerce dans une année d'imposition un choix en vertu du présent article, à l'égard de cet intérêt, en avisant par écrit l'émetteur de cette police ou de ce contrat, il doit, dans le calcul de son revenu pour l'année et chacune des années d'imposition suivantes durant lesquelles il détient cet intérêt, inclure l'excédent, à la fin de l'année d'imposition, du fonds accumulé à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, sur l'ensemble du prix de base rajusté pour lui de cet intérêt et du montant du revenu non attribué couru avant le 1^{er} janvier 1982 à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite.

«**92.13** Lorsque, dans une année d'imposition, l'article 92.9, 92.11 ou 92.12 s'applique à l'égard d'un intérêt d'un contribuable dans un contrat de rente ou s'y appliquerait si le contrat avait un troisième anniversaire dans l'année et que, à la fin de l'année, l'ensemble déterminé en vertu de l'article 976.1 à l'égard de son intérêt excède l'ensemble déterminé en vertu de l'article 976 à l'égard de son intérêt, le contribuable doit inclure l'excédent dans le calcul de son revenu pour l'année.

«**92.14** L'article 92.9 ne s'applique pas, aux fins du calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, si le contribuable a acquis pour la dernière fois son intérêt dans le contrat de rente avant le 20 décembre 1980 et si:

- a) le contribuable ne pouvait pas, au cours de la période commençant le 19 décembre 1980 et se terminant avant la fin de l'année d'imposition, exiger le remboursement, l'acquisition, l'annulation ou

la conversion de son intérêt dans le contrat, autrement qu'en raison d'un défaut de se conformer à l'une de ses modalités, la date d'échéance du contrat n'a pas été prorogée et les modalités concernant les paiements à l'égard de cet intérêt n'ont pas été modifiées au cours de cette période; ou

b) la valeur de rachat de son intérêt n'a pas, au cours de la période visée dans le paragraphe *a*, excédé l'ensemble des primes payées à l'égard de cet intérêt.

« **92.15** L'article 92.11 ne s'applique pas, aux fins du calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, si le contribuable a acquis pour la dernière fois son intérêt dans le contrat de rente avant le 2 décembre 1982 et si les conditions qui seraient décrites dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 92.14 si l'on remplaçait, dans le paragraphe *a* de ce dernier article, la mention du « 19 décembre 1980 » par celle du « 1^{er} décembre 1982 », sont remplies.

« **92.16** Aux fins des articles 92.9 à 92.20, lorsque la première prime en vertu d'un contrat de rente acquis pour la dernière fois par un contribuable avant le 2 décembre 1982 n'était pas déterminée avant cette date et qu'elle a été payée à cette date ou par la suite par le contribuable ou pour son compte, cette prime est réputée avoir été payée pour acquérir, au moment du paiement de la prime, un intérêt dans un contrat de rente distinct émis à ce moment, dans la mesure où le montant de cette prime n'était pas déterminé avant le 2 décembre 1982, et chaque prime subséquente payée en vertu du contrat est réputée avoir été payée aux termes de ce contrat distinct, dans la mesure où le montant de cette prime n'était pas déterminé avant le 2 décembre 1982.

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard d'un contrat de rente décrit dans le paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 92.9 ou auquel l'article 92, 92.9, 92.11 ou 92.12 s'applique ou s'appliquerait dans une année si le contrat avait un troisième anniversaire dans l'année.

« **92.17** Lorsque, à un moment quelconque après le 1^{er} décembre 1982, une prime prescrite, autre qu'une prime visée dans l'article 92.16, a été payée par un contribuable ou pour son compte à l'égard d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie acquise pour la dernière fois au plus tard à cette date, la présente partie s'applique après ce moment à l'égard de l'intérêt du contribuable dans la police comme si:

a) les articles 92.9, 92.11, 92.12 et 977.1, le sous-paragraphe iv du paragraphe *b.4* de l'article 966 et le sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 967 se lisaient sans les mots « acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982 », « et qui a été acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982 » ou « a été acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982 et », selon le cas;

b) le deuxième alinéa de l'article 92.9 se lisait sans son paragraphe *b*;

c) le deuxième alinéa de l'article 92.11 se lisait sans son paragraphe *c*;

d) le sous-paragraphe *v* du paragraphe *a* de l'article 966 se lisait sans les mots « qui a été acquise pour la dernière fois avant le 2 décembre 1982 ou »;

e) le paragraphe *b.3* de l'article 966 se lisait en y remplaçant, après les mots « mais ne comprend pas », la partie qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit: « la partie d'un montant versé, en vertu de la police, après la plus tardive des dates suivantes: le 31 mai 1985 et le jour auquel l'article 92.17 s'est appliqué pour la première fois à l'égard de l'intérêt dans la police, à l'égard: »;

f) l'article 970 ne s'appliquait pas;

g) le paragraphe *e* de l'article 976.1 se lisait ainsi: « *e)* dans le cas d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie qui n'est pas un contrat de rente, de chaque montant représentant le coût net de l'assurance pure à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, immédiatement avant la fin de l'année civile se terminant dans une année d'imposition commençant après la plus tardive des dates suivantes: le 31 mai 1985 et la fin de l'année qui précède celle dans laquelle l'article 92.17 s'est appliqué pour la première fois à l'égard de cet intérêt, mais avant ce moment; ».

Le premier alinéa s'applique seulement si la police n'est pas une police exonérée ou s'il y a eu une augmentation prescrite d'une prestation de décès en vertu de la police.

Aux fins du présent article, le deuxième alinéa de l'article 966.1 doit se lire en faisant abstraction des mots « à l'exclusion d'une conversion de celle-ci en un contrat de rente ».

« 92.18 Aux fins de la présente partie, lorsqu'un avenant qui prévoit de l'assurance sur la vie additionnelle, autre qu'une prestation de décès par accident, est ajouté, à un moment quelconque après le 1^{er} décembre 1982, à une police d'assurance sur la vie qui n'est pas un contrat de rente et qui a été acquise pour la dernière fois avant le 2 décembre 1982, cet avenant est réputé être une police d'assurance sur la vie distincte émise à ce moment.

« 92.19 Aux fins des articles 92.9 à 92.20, 160 et 161, des paragraphes *c* et *c.1* de l'article 312 et des articles 966 à 977.1:

a) « police exonérée » a le sens que lui donnent les règlements; et

b) «troisième anniversaire» d'une police d'assurance sur la vie signifie soit la fin du jour qui survient trois ans après la fin de l'année civile dans laquelle la police a été émise, soit la fin du jour qui survient à intervalles successifs de trois ans à compter du troisième anniversaire déterminé en premier lieu en vertu du présent paragraphe.

«**92.20** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 92.19, lorsque, avant 1985, un contribuable n'a pas aliéné un intérêt dans un contrat de rente qu'il a acquis pour la dernière fois avant le 2 décembre 1982, le contrat est réputé avoir été émis le 31 décembre 1984.»,

2. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 91 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un montant payé ou qui devient à payer après le 31 décembre 1982 relativement à la période postérieure à cette date.

3. Le présent article, lorsqu'il remplace les articles 92 à 92.3 de la Loi sur les impôts et qu'il édicte les articles 92.4, 92.6, 92.9, 92.11 à 92.15 et 92.18 de cette loi, s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1982.

4. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 92.5, 92.7 et 92.8 de la Loi sur les impôts, s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1981.

5. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 92.10, 92.16, 92.17, 92.19 et 92.20 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 30 mars 1983.

22. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 93, des articles suivants:

«**93.1** Aux fins du sous-paragraphe iv du paragraphe *c* de l'article 93 et du titre IV, les articles 93.2 et 93.3 s'appliquent, malgré les articles 99 et 251, lorsqu'un contribuable aliène, dans une année d'imposition, un édifice d'une catégorie prescrite et que le produit de l'aliénation de cet édifice, déterminé sans tenir compte des articles 93.1 à 93.3, est moindre que son coût indiqué, pour le contribuable, immédiatement avant son aliénation.

«**93.2** Lorsque le contribuable ou une personne avec qui il a un lien de dépendance aliène, dans la même année d'imposition que celle visée dans l'article 93.1, le terrain sous-jacent ou contigu à l'édifice et nécessaire à son usage, les règles suivantes s'appliquent:

a) le produit de l'aliénation de l'édifice est réputé être le moindre:

i. de l'excédent de l'ensemble du produit de l'aliénation de l'édifice et de celui du terrain, déterminés sans tenir compte des articles 93.1 à 93.3, sur le moindre du coût indiqué du terrain, pour le vendeur,

immédiatement avant son aliénation ou de la juste valeur marchande du terrain au même moment; ou

ii. du plus élevé de la juste valeur marchande de l'édifice immédiatement avant son aliénation ou du coût indiqué de l'édifice, pour le contribuable, au même moment; et

b) le produit de l'aliénation du terrain est réputé être l'excédent de l'ensemble du produit de l'aliénation de l'édifice et de celui du terrain, déterminés sans tenir compte des articles 93.1 à 93.3, sur le produit de l'aliénation de l'édifice déterminé en vertu du paragraphe a.

«**93.3** Lorsque l'article 93.2 ne s'applique pas à l'égard de l'aliénation visée dans l'article 93.1 et qu'avant cette aliénation le contribuable ou une personne avec qui il avait un lien de dépendance était propriétaire du terrain sous-jacent ou contigu à l'édifice et nécessaire à son usage, le produit de l'aliénation de l'édifice est réputé être égal à l'ensemble du produit de l'aliénation de l'édifice, déterminé sans tenir compte des articles 93.1 à 93.3, et de la moitié de l'excédent du plus élevé du coût indiqué de l'édifice, pour le contribuable, immédiatement avant son aliénation ou de la juste valeur marchande de l'édifice au même moment, sur le produit de l'aliénation de l'édifice, déterminé sans tenir compte des articles 93.1 à 93.3. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, à l'exception toutefois d'une aliénation qui survient conformément à une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1981.

23. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 97.4, des articles suivants:

«**97.5** Lorsque, avant l'aliénation d'une immobilisation qui est un bien amortissable d'un contribuable, celui-ci ou une personne avec qui il avait un lien de dépendance pouvait déduire, dans le calcul de son revenu un montant déboursé ou dépensé pour l'usage ou le droit d'utilisation du bien durant une période, autre qu'un montant déboursé ou dépensé, avant l'acquisition de ce bien, par lui ou par une personne avec qui il avait un lien de dépendance, les règles suivantes s'appliquent sauf si le contribuable aliène le bien en faveur d'une personne avec qui il a un lien de dépendance et que les articles 97.2 et 97.4 s'appliquent à cette personne à l'égard de l'acquisition par elle du bien:

a) la personne qui était propriétaire du bien immédiatement avant l'aliénation doit alors ajouter au coût en capital du bien le moindre:

i. de l'ensemble des montants qui sont des montants admissibles en déduction et qui ont été déboursés ou dépensés avant l'aliénation

par le contribuable ou par une personne avec qui il avait un lien de dépendance, pour l'usage ou le droit d'utilisation du bien durant la période, à l'exclusion des montants payés ou à payer au contribuable ou à une personne avec qui il avait un lien de dépendance; ou

ii. de l'excédent de la juste valeur marchande du bien au premier en date du jour de l'aliénation ou du jour de l'expiration de la dernière période à l'égard de laquelle les montants visés dans le sous-paragraphe i ont été déboursés ou dépensés, sur le coût en capital du bien, pour le contribuable, immédiatement avant ce jour; et

b) le contribuable doit ajouter, immédiatement avant l'aliénation, à l'amortissement total qui lui a été accordé avant l'aliénation à l'égard des biens de la catégorie prescrite dans laquelle ce bien est compris, le montant ajouté au coût en capital du bien pour lui conformément au paragraphe a.

«**97.6** Aux fins de l'article 97.5, le montant que le contribuable peut déduire en vertu des paragraphes g et g.1 de l'article 157 est réputé ne pas être un montant déboursé ou dépensé par lui pour l'usage ou le droit d'utilisation du bien. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un bien dont un contribuable est propriétaire après le 12 novembre 1981.

24. 1. L'article 101.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**101.3** Aux fins de l'article 101, lorsqu'un montant prescrit doit être ajouté dans le calcul d'une déduction d'impôt prescrite à laquelle un membre d'une société ou un bénéficiaire d'une fiducie a droit à la fin d'une année d'imposition du membre ou du bénéficiaire, selon le cas, la partie de ce montant que l'on peut raisonnablement attribuer à un bien amortissable est réputée avoir été reçue par la société ou par la fiducie, selon le cas, à la fin de son exercice financier se terminant dans cette année d'imposition, à titre d'aide d'un gouvernement pour l'acquisition de biens amortissables. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

25. 1. Les articles 113 à 118 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**113.** Une personne ou une société qui est soit un actionnaire d'une corporation, soit une personne ayant un lien de dépendance avec un tel actionnaire, soit un membre d'une société ou un bénéficiaire d'une fiducie qui est actionnaire d'une corporation, doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le montant de toute dette qu'elle contracte dans l'année envers cette corporation, envers une autre

corporation liée à cette corporation ou envers une société dont l'une ou l'autre de ces corporations est membre.

« **114.** L'article 113 ne s'applique pas si la dette est contractée dans le cours ordinaire des affaires du créancier, si des arrangements de bonne foi sont conclus au moment où la dette est contractée pour son remboursement dans un délai raisonnable et, dans le cas d'un emprunt, si le prêt d'argent fait partie de l'entreprise normale du créancier.

L'article 113 ne s'applique pas non plus si de tels arrangements sont conclus et que la dette est contractée soit par une personne qui est un employé du créancier pour lui permettre ou lui faciliter l'acquisition d'une automobile devant lui servir dans l'accomplissement de ses fonctions ou l'acquisition pour son propre compte, lorsque le créancier est une corporation, d'actions entièrement libérées du capital-actions de la corporation qui lui sont cédées par celle-ci ou d'actions entièrement libérées du capital-actions d'une corporation liée au créancier qui lui sont cédées par cette corporation liée, soit par une personne qui est un employé du créancier ou le conjoint d'un tel employé si la dette est contractée par cette personne pour lui permettre ou lui faciliter l'acquisition d'une habitation pour son propre usage.

« **115.** L'article 113 ne s'applique pas si la dette est remboursée en dedans d'un an à compter de la fin de l'année d'imposition du créancier dans laquelle la dette est contractée et s'il est établi que le remboursement n'a pas été fait comme partie d'une série d'opérations et de remboursements.

« **116.** L'article 113 ne s'applique pas lorsque la dette est contractée soit par une corporation qui réside au Canada ou par une société dont chaque membre est une telle corporation, soit entre des personnes qui ne résident pas au Canada ni, dans le cas où la dette est contractée par une personne ayant un lien de dépendance avec un actionnaire d'une corporation, lorsque cette personne est une filiale étrangère de cette corporation ou une filiale étrangère d'une personne qui réside au Canada et qui a un lien de dépendance avec cette corporation.

« **117.** Si une corporation met dans l'année une automobile à la disposition de son actionnaire ou d'une personne qui lui est liée, la valeur de l'avantage qui doit être incluse dans le calcul du revenu de l'actionnaire pour l'année en vertu de l'article 111 se calcule, sauf si un montant est inclus dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 41 à l'égard de cette automobile, comme si les sections I et II du chapitre II du titre II s'appliquaient à l'égard de cet avantage, compte tenu des adaptations nécessaires et en y remplaçant les renvois à « l'employeur » par des renvois à « la corporation ».

« **118.** Les articles 111 à 117 s'appliquent au calcul, aux fins de la présente partie, du revenu d'un actionnaire, d'une personne ou d'une société, que la corporation ou le créancier, selon le cas, ait ou non résidé au Canada ou ait ou non exploité une entreprise au Canada. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une dette contractée après le 31 décembre 1981; toutefois, lorsqu'il remplace l'article 117 de la Loi sur les impôts, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

26. 1. L'article 119.2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

« *e*) « dette obligataire admissible » d'une corporation à un moment donné signifie un titre qui est une obligation, un effet de commerce, un billet, une hypothèque, un *mortgage* ou un autre titre semblable, dont le principal n'est pas inférieur à 10 000 \$ ni supérieur à 500 000 \$, émis entre le 11 décembre 1979 et le 1^{er} janvier 1984 pour une durée d'au moins un an, sauf dans le cas du défaut de se conformer à l'une des modalités du titre, et d'au plus cinq ans, si le titre est émis par la corporation dans l'une des circonstances décrites dans les sous-paragraphe i à iii du paragraphe *c* de l'article 119.5 ou si la totalité du produit de l'émission du titre antérieure au 1^{er} février 1982 est utilisée par la corporation aux fins:

i. d'acquérir, entre le 11 décembre 1979 et le 1^{er} février 1982, un bien qui est un bien désigné de la corporation;

ii. de financer des dépenses prescrites effectuées par la corporation entre le 11 décembre 1979 et le 1^{er} février 1982 à l'égard de recherches scientifiques;

iii. de rembourser avant le 1^{er} février 1982, en totalité ou en partie, une ou plusieurs dettes de la corporation jusqu'à concurrence d'un montant qui n'excède pas le coût pour la corporation d'un bien visé dans le sous-paragraphe i ou le montant des dépenses visées dans le sous-paragraphe ii, lorsque l'acquisition d'un tel bien ou l'engagement de telles dépenses, par la corporation, survient entre le 11 décembre 1979 et le moment du remboursement; ou

iv. de toute combinaison des fins décrites dans les sous-paragraphe i à iii; »;

2° par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

« *f*) « titre de développement » à un moment quelconque signifie un titre qui, à ce moment, est une dette obligataire admissible qui a été émise avant le 1^{er} janvier 1982 par une corporation privée dont

le contrôle est canadien et à l'égard de laquelle un choix commun a été fait dans les 90 jours qui suivent le dernier en date du jour de son émission ou du 26 février 1981 ou un titre qui, à ce moment, est une dette obligataire admissible qui a été émise après le 31 décembre 1981 par une telle corporation et à l'égard de laquelle un choix commun a été fait dans les 90 jours qui suivent le dernier en date du jour de son émission ou du 30 mars 1983. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

27. 1. L'article 119.5 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie du paragraphe *c* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

« *c*) la totalité ou la quasi-totalité du produit de l'émission d'un titre qui est une dette ne peut raisonnablement être considérée comme ayant été utilisée par la corporation ou par une corporation avec laquelle elle avait un lien de dépendance pour le financement d'une entreprise admissible, au sens du paragraphe *e* de l'article 451, exploitée au Canada immédiatement avant le moment de son émission, lorsque cette émission a été faite: ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un titre de développement émis après le 31 décembre 1981.

28. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 119.10, de ce qui suit:

« **119.11** Lorsqu'une corporation ou une corporation qui lui est associée, au sens de l'article 230.2, fait un choix commun à l'égard d'un titre de développement, l'article 119.9 ne s'applique pas à la corporation ni à toute corporation associée à cette dernière qui, sans cet article 119.9, serait une corporation admissible, à l'égard d'un titre émis à un moment quelconque après le 12 novembre 1981 dans l'une des circonstances décrites dans les sous-paragraphe *i* à *iii* du paragraphe *c* de l'article 119.5.

Le premier alinéa ne s'applique que si le prix d'émission du titre ne dépasse pas l'excédent de 500 000 \$ sur l'ensemble de chaque montant qui représente le prix d'émission:

a) d'un titre de développement émis par la corporation avant ce moment ou émis, au plus tard à ce moment, par une corporation qui lui est associée; ou

b) d'une obligation d'une petite entreprise émise, au plus tard à ce moment, par un particulier qui contrôle la corporation ou qui est membre d'un groupe lié qui contrôle la corporation ou par une société

dont un membre est une personne qui est un associé majoritaire de cette société, au sens de l'article 616, et qui contrôle la corporation ou est membre d'un groupe lié qui contrôle la corporation.

« **119.12** Malgré le paragraphe *f* de l'article 119.2, lorsque le titulaire d'une dette obligataire admissible émise par une corporation privée dont le contrôle est canadien n'a pas produit au ministre un choix commun dans le délai visé dans ce paragraphe *f*, cette dette est réputée être un titre de développement :

a) s'il est raisonnable de considérer que la corporation et le titulaire voulaient que la présente section s'applique à cette dette, eu égard aux éléments pertinents, notamment la manière dont la corporation et le titulaire l'ont considérée aux fins de la présente loi et le taux d'intérêt y afférent; et

b) si le titulaire produit au ministre un choix commun dans les 90 jours qui suivent le dernier en date du 30 mars 1983 ou du jour auquel le ministre a transmis un avis à l'effet qu'un choix commun concernant cette dette n'a pas été produit conformément au paragraphe *f* de l'article 119.2.

Le premier alinéa ne s'applique que si la corporation n'a pas émis, après l'émission de cette dette obligataire admissible, un titre de développement, autre qu'un titre de développement qui est une dette obligataire admissible émise dans l'une des circonstances décrites dans les sous-paragraphes i à iii du paragraphe *c* de l'article 119.5.

« **119.13** Aux fins de l'article 1050, lorsqu'un montant est ajouté dans le calcul du revenu imposable d'une corporation en vertu de l'article 119.8, le montant est réputé être une pénalité prélevée en vertu des articles 1048, 1049 et 1050.

« **119.14** Lorsqu'un montant est devenu à recevoir par une corporation, après le 11 décembre 1979, à titre de produit de l'aliénation, au sens des sous-paragraphes ii à iv du paragraphe *f* de l'article 93 ou de l'article 251 lorsqu'il réfère à ces sous-paragraphes, d'un bien désigné et que la corporation, avant la fin de la première année d'imposition qui suit celle dans laquelle un montant à l'égard de l'aliénation du bien désigné est devenu à recevoir, acquiert un bien de remplacement, au sens du paragraphe 3 de l'article 96 ou de l'article 280.2, qui est un bien désigné, le coût, pour la corporation, du bien de remplacement est réputé être, aux fins de l'article 119.6, une dépense encourue par elle à l'égard de l'aliénation du bien désigné.

« SECTION IV.2

« OBLIGATION D'UNE PETITE ENTREPRISE

« **119.15** Aux fins de la présente section, on entend par:

a) « choix commun », à l'égard d'un titre: un choix fait conjointement, en la forme prescrite, par l'émetteur du titre et par son titulaire au moment du choix, produit au ministre par ce titulaire, dans lequel ce dernier et l'émetteur choisissent que la présente section s'applique à l'égard du titre et où l'émetteur déclare qu'il est un émetteur admissible et que les conditions visées dans le paragraphe *b* sont remplies;

b) « dette obligataire admissible » d'un particulier ou d'une société: un titre qui est un effet de commerce, un billet, une hypothèque, un *mortgage* ou un autre titre semblable, dont le principal n'est pas inférieur à 10 000 \$ ni supérieur à 500 000 \$, émis entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1984 pour une durée d'au moins un an, sauf dans le cas du défaut de se conformer à l'une des modalités du titre, et d'au plus cinq ans, si le produit de l'émission du titre est utilisé au Canada dans une entreprise que le particulier ou la société exploitait immédiatement avant le moment de l'émission et si le titre est émis par le particulier ou par la société:

i. conformément à une proposition faite à ses créanciers ou à un arrangement conclu avec ceux-ci, approuvé par un tribunal compétent en vertu de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada);

ii. à un moment où la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs sont sous le contrôle d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur-séquestre ou d'un syndic de faillite; ou

iii. en totalité ou en partie, directement ou indirectement, en échange ou en remplacement d'une dette contractée dans l'exercice de son entreprise et dont le particulier ou la société est redevable envers une personne avec laquelle le particulier ou chaque membre de la société n'a aucun lien de dépendance, à un moment où, en raison de difficultés financières, le particulier ou la société est en défaut à l'égard de cette dette ou qu'il est raisonnable de prévoir que le particulier ou la société le deviendra;

c) « émetteur admissible »:

i. un particulier qui réside au Canada, qui n'est pas une fiducie, qui n'a pas déjà fait un choix commun à l'égard d'une obligation d'une petite entreprise, qui n'est pas un associé majoritaire, au sens de l'article 616, d'une société ayant déjà fait un tel choix, qui ne contrôle pas une corporation ayant déjà fait un choix commun à l'égard d'un titre de

développement et qui n'est pas membre d'un groupe lié qui contrôle une corporation ayant déjà fait un tel choix; ou

ii. une société dont tous les membres sont des particuliers visés dans le sous-paragraphe i;

d) « obligation d'une petite entreprise »: un titre qui est une dette obligataire admissible émise par un particulier ou par une société et à l'égard de laquelle un choix commun a été fait dans les 90 jours qui suivent le dernier en date du jour de son émission ou du 30 mars 1983.

« **119.16** Lorsqu'un particulier ou une société verse à un contribuable un montant à titre d'intérêt sur une obligation d'une petite entreprise, ce montant est réputé être reçu par le contribuable à titre de dividende imposable d'une corporation canadienne imposable.

« **119.17** Malgré toute autre disposition de la présente partie, un particulier ou une société qui a émis une obligation d'une petite entreprise, ne peut faire aucune déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition à l'égard du montant payé ou à payer à titre d'intérêt sur cette obligation.

« **119.18** Malgré toute autre disposition de la présente partie, lorsqu'un particulier ou une société a émis une obligation d'une petite entreprise, l'émetteur doit ajouter à son impôt à payer par ailleurs pour une année d'imposition en vertu de la présente partie un montant égal à 33% du montant des intérêts à payer sur l'obligation à l'égard d'une période de l'année pendant laquelle:

a) l'émetteur n'est pas un émetteur admissible; ou

b) la totalité ou la quasi-totalité du produit de l'émission d'une obligation émise dans l'une des circonstances décrites dans les sous-paragraphe i à iii du paragraphe *b* de l'article 119.15 n'est pas utilisée par l'émetteur admissible pour le financement d'une entreprise admissible, au sens des règlements adoptés en vertu du paragraphe *e* de l'article 451, compte tenu des adaptations nécessaires, qu'il exploitait au Canada immédiatement avant le moment de l'émission de l'obligation.

« **119.19** Malgré toute autre disposition de la présente partie, un montant payé ou à payer par un contribuable conformément à une obligation juridique de payer des intérêts sur un emprunt utilisé pour acquérir une obligation d'une petite entreprise est réputé être un montant payé ou à payer sur un emprunt utilisé pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens.

« **119.20** Lorsqu'un particulier ou une société, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait une fausse déclaration dans un choix commun à l'égard d'un titre que le

particulier ou la société a émis, l'article 119.18 doit se lire en y remplaçant le pourcentage de « 33% » par le pourcentage de « 99% ».

« **119.21** Aux fins de l'article 119.18, lorsque l'émetteur d'un titre est une société, l'expression « l'émetteur doit ajouter » doit se lire comme étant l'expression « chaque membre de la société doit ajouter » et un tel membre doit ajouter à son impôt à payer par ailleurs pour l'année d'imposition qui comprend la période visée dans l'article 119.18 le montant qu'il est raisonnable de considérer comme étant sa part du montant déterminé en vertu de cet article 119.18 à l'égard de la société.

« **119.22** Lorsqu'un particulier, une société dont il est un associé majoritaire, au sens de l'article 616, ou une corporation qui est contrôlée par le particulier, par un groupe lié dont le particulier est un membre ou par un membre de la société qui en est un associé majoritaire a déjà fait un choix commun à l'égard d'une obligation d'une petite entreprise ou, dans le cas d'une corporation, à l'égard d'un titre de développement, le particulier ou toute société dont il est un associé majoritaire est réputé être un émetteur admissible à l'égard de toute obligation d'une petite entreprise additionnelle émise par le particulier ou la société si, au moment de l'émission de cette obligation additionnelle, le prix d'émission de celle-ci ne dépasse pas l'excédent de 500 000 \$ sur l'ensemble visé dans le deuxième alinéa.

L'ensemble mentionné dans le premier alinéa est:

a) lorsque l'émetteur est un particulier, l'ensemble de chaque montant qui représente le prix d'émission:

i. d'une autre obligation d'une petite entreprise émise par le particulier avant le moment ou émise, au plus tard à ce moment par une société dont le particulier est un associé majoritaire; ou

ii. d'un titre de développement émis, au plus tard à ce moment, soit par une corporation qui est contrôlée par le particulier ou par un groupe lié dont le particulier est un membre, soit par une corporation qui est associée à une telle corporation, au sens de l'article 230.2; ou

b) lorsque l'émetteur est une société, l'ensemble de chaque montant qui représente le prix d'émission:

i. d'une autre obligation d'une petite entreprise émise par la société avant ce moment ou émise, au plus tard à ce moment, par un particulier qui en est un associé majoritaire; ou

ii. d'un titre de développement émis, au plus tard à ce moment, soit par une corporation qui est contrôlée par le particulier visé dans le sous-paragraphe i ou par un groupe lié dont ce particulier est un membre, soit par une corporation qui est associée à une telle corporation, au sens de l'article 230.2.

« **119.23** Malgré le paragraphe *d* de l'article 119.15, lorsque le détenteur d'une dette obligataire admissible émise par un particulier ou par une société n'a pas produit au ministre un choix commun dans le délai visé dans ce paragraphe *d*, cette dette est réputée être une obligation d'une petite entreprise:

a) s'il est raisonnable de considérer que l'émetteur et le détenteur voulaient que la présente section s'applique à cette dette, eu égard aux éléments pertinents, notamment la manière dont l'émetteur et le détenteur l'ont considérée aux fins de la présente loi et le taux d'intérêt y afférent; et

b) si le détenteur produit au ministre un choix commun dans les 90 jours qui suivent le jour où le ministre a transmis un avis à l'effet qu'un choix commun concernant cette dette n'a pas été produit conformément au paragraphe *d* de l'article 119.15.

« **119.24** Aux fins de l'article 1050, lorsqu'un montant est ajouté à l'impôt à payer par ailleurs par un émetteur en vertu de l'article 119.20, le montant est réputé être une pénalité prélevée en vertu des articles 1048, 1049 et 1050. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 119.11 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un titre de développement émis après le 12 novembre 1981.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 119.12 et 119.13 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une dette obligataire admissible émise après le 11 décembre 1979.

4. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 119.14 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 30 mars 1983.

5. Le présent article, lorsqu'il édicte la section IV.2 du chapitre II du titre III du livre III de la partie I de la Loi sur les impôts et les articles 119.15 à 119.24 de cette loi, s'applique à l'égard d'une dette obligataire admissible émise après le 12 novembre 1981.

29. 1. L'article 120 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **120.** Sauf dans le cas où l'article 123 s'applique, lorsqu'un paiement effectué en vertu d'un contrat ou d'un autre arrangement peut raisonnablement être considéré en partie comme un paiement de capital et en partie comme un paiement d'intérêt ou autre paiement ayant un caractère de revenu, cette dernière partie doit être incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire provenant de biens pour l'année d'imposition dans laquelle elle est reçue, dans la mesure où elle n'a pas été incluse par ailleurs dans le calcul de son revenu, quel que soit le moment où le contrat ou l'arrangement a été conclu et quelles qu'en soient la forme et la portée. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

30. 1. L'article 121 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) en acquittement de ses droits en vertu d'un contrat de rente. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

31. 1. L'article 133.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **133.3** Un contribuable ne peut déduire les montants qu'il paie à titre de frais judiciaires ou extra-judiciaires engagés à l'égard d'un divorce, d'une séparation judiciaire, d'une entente écrite de séparation, d'un droit initial de recevoir un montant qu'il devrait inclure dans le calcul de son revenu en vertu des paragraphes *a*, *b* ou *b.1* de l'article 312 ou de l'article 313 s'il était reçu ou d'une obligation initiale de payer un montant qu'il pourrait déduire dans ce calcul en vertu des sous-paragraphes *a*, *a.1* ou *b* du paragraphe 1 de l'article 336 ou du paragraphe 2 de cet article 336 s'il était payé. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1978.

32. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 135.2, des articles suivants:

« **135.3** Un contribuable ne peut déduire un montant payé ou à payer pour l'annulation d'un bail portant sur ses biens qu'il a loués à une autre personne, sauf dans la mesure permise par les paragraphes *g* et *g.1* de l'article 157.

« **135.4** Malgré toute autre disposition de la présente partie, un contribuable, lors du calcul de son revenu pour une année d'imposition, ne peut faire aucune autre déduction que celle permise par le paragraphe *a* de l'article 130 ou le paragraphe *h* de l'article 157, à l'égard d'un montant qu'il débourse ou dépense, si ce montant:

a) peut raisonnablement être considéré comme étant un coût engagé pendant la période de construction, de rénovation ou de transformation d'un édifice et se rapportant à celle-ci ou à des coûts engagés pendant cette période à l'égard de la propriété, pendant cette période, soit du terrain sur lequel l'édifice repose, soit du terrain contigu nécessaire à l'utilisation, présente ou projetée, de l'édifice et utilisé, ou destiné à l'être, comme aire de stationnement, voie d'accès, cour ou jardin ou à une fin semblable; et

b) est déboursé ou dépensé avant que la construction, la rénovation ou la transformation de l'édifice ne soit parachevée.

« **135.5** Le montant visé dans l'article 135.4 doit être inclus dans le coût ou le coût en capital, selon le cas, pour le contribuable, du terrain ou de l'édifice.

« **135.6** Aux fins des articles 135.4 et 135.5, les coûts se rapportant à la construction, à la rénovation ou à la transformation d'un édifice ou à la propriété d'un terrain comprennent :

a) les intérêts payés ou à payer par un contribuable sur un emprunt qui ne peuvent être reliés à un édifice ou à un terrain donné mais qui peuvent raisonnablement être considérés, compte tenu de toutes les circonstances, comme étant des intérêts sur un emprunt utilisé par le contribuable à l'égard de la construction, de la rénovation ou de la transformation d'un édifice ou de la propriété d'un terrain; et

b) les intérêts payés ou à payer par un contribuable sur un emprunt qui peut raisonnablement être considéré, compte tenu de toutes les circonstances, comme ayant été utilisé pour aider, directement ou indirectement, soit une personne ou une société avec laquelle le contribuable a un lien de dépendance, soit une corporation dont le contribuable est un actionnaire désigné, au sens des règlements adoptés en vertu du paragraphe *e* de l'article 451, à construire, à rénover ou à transformer un édifice ou à acheter un terrain, sauf lorsque l'aide est un prêt consenti à cette personne, société ou corporation et à l'égard duquel le contribuable exige un taux d'intérêt raisonnable.

« **135.7** Aux fins des articles 135.4 et 135.5, la construction, la rénovation ou la transformation d'un édifice est parachevée le premier en date du jour où elle l'est ou du jour où la totalité ou la quasi-totalité de l'édifice est utilisée aux fins pour lesquelles il a été construit, rénové ou transformé.

« **135.8** Les articles 135.4 et 135.5 ne s'appliquent pas à une corporation dont l'entreprise principale consiste, durant la totalité de l'année, à louer ou à vendre, ou à mettre en valeur pour louer ou pour vendre, des biens immeubles dont elle est propriétaire à une personne avec laquelle elle n'a aucun lien de dépendance ou pour le compte d'une telle personne, ou à faire une combinaison de ces activités.

Ils ne s'appliquent pas non plus à une société dont chaque membre est une corporation visée dans le premier alinéa, si l'entreprise principale de cette société consiste, durant la totalité de l'année, à louer ou à vendre, ou à mettre en valeur pour louer ou pour vendre, des biens immeubles qu'elle détient à une personne avec qui aucun membre de la société n'a un lien de dépendance ou pour le compte d'une telle personne, ou à faire une combinaison de ces activités.

« **135.9** Les articles 135.4 et 135.5 ne s'appliquent pas relativement à un montant déboursé ou dépensé à l'égard d'un édifice ou d'un terrain visé dans le paragraphe *a* de cet article 135.4, si:

a) la construction, la rénovation ou la transformation de l'édifice était en cours le 12 novembre 1981;

b) la mise en place des fondations ou de toute autre assise de l'édifice a débuté entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1982;

c) dans le cas de la construction au Canada d'un édifice neuf ou de la rénovation ou de la transformation d'un édifice déjà construit situé au Canada, des arrangements établis par écrit en vue de cette construction, rénovation ou transformation étaient très avancés avant le 13 novembre 1981 et la mise en place des fondations ou de toute autre assise de l'édifice neuf ou la rénovation ou la transformation de l'édifice déjà construit, selon le cas, a débuté avant le 1^{er} juin 1982; ou

d) dans le cas de la construction d'un édifice neuf au Canada, le contribuable était tenu de construire l'édifice en vertu d'une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1981, des arrangements établis par écrit à l'égard de cette construction étaient très avancés avant le 1^{er} juin 1982 et la mise en place des fondations ou de toute autre assise de l'édifice a débuté avant le 1^{er} janvier 1983.

Toutefois le premier alinéa ne s'applique que si la construction, la rénovation ou la transformation de l'édifice se poursuit après le 31 décembre 1982 sans retard indu, compte tenu des cas fortuits, des conflits de travail, des incendies, des accidents ou des retards inhabituels attribuables à des voituriers publics ou à des fournisseurs de matériaux ou d'équipement.

« **135.10** Aux fins de l'article 135.9, lorsque plusieurs édifices sont construits, dans l'une des circonstances décrites dans cet article, sur un emplacement ou sur des emplacements contigus, aucun retard indu n'est réputé survenir dans la construction de l'un de ces édifices, si la construction d'au moins l'un de ceux-ci se poursuit après le 31 décembre 1982 sans retard indu et que la construction des autres édifices se poursuit après le 31 décembre 1983 sans interruption et sans retard indu.

« **135.11** Aux fins des articles 135.4 à 135.10, la mise en place des fondations ou de toute autre assise d'un édifice est réputée commencer lors de la première mise en place de béton, de pilotis ou d'autres matériaux qui ont pour but de fournir à l'édifice un support permanent. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 135.3 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard de l'annulation d'un bail qui survient

après le 1^{er} décembre 1982, sauf si celle-ci est faite conformément à une entente écrite conclue avant le 2 décembre 1982.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 135.4 à 135.11 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un montant déboursé ou dépensé après le 31 décembre 1981.

33. 1. L'article 144 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **144.** 1. Un contribuable ne peut déduire un montant payé ou à payer, en vertu d'une obligation découlant d'une loi ou d'une obligation contractuelle qui remplace une obligation découlant d'une loi, à une personne visée dans l'article 90, à titre ou pouvant raisonnablement tenir lieu de redevance, d'impôt, de loyer ou de prime, qui peut raisonnablement être relié à l'acquisition, à la mise en valeur ou à la propriété d'un bien minier canadien ou d'un bien qui aurait été un tel bien s'il avait été acquis après le 31 décembre 1971 ou à la production au Canada soit de pétrole, de gaz naturel ou autres hydrocarbures apparentés, provenant d'une ressource minérale située au Canada ou d'un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada, soit de métaux ou de minéraux, jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent, provenant d'une ressource minérale située au Canada.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas à un montant prescrit aux fins de l'article 91 ni à un impôt ou taxe pour la partie qui peut raisonnablement être considérée comme étant un impôt ou taxe municipal ou scolaire. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un montant payé ou qui devient à payer après le 31 décembre 1982 relativement à la période postérieure à cette date.

3. Lorsqu'il s'agit d'appliquer l'article 144 de la Loi sur les impôts, tel qu'il se lisait avant d'être remplacé par le présent article, à l'égard d'un montant payé ou qui devient à payer avant le 1^{er} janvier 1983 mais après soit le 6 mai 1974, relativement à la période postérieure à cette date, dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975, relativement à la période postérieure à cette date, dans le cas d'une entreprise minière, cet article 144 doit se lire en y remplaçant les mots « payé ou qui devient à payer dans l'année » par les mots « payé ou à payer ».

34. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 150, de l'article suivant:

« **150.1** Lorsqu'un montant visé dans le paragraphe a de l'article 87 a été inclus dans le calcul du revenu provenant d'une entreprise

du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, ce dernier peut déduire un montant raisonnable à titre de provision à l'égard de marchandises ou de services qui, suivant des prévisions raisonnables, devront être livrés ou rendus après la fin de l'année conformément à une entente de garantie prolongée que le contribuable a conclue avec une personne avec laquelle il n'avait pas de lien de dépendance et qui n'impose au contribuable que l'unique obligation de fournir ces marchandises ou de procurer ces services à l'égard de biens que le contribuable ou une corporation qui lui est lié a fabriqués.

Cette provision ne peut excéder la partie du montant payé ou à payer par le contribuable à un assureur qui exploite au Canada une entreprise d'assurance, pour assurer l'obligation que lui impose l'entente, relativement à un montant déboursé ou dépensé après le 11 décembre 1979 et à l'égard de la période qui est postérieure à la fin de l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1979.

35. 1. L'article 153 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Toutefois, un contribuable ne peut réclamer une déduction en vertu du présent article à l'égard d'un bien vendu dans le cours de l'exploitation d'une entreprise si, à la fin de l'année d'imposition ou dans l'année qui suit, il est exonéré d'impôt en vertu de la présente partie ou ne réside pas au Canada et n'y exploite pas cette entreprise ou si la vente du bien a eu lieu plus de 36 mois avant la fin de l'année. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard de la vente d'un bien après le 12 novembre 1981, sauf si elle est faite conformément aux modalités existantes à cette date d'une offre ou d'une entente faite ou conclue par écrit avant le 13 novembre 1981.

36. 1. L'article 157 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *g* par les suivants:

« *g*) la partie d'un montant qui n'est pas autrement admissible en déduction et qu'il paie ou qui est devenue à payer par lui avant la fin de l'année à une personne pour l'annulation d'un bail concernant ses biens qu'il loue à cette personne, représentée par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui font partie du total, ne dépassant pas 40 ans, des jours qui restent à courir pendant la durée du bail, y compris toute période de renouvellement, immédiatement avant l'annulation du bail, et ce total, lorsque le contribuable ou une personne avec laquelle il a un lien de dépendance est propriétaire des biens à la fin de l'année et qu'aucune partie de ce montant n'était admissible en déduction dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure en vertu du paragraphe *g.1*;

« g.1) un montant qui n'est pas autrement admissible en déduction et qu'il paie ou qui est devenu à payer par lui avant la fin de l'année à une personne pour l'annulation d'un bail concernant ses biens qu'il loue à cette personne, jusqu'à concurrence de la partie soit de ce montant, soit, dans le cas d'une immobilisation, de la moitié de ce montant, qui n'était pas admissible en déduction par lui dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure en vertu du paragraphe g, lorsque ni le contribuable ni une personne avec qui il a un lien de dépendance n'est propriétaire des biens à la fin de l'année et qu'aucune partie de ce montant n'était admissible en déduction par le contribuable dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure en vertu du présent paragraphe; ».

2. Le présent article s'applique à l'égard de l'annulation d'un bail qui survient après le 12 novembre 1981, à l'exception d'une annulation faite conformément à une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1981.

37. 1. L'article 157.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **157.3** Un contribuable qui reçoit dans une année d'imposition un montant en vertu d'un contrat de rente à l'égard duquel un montant a été inclus dans le calcul de son revenu, en vertu de l'article 92, pour une année d'imposition qui commence avant le 1^{er} janvier 1983, peut déduire, dans le calcul de son revenu pour l'année, le montant prévu par les règlements. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1982.

38. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 157.4, des articles suivants:

« **157.5** Lorsqu'un contribuable aliène un intérêt dans une police d'assurance sur la vie qui n'est pas un contrat de rente, autrement qu'en raison d'un décès, ou un intérêt dans un contrat de rente en vertu duquel les paiements de rente n'ont pas commencé et qu'un montant a été inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu des articles 92.9, 92.11 ou 92.12 ou du paragraphe c.1 de l'article 312 à l'égard de cet intérêt, il peut déduire, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition dans laquelle l'aliénation a lieu, le moindre:

a) de l'ensemble de chaque montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure en vertu de ces articles, de ce paragraphe ou de l'article 92.13 à l'égard de cet intérêt; ou

b) d'un montant déterminé en la manière prescrite.

« **157.6** Lorsqu'un contribuable aliène un intérêt dans une créance pour une contrepartie égale à sa juste valeur marchande au moment de l'aliénation, il peut déduire, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition dans laquelle l'aliénation a lieu, l'excédent de l'ensemble de chaque montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, à titre d'intérêt sur la créance, sur l'ensemble de chaque montant qui représente :

a) la partie d'un montant qu'il reçoit ou qui est devenu à recevoir par lui au plus tard à ce moment qui peut raisonnablement être considérée comme étant de l'intérêt sur la créance; ou

b) un montant admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, en vertu du deuxième alinéa de l'article 167, à l'égard de la créance.

« **157.7** Malgré les articles 137, 137.1 et 139, lorsqu'un ou plusieurs membres d'un groupe lié d'employeurs ont versé, à l'égard de ce particulier vivant ou décédé, une contribution à un ou plusieurs régimes enregistrés de retraite, le montant que ce membre peut déduire, à l'égard du particulier, dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition qui se terminent dans une année civile ne doit pas excéder :

a) dans le cas d'un montant admissible en déduction en vertu des articles 137 et 137.1, le moindre :

i. du montant que le membre a versé à l'égard du particulier et qui serait admissible en déduction en vertu de ces articles 137 et 137.1, si la présente loi se lisait sans le présent article; ou

ii. de 5 500 \$ moins l'ensemble de chaque montant qui représente un montant qu'un autre membre du groupe déduit pour une telle année d'imposition à l'égard du particulier en vertu des articles 137 et 137.1; et

b) dans le cas d'un montant admissible en déduction en vertu de l'article 139, le moindre :

i. du montant que le membre a versé à l'égard du particulier et qui serait admissible en déduction en vertu de cet article 139 si la présente loi se lisait sans le présent article; ou

ii. de la part du membre dans le montant visé dans l'article 157.8.

« **157.8** Le montant visé dans le sous-paragraphe ii du paragraphe *b* de l'article 157.7 est l'excédent :

a) du montant qui serait approuvé par le ministre à l'égard du particulier, aux fins de l'article 139, si ce dernier était un membre d'un régime enregistré de retraite qui offre les prestations maximales disponibles en vertu d'un tel régime et si :

i. les états de service admissibles du particulier à l'égard des régimes enregistrés de tous les membres étaient des états de service admissibles en vertu d'un tel régime;

ii. la totalité de la rémunération que le particulier a reçue pour ses états de service admissibles en vertu des régimes enregistrés de retraite de tous les membres lui avait été versée pour ses états de service admissibles en vertu d'un tel régime; et

iii. les prestations versées au particulier en vertu d'un tel régime étaient financées ou assurées dans la même mesure que le sont l'ensemble des prestations versées au particulier en vertu des régimes enregistrés de retraite de tous les membres; sur

b) l'ensemble de chaque montant qui représente un montant qu'un membre du groupe a déduit, en vertu des articles 137 et 137.1, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant dans l'année civile, à l'égard du particulier.

« **157.9** Aux fins du sous-paragraphe ii du paragraphe *b* de l'article 157.7, la « part du membre » dans un montant est réputée être la partie de ce montant qui peut raisonnablement être déterminée comme lui étant attribuable, compte tenu de la rémunération que le particulier a reçue du membre et des états de service admissibles du particulier auprès du membre. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1982; toutefois, lorsqu'il édicte les articles 157.7 à 157.9 de la Loi sur les impôts, il s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

39. 1. L'article 160 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *b*, du mot « ou »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *c*, du point par ce qui suit: « ; ou »;

3° par l'addition du paragraphe suivant:

« *d)* un emprunt utilisé pour acquérir un intérêt dans un contrat de rente auquel les articles 92.9 à 92.20 s'appliquent, ou s'appliqueraient si le contrat avait un troisième anniversaire dans l'année; toutefois, lorsque les paiements de rente ont débuté en vertu du contrat dans une année d'imposition antérieure, le montant des intérêts payés ou à payer dans l'année ne doit pas être déduit dans la mesure où il excède le montant qui est inclus, en vertu de ces articles ou du paragraphe *c.1* de l'article 312, dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année à l'égard de son intérêt dans le contrat. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une acquisition qui survient après le 28 juin 1982.

40. 1. L'article 167 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **167.** Lorsque, en raison de l'aliénation d'une créance qui n'est pas une obligation à intérêt conditionnel, une obligation d'une petite entreprise ni un titre de développement, le cessionnaire obtient le droit à un montant d'intérêt qui a couru sur cette créance pour une période se terminant au moment de l'aliénation et qui n'est payable qu'après ce moment, le cédant doit inclure ce montant à titre d'intérêt dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition dans laquelle l'aliénation a lieu, sauf dans la mesure où il l'a inclus par ailleurs dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure.

En ce cas, le cessionnaire peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le montant de cet intérêt couru jusqu'à la date de l'aliénation, dans la mesure où il l'a inclus, à titre d'intérêt, dans le calcul de son revenu pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

41. 1. L'article 168 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

42. 1. Les articles 171 et 172 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **171.** Les dettes impayées visées dans les articles 169 et 170 désignent l'ensemble de chaque montant impayé au moment donné relativement à une dette ou à une autre obligation de verser un montant payable par la corporation à une personne qui est dans l'année une personne désignée ne résidant pas au Canada, sur lequel des intérêts payés ou à payer sont ou seraient, sans l'article 169, admissibles en déduction dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année.

Toutefois, lorsque la corporation est contrôlée par une corporation d'assurance sur la vie ne résidant pas au Canada, les dettes impayées visées dans ces articles 169 et 170 n'incluent pas un montant impayé relativement à une dette ou à une autre obligation de payer un montant à cette corporation d'assurance sur la vie, dans la mesure où cette dernière, en vertu d'un choix mentionné dans l'article 825, a inclus cette dette ou autre obligation dans les biens qu'elle détenait dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada pendant son année d'imposition qui comprend le moment donné et en a inclus

les revenus dans le calcul de son revenu provenant pour l'année de cette entreprise.

« **172.** Aux fins du présent article, des articles 169 à 171 et 174 et des règlements adoptés en vertu de l'article 170, on entend par:

a) «actionnaire désigné» d'une corporation, à un moment quelconque: un actionnaire de la corporation qui, à ce moment, soit seul, soit avec d'autres personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance, est propriétaire d'au moins 25% des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de la corporation;

b) «actionnaire désigné ne résidant pas au Canada» d'une corporation, à un moment quelconque: un actionnaire désigné de la corporation qui, à ce moment, est une personne qui ne réside pas au Canada ou une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada;

c) «personne désignée ne résidant pas au Canada»:

i. un actionnaire désigné ne résidant pas au Canada de la corporation; ou

ii. une personne qui ne réside pas au Canada ou une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada, qui a un lien de dépendance avec un actionnaire désigné de la corporation. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

43. 1. L'article 174 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **174.** Aux fins des articles 169 à 171, lorsqu'un actionnaire désigné ne résidant pas au Canada d'une corporation fait un prêt à une autre personne à la condition qu'une personne fasse un prêt à une corporation résidant au Canada, le moindre de ces deux prêts est réputé être une dette contractée par la corporation envers cet actionnaire désigné ne résidant pas au Canada. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

44. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 175.1, de l'article suivant:

« **175.2** Malgré toute autre disposition de la présente partie, un contribuable ne peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant en vertu des articles 147, 160, 163, 176 ou 178 à l'égard d'une dette contractée pour:

a) faire un paiement, après le 12 novembre 1981, en contrepartie d'un contrat de rente d'étalement, sauf si le contrat est acquis conformément à une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1981;

b) payer une prime en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite après le 12 novembre 1981;

c) verser un montant à un régime enregistré de retraite ou à un régime d'intéressement différé après le 12 novembre 1981 à l'exception d'un montant visé dans les paragraphes *b* ou *c* de l'article 71 qui devait être payé conformément à une obligation contractée avant le 13 novembre 1981 ou d'un montant qu'il peut déduire en vertu des articles 137 et 137.1, 139 ou du paragraphe *b* de l'article 158; ou

d) faire un paiement en contrepartie d'une rente, lorsque ce paiement est admissible en déduction dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *f* de l'article 339. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983; toutefois, lorsqu'il édicte le paragraphe *d* de l'article 175.2 de la Loi sur les impôts, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

45. 1. L'article 177 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **177.** Un contribuable peut déduire la partie d'une dette qu'il rembourse dans l'année et qu'il devait, en vertu de l'article 113, inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, s'il est établi que le remboursement n'a pas été fait comme partie d'une série d'opérations et de remboursements.

Le présent article ne s'applique que dans la mesure où le montant de la dette n'était pas admissible en déduction aux fins du calcul du revenu imposable du contribuable pour cette année d'imposition antérieure. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

46. 1. L'article 180 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **180.** Un contribuable qui emprunte de l'argent pour acquérir un bien amortissable ou qui doit payer un montant pour cette acquisition peut choisir dans sa déclaration fiscale qu'il doit produire pour l'année en vertu de la présente partie, d'ajouter au coût en capital de ce bien un montant qu'il désigne et qui serait, en l'absence du présent article ou de l'article 135.4, admissible en déduction pour l'année ou pour une ou plusieurs des trois années d'imposition précédentes en vertu des articles 160, 163 et 176 dans le calcul de son revenu. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un montant déboursé ou dépensé après le 31 décembre 1981.

47. 1. L'article 182 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **182.** Lorsqu'un contribuable a fait un choix en vertu des articles 180 ou 181 pour une année d'imposition antérieure et que, dans chaque année subséquente qui précède l'année d'imposition, il a fait ce choix en limitant le montant total qui serait, en l'absence de ces articles ou de l'article 135.4, admissible en déduction pour l'année d'imposition dans le calcul de son revenu en vertu des articles 160, 163 et 176, il peut de nouveau faire ce choix en le limitant de la même façon. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un montant déboursé ou dépensé après le 31 décembre 1981.

48. 1. L'article 190 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« 3. Aux fins du calcul du revenu d'un particulier pour un exercice financier d'une entreprise auquel le paragraphe 1 s'applique, la section II du chapitre II doit se lire sans tenir compte de l'exception prévue par le paragraphe *a* de l'article 95 et les articles 188 et 189 doivent se lire sans tenir compte du paragraphe *d* de cet article 188. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un choix fait après le 31 décembre 1979.

49. 1. L'article 209.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **209.3** Le dépositaire d'un régime de prestations aux employés doit allouer annuellement aux personnes qui ont versé des contributions à ce régime à l'égard de leurs employés ou anciens employés, un montant égal à l'excédent de l'ensemble des paiements effectués à même le régime ou en vertu du régime à leurs employés ou anciens employés ou pour leur profit, autres que la partie de ces paiements qu'un contribuable n'est pas tenu, en vertu de l'article 47.2, d'inclure dans le calcul de son revenu et qui constitue un remboursement des montants payés par ce contribuable ou par un employé décédé dont ce contribuable est un héritier ou un représentant légal, et de tous les paiements effectués dans l'année, à même le régime ou en vertu du régime, aux héritiers ou aux représentants légaux de leurs employés ou anciens employés, sur le revenu du régime pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1980.

50. 1. L'article 215 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**215.** Les règles suivantes s'appliquent au calcul du revenu d'un contribuable provenant, pour une année d'imposition, d'une entreprise qui consiste en l'exercice de la profession de comptable, de dentiste, d'avocat, de médecin, de vétérinaire ou de chiropraticien: ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1983.

51. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 217, de l'article suivant:

«**217.1** Aux fins du calcul du revenu d'un contribuable provenant d'une entreprise qui est une profession, si un choix en vertu du paragraphe *c* de l'article 215 est applicable à l'égard de l'entreprise pour son année d'imposition 1982, le montant du coût, pour le contribuable, de ses travaux en cours et celui de leur juste valeur marchande sont réputés être nuls à la fin de son année d'imposition 1982 et représenter, à la fin de son année d'imposition 1983, la moitié du montant déterminé à leur égard sans le présent article. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

52. 1. L'article 225 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**225.** L'ensemble des montants qui peuvent être déduits par un contribuable en vertu des articles 222 à 224 doit être diminué de l'ensemble du montant prescrit, des montants qui lui ont été versés dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure prenant fin après le 31 décembre 1973 selon les modalités visées dans les règlements adoptés en vertu de l'article 224 et des montants déduits en vertu du paragraphe *a* de l'article 135 et des articles 222 à 224 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, à l'exception de ceux décrits dans l'article 229. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 12 janvier 1981.

53. 1. L'article 232 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**232.** Un gain en capital ou une perte en capital provient de l'aliénation d'un bien autre qu'une immobilisation intangible, un bien forestier, un bien visé dans l'article 328 ou une police d'assurance, y compris une police d'assurance sur la vie au sens du paragraphe *e* de l'article 835, sauf s'il s'agit de la partie d'une police d'assurance sur la vie à l'égard de laquelle un titulaire est réputé, en vertu de l'article 851.11, avoir une participation dans une fiducie de fonds réservé visée dans l'article 851.2. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981; toutefois, à l'égard de l'aliénation d'une police d'assurance qui n'est pas une police d'assurance sur la vie, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1980.

54. 1. L'article 234 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant:

«*b*) sous réserve de l'article 234.1, un montant qui n'excède pas le moindre:

i. du montant que le contribuable peut raisonnablement réclamer à titre de provision à l'égard de la partie du gain qui est proportionnelle à la partie du produit qui échoit après la fin de l'année par rapport au produit total de l'aliénation; ou

ii. du montant égal au produit de la multiplication de 1/5 du gain par l'excédent de quatre sur le nombre d'années d'imposition antérieures du contribuable qui se terminent après l'aliénation du bien.».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, sauf si elle est faite conformément aux modalités existantes à cette date d'une offre ou d'une entente faite ou conclue par écrit avant le 13 novembre 1981 ou en vertu d'un événement visé dans les sous-paragraphes ii, iii ou iv du paragraphe *f* de l'article 93 de la Loi sur les impôts qui survient avant le 13 novembre 1981.

55. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 234, de l'article suivant:

«**234.1** Lors du calcul de la provision qu'un contribuable peut réclamer en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 234, ce paragraphe doit se lire en y remplaçant respectivement les mentions de «1/5» et de «quatre» par les mentions de «1/10» et de «neuf», lorsque le bien y visé est un bien aliéné par le contribuable en faveur de son enfant qui résidait au Canada immédiatement avant l'aliénation et que ce bien était, immédiatement avant l'aliénation:

a) un terrain situé au Canada ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite situé au Canada, alors utilisé par le contribuable, son conjoint ou un de ses enfants dans l'exploitation d'une entreprise agricole;

b) une action du capital-actions d'une corporation agricole familiale du contribuable au sens du paragraphe *a* de l'article 451 ou un intérêt dans une société agricole familiale du contribuable au sens du paragraphe *f* de cet article 451; ou

c) une action du capital-actions d'une corporation qui exploite une petite entreprise au sens du paragraphe *c* de l'article 451. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, sauf si elle est faite conformément aux modalités existantes à cette date d'une offre ou d'une entente faite ou conclue par écrit avant le 13 novembre 1981 ou en vertu d'un événement visé dans les sous-paragraphe ii, iii ou iv du paragraphe *f* de l'article 93 de la Loi sur les impôts qui survient avant le 13 novembre 1981.

56. 1. L'article 238 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a)* est une aliénation qui est réputée l'être en vertu des articles 242, 281, 283, 299, 300, 436, 440, 444, 653, 832.1, 861, 862 ou 999.1; ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

57. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 247, de l'article suivant:

«**247.1** Lorsqu'une corporation devient résidente du Canada à un moment quelconque et que, immédiatement avant ce moment, elle était une filiale étrangère d'un contribuable résident au Canada, aux fins des articles 571 à 598, les règles suivantes s'appliquent:

a) l'année d'imposition de la corporation qui aurait par ailleurs compris ce moment est réputée s'être terminée immédiatement avant ce moment et une nouvelle année d'imposition est réputée avoir débuté à ce moment;

b) la corporation est réputée avoir été une filiale étrangère contrôlée du contribuable au sens de l'article 572 à la fin de l'année d'imposition qui est réputée, en vertu du paragraphe *a*, s'être terminée immédiatement avant ce moment;

c) le montant prescrit est inclus dans le revenu étranger accumulé provenant de biens, au sens de l'article 579, de la filiale étrangère pour l'année d'imposition qui est réputé, en vertu du paragraphe *a*, s'être terminée immédiatement avant ce moment. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une corporation qui devient résidente du Canada après le 12 novembre 1981.

58. 1. L'article 248 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 par le suivant:

«*c)* toute conversion d'une action par suite d'une fusion ou d'une unification; ».

2. Le présent article s'applique à l'égard de la conversion d'une action qui survient après le 12 novembre 1981.

59. 1. L'article 250.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**250.1** Sous réserve de l'article 250.3, un contribuable qui aliène une valeur canadienne dans une année d'imposition peut, dans sa déclaration fiscale produite pour l'année en vertu de la présente partie, choisir en la forme prescrite que toute valeur canadienne dont il est propriétaire dans l'année et toute valeur canadienne dont il sera propriétaire dans une année d'imposition subséquente soit réputée être pour lui une immobilisation et que toute aliénation par lui d'une telle valeur soit réputée être une aliénation d'une immobilisation. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un choix exercé pour une année d'imposition qui se termine après le 30 mars 1983.

60. 1. L'article 250.3 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *e* et *f* par les suivants:

«*e*) une corporation d'assurance;

«*f*) une corporation dont l'entreprise principale est le prêt d'argent ou l'achat de créances, ou une combinaison de ces activités; ou ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

61. 1. L'article 251 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**251.** Le produit de l'aliénation d'un bien comprend, aux fins du présent titre, les mêmes éléments que le produit de l'aliénation d'un bien visé dans le paragraphe *f* de l'article 93 ainsi qu'un montant réputé ne pas être un dividende en vertu du paragraphe *b* de l'article 568; il ne comprend pas un montant réputé être un dividende reçu en vertu de l'article 508, dans la mesure où ce dernier article réfère à un dividende réputé versé en vertu des articles 505 et 506, et non réputé ne pas être un dividende en vertu du paragraphe *a* de l'article 308.1 ou du paragraphe *b* de l'article 568, ni un montant prescrit. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un dividende versé après le 12 novembre 1981.

62. 1. L'article 255 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des sous-paragraphes i et ii du paragraphe *i* par les suivants:

«i. un montant, à l'égard de chaque exercice financier de la société se terminant après le 31 décembre 1971 et avant le moment donné,

égal à la part du contribuable, autre que celle résultant d'une entente visée dans l'article 608, dans le revenu de la société provenant de toute source pour cet exercice financier, calculé comme si la présente partie était interprétée sans tenir compte des mots « la moitié » dans l'article 105, tel qu'il s'appliquait à un exercice financier de la société se terminant avant le 1^{er} avril 1977 et dans les articles 107, 231 et 265 et comme si le paragraphe *l*, les articles 89 à 91, 144, 144.1, 145, 308 à 308.6, 425 et 427.1, le paragraphe *j* de l'article 157, le paragraphe *b* de chacun des articles 200 et 201, le paragraphe 2 de l'article 497 et les dispositions de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), à l'égard du revenu provenant de l'exploitation d'une nouvelle mine, n'existaient pas;

« ii. la part du contribuable de tout dividende en capital et de tout dividende en capital d'assurance sur la vie reçus par la société avant le moment donné à l'égard d'une action du capital-actions d'une corporation alors que la société était propriétaire de cette action; »;

2° par la suppression, à la fin du sous-paragraphe viii du paragraphe *i*, du mot « et »;

3° par l'addition, après le sous-paragraphe ix du paragraphe *i*, du sous-paragraphe suivant:

« x. tout montant qui, en vertu des articles 614 à 617, doit être ajouté, avant le moment donné, dans le calcul du prix de base rajusté, pour le contribuable, de l'intérêt dans la société; »;

4° par le remplacement, à la fin du paragraphe *l*, du point-virgule par un point;

5° par l'abrogation de ce qui suit le paragraphe *l*.

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le sous-paragraphe i du paragraphe *i* de l'article 255 de la Loi sur les impôts, s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 31 janvier 1982 et, lorsqu'il remplace le sous-paragraphe ii de ce paragraphe *i*, il a effet depuis le 29 juin 1982.

3. Les sous-paragraphe 2° à 5° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

63. 1. L'article 257 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe *g* par le suivant:

« i. tout montant reçu par le contribuable après le 31 décembre 1971 et avant le moment donné à titre de dividende autre qu'un dividende

imposable ou qu'un dividende à l'égard de la totalité duquel la corporation a exercé un choix conformément aux articles 502 ou 502.1 et 503; »;

2° par l'addition, après le sous-paragraphe iii du paragraphe *g*, du sous-paragraphe suivant:

«iv. tout montant, dans la mesure où il n'est pas le produit de l'aliénation d'une action, qui est reçu par le contribuable avant le moment donné et qui, sans l'article 510.1, serait réputé, en vertu de l'article 508, être un dividende qu'il reçoit; »;

3° par le remplacement du paragraphe *k* et de l'intitulé qui le précède par ce qui suit:

«j.1) lorsque le bien est soit une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation que le contribuable a acquise en raison du décès d'une personne, autrement que par achat, soit une action d'une telle catégorie que le contribuable a acquise après le décès de cette personne, soit une action qui a été substituée à l'une de ces actions, l'ensemble de chaque dividende que le contribuable a reçu au plus tard au moment donné, autrement que par suite d'une opération décrite dans l'article 505, que l'on peut raisonnablement considérer comme étant le produit d'une aliénation et à l'égard duquel la corporation a fait un choix en vertu de l'article 502.1;

«CRÉANCES

«*k*) lorsque le bien est une créance, tout montant qui est admissible en déduction en vertu des articles 167 et 168 pour une année d'imposition commençant avant le moment donné; »;

4° par le remplacement des sous-paragraphe*s* i et ii du paragraphe *l* par les suivants:

«i. un montant à l'égard de chaque exercice financier de la société se terminant après le 31 décembre 1971 et avant le moment donné, qui est égal à la part du contribuable, autre que celle résultant d'une entente visée dans l'article 608, dans la perte de la société provenant de toute source pour cet exercice financier, calculée comme si la présente partie était interprétée sans tenir compte des mots «la moitié» dans l'article 105, tel qu'il s'appliquait à un exercice financier de la société se terminant avant le 1^{er} avril 1977, et dans les articles 107 et 231 et comme si les articles 89 à 91, 144, 144.1, 145, 205 à 207, 235, 236.2 à 241, 264, 271, 273, 288, 293, 308 à 308.6, 425, 427.1 et 744.1 ainsi que le paragraphe *j* de l'article 157 et le deuxième alinéa de l'article 741 n'existaient pas;

«ii. un montant, à l'égard de chaque exercice financier de la société se terminant après le 31 décembre 1971 et avant le moment donné,

à l'exception d'un exercice financier postérieur à celui pendant lequel le contribuable a cessé d'être membre de la société, égal à la part du contribuable dans l'ensemble des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, au sens de l'article 364, des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, au sens de l'article 372, des frais canadiens d'exploration, au sens des articles 395 et 396, des frais canadiens de mise en valeur, au sens des articles 408 et 409, et des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, au sens des articles 418.2 et 418.3, engagés par la société dans l'exercice financier et des montants qui, sans le paragraphe *d* de l'article 600, seraient admissibles en déduction dans le calcul du revenu de la société pour l'exercice financier en vertu de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) à l'égard des frais d'exploration et de mise en valeur; »;

5° par l'addition, après le sous-paragraphe iv du paragraphe *l*, des sous-paragraphe suivants:

« v. tout montant qui, en vertu des articles 614 à 617, doit être déduit avant le moment donné dans le calcul du prix de base rajusté, pour lui, de son intérêt dans la société;

« vi. un montant égal à la partie de tous les montants prescrits déduits dans le calcul de son impôt à payer en vertu d'une loi prescrite pour ses années d'imposition qui se terminent avant le moment donné que l'on peut raisonnablement attribuer aux montants ajoutés, en vertu d'une disposition prescrite de cette loi, dans le calcul d'un montant prescrit relatif au contribuable; »;

6° par le remplacement du paragraphe *n* par le suivant:

« *n*) lorsque le bien est une participation au capital d'une fiducie qu'il a achetée ou une unité d'une fiducie d'investissement à participation unitaire:

i. tout montant que cette fiducie lui a payé, après le 31 décembre 1971 et avant le moment donné, à titre de paiement ou de répartition de capital mais autrement qu'à titre de produit de l'aliénation de cette participation ou de cette unité ou d'une partie de celle-ci;

ii. un montant égal à la partie de tous les montants prescrits déduits dans le calcul de son impôt à payer en vertu d'une loi prescrite pour ses années d'imposition qui se terminent avant le moment donné que l'on peut raisonnablement attribuer aux montants ajoutés, en vertu d'une disposition prescrite de cette loi, dans le calcul d'un montant prescrit relatif au contribuable; »;

7° par le remplacement, à la fin du paragraphe *q*, du point-virgule par un point;

8° par l'abrogation de ce qui suit le paragraphe *q*.

2. Les sous-paragraphe 1°, 7° et 8° du paragraphe 1 et le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte le paragraphe *j.1* de l'article 257 de la Loi sur les impôts, ont effet depuis le 29 juin 1982.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu après le 12 novembre 1981.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le paragraphe *k* de l'article 257 de la Loi sur les impôts, et le sous-paragraphe 5° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte le sous-paragraphe *v* du paragraphe *l* de cet article 257, s'appliquent à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

5. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le sous-paragraphe *i* du paragraphe *l* de la Loi sur les impôts, s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 31 janvier 1982, sauf lorsque le sous-paragraphe *i* du paragraphe *l* de l'article 257 de la Loi sur les impôts édicté par ce sous-paragraphe réfère au deuxième alinéa de l'article 741 et à l'article 744.1 de cette loi, auquel cas il s'applique pour déterminer le prix de base rajusté d'un intérêt dans une société après le 12 novembre 1981.

6. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le sous-paragraphe *ii* du paragraphe *l* de l'article 257 de la Loi sur les impôts, s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 11 décembre 1979.

7. Le sous-paragraphe 5° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte le sous-paragraphe *vi* du paragraphe *l* de l'article 257 de la Loi sur les impôts, et le sous-paragraphe 6° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'un montant prescrit déduit à compter de l'année d'imposition 1982.

64. 1. L'article 274 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**274.** La résidence principale d'un particulier pour une année d'imposition, aux fins du présent titre, est le logement, y compris une tenure à bail dans un tel logement, qui est normalement habité dans l'année par lui, son conjoint ou son ex-conjoint, ou son enfant qui, durant l'année, est entièrement à sa charge et âgé de moins de 16 ans ou, s'il est âgé de 16 ans ou plus, est une personne décrite dans le paragraphe *c* de l'article 695, ou à l'égard duquel il a fait le choix visé dans les articles 284 à 286 pour l'année, si, dans tous les cas:

a) il est propriétaire de ce logement ou de cette tenure à bail, seul ou conjointement avec une autre personne;

b) il indique ce logement ou cette tenure à bail, en la forme et la manière prescrites, comme étant sa résidence principale pour l'année; et

c) aucun autre logement ou tenure à bail n'est ainsi indiqué pour cette année par:

- i. le particulier;
- ii. une personne qui est durant toute l'année son conjoint, autre qu'un conjoint qui, durant toute l'année, vit séparé du particulier en vertu d'une séparation judiciaire ou d'une entente écrite de séparation;
- iii. son enfant, autre qu'un enfant qui, durant l'année, est une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus; ou
- iv. lorsque le particulier n'est pas, durant l'année, une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus, une personne qui est soit son père ou sa mère, soit son frère ou sa soeur qui n'est pas, durant l'année, une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus.

« **274.1** Lorsqu'un particulier était propriétaire d'un bien, conjointement avec une autre personne ou autrement, à la fin de 1981 et sans interruption jusqu'à ce qu'il l'aliène, son gain déterminé en vertu de l'article 271 à l'égard de l'aliénation de ce bien ne doit pas dépasser l'excédent de l'ensemble:

a) de son gain qui aurait été calculé conformément à l'article 271 s'il avait aliéné le bien le 31 décembre 1981 et en avait reçu un produit de l'aliénation égal à sa juste valeur marchande à cette date; et

b) de son gain qui serait calculé conformément à l'article 271 si ce dernier article s'appliquait et se lisait sans son paragraphe 2 et si le particulier avait acquis le bien le 1^{er} janvier 1982 à un coût égal au produit de l'aliénation visé dans le paragraphe a; sur

c) l'excédent de la juste valeur marchande du bien au 31 décembre 1981 sur le produit de l'aliénation du bien déterminé sans tenir compte du présent article. ».

2. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 274 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une désignation faite pour une année d'imposition postérieure à l'année d'imposition 1981 et, lorsqu'il édicte l'article 274.1 de cette loi, il s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien qui survient après le 31 décembre 1981.

65. 1. L'article 277 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **277.** La résidence principale d'un particulier est réputée comprendre le terrain sur lequel elle repose et le terrain contigu raisonnablement nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement à titre de résidence, jusqu'à concurrence d'un demi-hectare ou, à charge du particulier d'en faire la preuve, de toute étendue supérieure nécessaire à cette fin. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 31 décembre 1981.

66. 1. L'article 279 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie du paragraphe *a* qui précède le sous-paragraphe i par ce qui suit:

«*a*) le gain pour une année d'imposition donnée provenant de l'aliénation de l'ancien bien est réputé être égal à l'excédent, sur le montant que peut réclamer le contribuable et qui ne dépasse pas, sous réserve de l'article 279.1, le moindre d'un montant raisonnable à titre de provision à l'égard de la partie du produit de l'aliénation de l'ancien bien qui échoit après la fin de l'année donnée et qui peut raisonnablement être considérée comme étant une partie du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i à l'égard du bien ou d'un montant égal au produit de la multiplication de $\frac{1}{5}$ du montant déterminé en vertu de ce sous-paragraphe i à l'égard du bien par l'excédent de quatre sur le nombre d'années d'imposition antérieures du contribuable qui se terminent après le moment de l'aliénation du bien, de l'un ou l'autre des montants suivants, selon le cas: ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, sauf si elle est faite conformément aux modalités existantes à cette date d'une offre ou d'une entente faite ou conclue par écrit avant le 13 novembre 1981 ou en vertu d'un événement visé dans les sous-paragraphe ii, iii ou iv du paragraphe *f* de l'article 93 de la Loi sur les impôts qui survient avant le 13 novembre 1981.

67. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 279, de l'article suivant:

«**279.1** Lors du calcul de la provision qu'un contribuable peut réclamer à l'égard d'un bien visé dans le paragraphe *a* de l'article 279, ce paragraphe doit se lire en y remplaçant respectivement les mentions de « $\frac{1}{5}$ » et de «quatre» par les mentions de « $\frac{1}{10}$ » et de «neuf», lorsque le bien y visé est un bien aliéné par le contribuable en faveur de son enfant qui résidait au Canada immédiatement avant l'aliénation et que ce bien était, immédiatement avant l'aliénation, un bien visé dans l'un des paragraphes *a* à *c* de l'article 234.1. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, sauf si elle est faite conformément aux modalités existantes à cette date d'une offre ou d'une entente faite ou conclue par écrit avant le 13 novembre 1981 ou en vertu d'un événement visé dans les sous-paragraphe ii, iii ou iv du paragraphe *f* de l'article 93 de la Loi sur les impôts qui survient avant le 13 novembre 1981.

68. 1. L'article 293 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **293.** Le gain ou la perte d'un contribuable résultant de l'aliénation d'une chance de gagner un prix ou un pari ou d'un droit de recevoir un montant en prix ou à titre d'enjeu d'un pari, à l'occasion d'une loterie ou d'un pari collectif visé dans l'article 188.1 du Code criminel (Statuts du Canada), sont réputés être nuls. ».

2. Le présent article a effet depuis le 8 décembre 1983.

69. 1. L'article 308.2 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) comme partie d'une opération ou d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements qui ont commencé après le 21 avril 1980, dont l'un des buts ou, lorsqu'il s'agit d'un dividende visé dans l'article 506, l'un des résultats, est de diminuer sensiblement la partie du gain en capital qui, sans ce dividende, serait réalisée lors d'une aliénation, à sa juste valeur marchande immédiatement avant le paiement du dividende, d'une action du capital-actions d'une corporation et qui pourrait raisonnablement être considérée comme étant attribuable à autre chose qu'à du revenu gagné ou réalisé par une corporation après 1971 et avant l'opération ou l'événement ou le début de la série d'opérations ou d'événements visés dans le paragraphe *b*; et ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un dividende reçu après le 12 novembre 1981.

70. 1. Les articles 308.3 et 308.4 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **308.3** L'article 308.1 ne s'applique pas dans le cas d'un dividende reçu par une corporation dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements dont le but principal est d'effectuer une réorganisation afin de transférer, directement ou indirectement, des biens d'une corporation donnée à une ou plusieurs corporations bénéficiaires si, dans le cadre de la série d'opérations ou d'événements, aucune personne autre que la corporation bénéficiaire n'est propriétaire d'actions de la corporation donnée dont cette corporation bénéficiaire était propriétaire immédiatement avant la série d'opérations ou d'événements et si, à l'égard de chaque genre de bien transféré par la corporation donnée, la juste valeur marchande des biens de ce genre reçus par chaque corporation bénéficiaire est égale ou quasi égale à la proportion de la juste valeur marchande de l'ensemble des biens de ce genre dont la corporation donnée était propriétaire immédiatement avant la série d'opérations ou d'événements, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, à ce moment, de l'ensemble des actions du capital-actions de la corporation donnée dont la corporation bénéficiaire était

alors propriétaire et la juste valeur marchande, à ce moment, de l'ensemble des actions alors émises du capital-actions de la corporation donnée.

«**308.4** 1. Aux fins de l'article 308.3, une série d'opérations ou d'événements est réputée comprendre tout événement ou opération qui y est rattaché et qui survient en vue de la réalisation de la série.

2. Lorsqu'un particulier est propriétaire d'actions d'une corporation donnée immédiatement avant une série d'opérations ou d'événements et qu'il transfère toutes ces actions à une corporation dont toutes les actions ou les droits y afférents lui appartiennent et qu'aucune personne autre que la corporation n'est propriétaire des actions transférées depuis le moment du transfert jusqu'au moment de la conclusion de la série, la corporation est réputée, aux fins de l'article 308.3, avoir été propriétaire des actions transférées, immédiatement avant la série, et le particulier est réputé ne pas avoir été propriétaire de ces actions transférées. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un transfert de biens qui survient après le 28 juin 1982.

71. 1. L'article 311 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) de prestation en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs (Statuts du Canada);

2° par l'insertion, après le paragraphe *k*, du paragraphe suivant:

«*k.1*) d'indemnité reçue en vertu d'une loi du Canada ou d'une province sur les accidents de travail pour blessure, invalidité ou décès. »;

3° par l'abrogation du paragraphe *l*.

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant reçu après le 31 décembre 1981 à titre de prestation en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs (Statuts du Canada); toutefois, lorsque le paragraphe *e* de l'article 311 de la Loi sur les impôts, édicté par ce sous-paragraphe, s'applique à l'année d'imposition 1982, il doit se lire ainsi:

«*e*) d'avantage en vertu d'une loi du Canada prévoyant un régime d'assistance pour le recyclage de personnes employées dans la production du textile, du vêtement ou de chaussures en cuir ou dans l'industrie du tannage du cuir, ou de prestation en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs (Statuts du Canada); ».

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un paiement reçu en raison de la cessation, après le 12 novembre 1981, d'une charge ou d'un emploi.

72. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 311, de l'article suivant:

« **311.1** Le contribuable doit aussi inclure un montant qu'il reçoit dans l'année à titre de paiement d'assistance sociale basé sur un examen des ressources, des besoins ou du revenu ou que reçoit dans l'année à ce titre son conjoint qui réside avec lui au moment du paiement et dont le revenu pour l'année, déterminé sans tenir compte du présent article et de l'article 313.1, est inférieur à son revenu ainsi déterminé pour l'année, sauf lorsque ce contribuable réside avec son conjoint au moment du paiement et que le revenu du contribuable pour l'année, déterminé sans tenir compte du présent article et de l'article 313.1, est inférieur au revenu ainsi déterminé de son conjoint pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

73. 1. L'article 312 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par les suivants:

« *b*) un montant reçu à la suite d'une ordonnance d'un tribunal compétent à titre d'allocation à payer périodiquement pour l'entretien du contribuable, de ses enfants ou à la fois du contribuable et de ses enfants si, au moment où le paiement est reçu et durant le reste de l'année, le contribuable vit séparé de son conjoint tenu de faire ce paiement;

« *b.1*) un montant reçu à la suite d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent, conformément à une loi d'une province, à titre d'allocation à payer périodiquement pour l'entretien du contribuable, de ses enfants ou à la fois du contribuable et de ses enfants si, au moment où le paiement est reçu et durant le reste de l'année, le contribuable vit séparé de la personne tenue de faire ce paiement et est un particulier qui appartient à une catégorie prescrite de personnes décrite dans une loi de cette province;

« *c*) un montant reçu à titre de rente, sauf un montant:

i. qui doit par ailleurs être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année;

ii. à l'égard d'un intérêt dans un contrat de rente auquel l'article 92.9 s'applique ou s'appliquerait si cet intérêt avait été acquis pour la dernière fois entre le 19 décembre 1980 et le 2 décembre 1982, autre qu'un contrat auquel l'article 92.9 ne s'applique pas dans l'année en raison de l'article 92.14;

iii. à l'égard d'un intérêt dans un contrat de rente auquel l'article 92.11 s'applique ou s'appliquerait si un troisième anniversaire du contrat survenait dans l'année; ou

iv. à l'égard d'un intérêt dans un contrat de rente auquel l'article 92.12 s'applique;

«c.1) un montant payé à titre de rente à l'égard d'un intérêt dans un contrat de rente que le contribuable détient au moment du paiement, sauf dans la mesure où l'ensemble de tels montants à l'égard d'un intérêt dans un contrat de rente donné dépasse l'excédent, à la fin de l'année civile qui prend fin dans l'année, du fonds accumulé à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, sur l'ensemble du prix de base rajusté pour lui de cet intérêt et du montant du revenu non attribué couru avant le 1^{er} janvier 1982 à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, s'il s'agit:

i. d'un intérêt dans un contrat de rente, autre qu'un contrat auquel l'article 92.11 ne s'applique pas dans l'année en raison de l'article 92.15, auquel cet article 92.11 ne s'applique pas mais s'appliquerait si un troisième anniversaire du contrat survenait dans l'année; ou

ii. d'un intérêt dans un contrat de rente, autre qu'un contrat auquel l'article 92.9 ne s'applique pas en raison de l'article 92.14, auquel cet article 92.9 ne s'applique pas mais s'appliquerait si cet intérêt avait été acquis pour la dernière fois entre le 19 décembre 1980 et le 2 décembre 1982;

«c.2) tout montant reçu en vertu d'une rente ou en provenant ou à titre de produit de l'aliénation d'une rente, lorsque le paiement effectué pour l'acquisition de cette rente était admissible en déduction dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *f* de l'article 339;»;

2° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) une allocation de formation versée en vertu de la Loi nationale sur la formation (Statuts du Canada), sauf dans la mesure où cette allocation est versée à titre de frais personnels ou de subsistance pendant que le bénéficiaire vit ailleurs qu'au lieu de sa résidence;».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte les paragraphes *b* et *b.1* de l'article 312 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un montant reçu soit après le 11 décembre 1979, dans le

cas d'une ordonnance rendue après cette date, soit à compter de l'année d'imposition dans laquelle le contribuable et la personne tenue de faire le paiement en conviennent par écrit, dans les autres cas.

3. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte les paragraphes *c* et *c.1* de l'article 312 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 2 décembre 1982 et, lorsqu'il édicte le paragraphe *c.2* de cette loi, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

4. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 a effet depuis le 2 août 1982.

74. 1. Les articles 313 et 313.1 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**313.** Lorsqu'un arrêt, une ordonnance, un jugement ou une entente écrite visé dans les paragraphes *a*, *b* et *b.1* de l'article 312 ou une modification s'y rapportant intervient après le 6 mai 1974 et prévoit le paiement périodique d'un montant au contribuable par une personne qui est son conjoint, son ex-conjoint ou un particulier qui appartient à une catégorie prescrite de personnes décrite dans une loi d'une province, ou pour le bénéfice du contribuable ou d'un enfant sous la garde de ce dernier, ce paiement ou toute partie de celui-ci, lorsque versé, est réputé, aux fins de ces paragraphes *a*, *b* ou *b.1*, avoir été fait au contribuable et reçu par lui s'il vivait séparé de cette personne au moment où le paiement a été fait et durant le reste de l'année pendant laquelle il a été fait.

«**313.1** Le contribuable doit aussi inclure un montant qu'il reçoit dans l'année à titre de subvention en vertu d'un programme prescrit relatif à l'isolation des maisons ou à la conversion énergétique ou que reçoit dans l'année à ce titre son conjoint qui réside avec lui au moment du paiement et dont le revenu pour l'année, déterminé sans tenir compte du présent article et de l'article 311.1, est inférieur à son revenu ainsi déterminé pour l'année, dans la mesure où le paragraphe *s* de l'article 87 n'exige pas l'inclusion de ce montant dans le calcul du revenu du contribuable ou de celui de son conjoint pour l'année ou pour une année subséquente, sauf lorsque ce contribuable réside avec son conjoint au moment du paiement et que le revenu du contribuable pour l'année, déterminé sans tenir compte du présent article et de l'article 311.1, est inférieur au revenu ainsi déterminé de son conjoint pour l'année. ».

2. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 313 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un paiement fait soit après le 11 décembre 1979 dans le cas d'une ordonnance rendue après cette date, soit à compter de l'année d'imposition dans laquelle le contribuable et la personne tenue de faire le paiement en conviennent par écrit dans les autres cas et, lorsqu'il remplace l'article 313.1 de cette loi, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

75. 1. L'article 317 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**317.** Un contribuable doit inclure un montant qu'il reçoit à titre de prestation de retraite, y compris une pension, un supplément ou une allocation au conjoint reçus en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada), un paiement semblable fait en vertu d'une loi provinciale, ainsi qu'une prestation versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de cette loi, en excluant toutefois la partie de ce montant qu'il reçoit en vertu d'un régime de prestations aux employés ou qui provient d'un tel régime et dont l'article 47.1 exige l'inclusion dans le calcul de son revenu. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

76. 1. L'article 336 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, du sous-paragraphe suivant:

«*a.1)* un montant payé dans l'année par un particulier à la suite d'une ordonnance d'un tribunal compétent conformément à une loi d'une province à titre d'allocation à payer périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant du bénéficiaire ou des deux à la fois si, au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année, le particulier vit séparé du bénéficiaire et que ce dernier est un particulier qui appartient à une catégorie prescrite de personnes prévue dans la loi de cette province; »;

2° par le remplacement des sous-paragrophes *b* et *b.1* du paragraphe 1 par les suivants:

«*b)* un montant payé dans l'année par un particulier à la suite d'une ordonnance d'un tribunal compétent à titre d'allocation à payer périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant du bénéficiaire ou des deux à la fois si, au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année, le particulier vit séparé du bénéficiaire qui est son conjoint et à qui il est tenu de faire ce paiement;

«*b.1)* un montant payé par le contribuable à titre de frais judiciaires ou extra-judiciaires engagés soit pour la perception d'un montant qui est dû et qu'il devrait inclure dans le calcul de son revenu en vertu des paragraphes *a*, *b* ou *b.1* de l'article 312 ou de l'article 313 s'il était reçu, soit pour la révision du droit de recevoir ou de l'obligation de payer un montant qui serait visé dans ces paragraphes ou dans cet article 313 ou dans les sous-paragrophes *a*, *a.1* ou *b* ou dans le paragraphe 2 s'il était reçu ou payé, selon le cas, dans la mesure où le contribuable

n'en a pas été remboursé, n'a pas droit de l'être et ne l'a pas déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition précédente; »;

3° par le remplacement du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 par le suivant:

« *d*) un paiement en trop d'une pension ou d'un supplément reçu en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada), d'une prestation versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de cette loi, d'une prestation versée en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs (Statuts du Canada) ou en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (Statuts du Canada), reçu par un particulier dans une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence du montant qu'il rembourse dans l'année autrement qu'à titre de déduction ou de retenue effectuée sur tout autre paiement qui lui est fait dans l'année ou qu'en vertu de la Partie VIII de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage; »;

4° par le remplacement de la partie du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

« *f*) dans le cas d'un paiement de rente inclus en vertu du paragraphe *c* de l'article 312 dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, l'élément capital correspondant: »;

5° par le remplacement du sous-paragraphe *i* du sous-paragraphe *g* du paragraphe 1 par le suivant:

« *i.* ce montant a été inclus dans son revenu pour une année précédente à titre de montant visé dans les paragraphes *g* ou *h* de l'article 312 qui lui avait été payé par cette personne; »;

6° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

« 2. Lorsqu'un arrêt, une ordonnance, un jugement ou une entente écrite visé dans les sous-paragraphes *a*, *a.1* ou *b* du paragraphe 1 ou une modification s'y rapportant intervient après le 6 mai 1974 et prévoit le paiement périodique d'un montant par le contribuable à une personne qui est son conjoint, son ex-conjoint ou un particulier qui appartient à une catégorie prescrite de personnes prévue par la loi d'une province ou pour le bénéfice d'une telle personne ou d'un enfant sous la garde d'une telle personne, ce paiement ou toute partie de celui-ci, lorsque versé, est réputé, aux fins des sous-paragraphes *a*, *a.1* ou *b* du paragraphe 1, avoir été fait à cette personne et reçu par elle si le contribuable vivait séparé de cette personne au moment où le paiement a été fait et durant le reste de l'année pendant laquelle il a été fait. »;

7° par l'abrogation du paragraphe 3.

2. Le sous-paragraphe 1°, le sous-paragraphe 2°, lorsqu'il remplace le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 336 de la Loi sur les impôts, et le sous-paragraphe 6° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'un paiement fait soit après le 11 décembre 1979 dans le cas d'une ordonnance rendue après cette date, soit à compter de l'année d'imposition dans laquelle le bénéficiaire et le contribuable en conviennent par écrit dans les autres cas.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1, lorsqu'il remplace le sous-paragraphe *b.1* du paragraphe 1 de l'article 336 de la Loi sur les impôts, s'applique à compter de l'année d'imposition 1978.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un montant remboursé après le 31 décembre 1981.

5. Les sous-paragrapges 4° et 7° du paragraphe 1 ont effet depuis le 2 décembre 1982.

6. Le sous-paragraphe 5° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

77. 1. L'article 337 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *iv* du paragraphe *a* par le suivant:

«*iv.* une maison reconnue par le ministre comme étant un établissement dispensant un enseignement, autre que celui dispensé aux fins de l'octroi de crédits universitaires, qui permet d'acquérir ou d'améliorer les connaissances nécessaires à l'occupation d'un emploi; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

78. 1. L'article 338 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**338.** La déduction prévue par l'article 337 n'est admissible que si le montant des frais de scolarité dépasse 100 \$; de plus, si un montant à ce titre a été payé pour lui par son employeur ou par un employeur de son père ou de sa mère, un particulier ne peut réclamer une déduction prévue par cet article à l'égard de ce montant que jusqu'à concurrence du montant inclus à ce titre dans le calcul de son revenu ou de celui de son père ou de sa mère, selon le cas, pour l'année au cours de laquelle il a été fait. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

79. 1. L'article 339 de cette loi, modifié par l'article 25 du chapitre 44 des lois de 1983, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de la partie du paragraphe *d* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit :

« *d*) la partie de l'ensemble de chaque montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année, en vertu des articles 317 ou 885, et de chaque remboursement prescrit de déductions à titre de solde différée, qui est désignée par le contribuable dans sa déclaration fiscale pour l'année en vertu de la présente partie et qui n'excède pas l'ensemble de chaque montant, dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition précédente, qu'il paie dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de celle-ci : »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *d*, du paragraphe suivant :

« *d.1*) la partie de l'ensemble de chaque montant payé au contribuable par un employeur à titre d'allocation de retraite et inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 311, qui est désignée par le contribuable dans sa déclaration fiscale pour l'année en vertu de la présente partie et qui n'excède pas le moindre de l'excédent décrit dans l'article 339.1 ou de l'ensemble de chaque montant, dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition précédente, qu'il paie dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de celle-ci :

i. à titre de contribution en vertu d'un régime enregistré de retraite ou à un tel régime, autre que la partie de celle-ci qui est admissible en déduction en vertu du paragraphe *c* de l'article 70 ou du paragraphe *d*; ou

ii. à titre de prime à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel il est le rentier, au sens du paragraphe *b* de l'article 905.1, autre que la partie de cette prime qui a été désignée aux fins des paragraphes *d* ou *f*; »;

3° par le remplacement du sous-paragraphe *iii* du paragraphe *e* par le suivant :

« *iii*. l'excédent de l'ensemble des montants inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 317 et 885 sur le montant admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *d*; »;

4° par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant :

« *f*) la partie qui est désignée par le contribuable dans sa déclaration fiscale produite pour l'année en vertu de la présente partie, de l'ensemble de chaque montant, dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, qu'il paie dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de celle-ci à titre de prime

à un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel il est le rentier, au sens du paragraphe *b* de l'article 905.1, ou afin d'acquérir, d'une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou dans une province, une rente en vertu de laquelle il est le rentier pour sa vie ou pour un nombre d'années égal à l'excédent de 90 sur son âge au moment de cette acquisition et qui ne prévoit pas d'autres paiements qu'un paiement unique fait par le contribuable et des paiements égaux de rentes devant être faits annuellement ou à des intervalles périodiques plus rapprochés et qui commencent au plus tard un an après la date de ce paiement unique, si cette partie n'excède pas:

i. dans le cas d'un montant versé à titre de prime à un régime enregistré d'épargne-retraite, le montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année à titre de remboursement de primes, au sens du paragraphe 2 de l'article 908, provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le conjoint du contribuable était le rentier; ou

ii. dans les autres cas, le montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année à titre de remboursement de primes, au sens du paragraphe 2 de l'article 908, lorsque le contribuable était soit une personne qui était, en raison d'une infirmité mentale ou physique, à la charge du rentier, au sens du paragraphe *b* de l'article 905.1, en vertu du régime duquel provenait le remboursement de prime, soit le conjoint de ce rentier et avait atteint l'âge de 71 ans avant la fin de l'année;».

2. Les sous-paragraphe 1° à 3° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'une retraite qui survient après le 12 novembre 1981, à l'exception d'une retraite qui survient avant le 1^{er} janvier 1982 conformément à une entente conclue avant le 13 novembre 1981.

3. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

80. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 339, des articles suivants:

«**339.1** L'excédent visé dans le paragraphe *d.1* de l'article 339 est l'excédent de l'ensemble:

a) du produit de la multiplication de 2 000 \$ par le nombre d'années durant lesquelles l'employé ou l'ancien employé à l'égard duquel le paiement à titre d'allocation de retraite visé dans ce paragraphe *d.1* a été fait, appelé dans le présent article et dans l'article 339.2 le «retraité», a été au service de l'employeur ou d'une personne liée à ce dernier; et

b) du produit de la multiplication de 1 500 \$ par l'excédent du nombre d'années visées dans le paragraphe *a* sur le nombre qui peut raisonnablement être considéré comme étant le nombre de ces années à l'égard desquelles les contributions de l'employeur en vertu d'un régime de retraite ou d'un régime d'intéressement différé de l'employeur ou d'une personne liée à ce dernier étaient dévolues au retraité au moment du paiement décrit dans ce paragraphe *a*; sur

c) l'ensemble des montants déduits en vertu de ce paragraphe *d.1* à l'égard des montants payés avant l'année à l'égard du retraité par l'employeur ou par une personne liée à ce dernier.

« **339.2** Aux fins de l'article 339.1, l'expression « personne liée à ce dernier » comprend une personne dont l'entreprise a été acquise ou continuée par l'employeur ainsi qu'un ancien employeur du retraité si, dans ce dernier cas, les états de services de ce dernier auprès de cet ancien employeur sont reconnus pour établir les prestations de retraite du retraité. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une retraite qui survient après le 12 novembre 1981, à l'exception d'une retraite qui survient avant le 1^{er} janvier 1982 conformément à une entente conclue avant le 13 novembre 1981.

81. 1. L'article 343 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **343.** Pour avoir droit à la déduction prévue par l'article 342, le particulier doit acquérir la rente d'étalement par:

a) un paiement unique décrit dans le deuxième alinéa et effectué aux termes d'un contrat:

i. qui lui donne droit de recevoir, au cours d'une période commençant au plus tard 10 mois après la date de ce paiement, soit une rente viagère, soit une telle rente avec durée garantie pour un nombre d'années qui n'excède pas le moindre de 15 ou de la différence entre 85 et son âge à la date où la rente annuelle commence à lui être versée, soit une rente pour cette durée garantie; et

ii. qui ne prévoit aucun autre paiement que ce paiement unique par le particulier et les paiements égaux de rentes qui doivent lui être versés annuellement ou à des intervalles périodiques plus courts; ou

b) un paiement unique effectué à l'égard de son année d'imposition 1981, autre qu'un paiement unique visé dans le paragraphe *a*, aux termes d'un contrat:

i. qui prévoit que tous les paiements au particulier en vertu du contrat doivent lui être versés avant le 1^{er} janvier 1983; et

ii. qui ne prévoit aucun autre paiement que ce paiement unique par le particulier et les paiements décrits dans le sous-paragraphe i.

Le paiement unique visé dans le paragraphe *a* du premier alinéa est un paiement unique effectué:

a) avant le 13 novembre 1981; ou

b) après le 12 novembre 1981 conformément à une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1981 qui prévoyait un tel paiement à l'égard de son année d'imposition 1981 ou conformément à un arrangement écrit conclu avant cette dernière date qui prévoyait la retenue, avant le 1^{er} janvier 1982, sur une rémunération du particulier décrite dans le paragraphe *a* de l'article 344 et gagnée ou reçue avant cette dernière date, de fonds devant être payés par le particulier ou pour son compte.».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

82. 1. L'article 351 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe iii du paragraphe *b* par le suivant:

«iii. de suivre un cours de formation professionnelle pour lequel il a reçu une allocation en vertu de la Loi nationale sur la formation (Statuts du Canada); ou».

2. Le présent article a effet depuis le 2 août 1982.

83. 1. Les articles 357 et 358 de cette loi sont abrogés.

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, sauf si elle est faite conformément aux modalités existantes à cette date d'une offre ou d'une entente faite ou conclue par écrit avant le 13 novembre 1981.

84. 1. L'article 359 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) «déboursé» fait ou «dépense» engagée par un contribuable avant un moment donné ne comprend pas un montant payé ou à payer pour des services devant être rendus après ce moment ni un montant payé ou à payer à titre de loyer pour une période postérieure à ce moment, mais comprend un montant désigné par lui à ce moment, en vertu du paragraphe *b* de l'article 622, à titre de coût relatif à un bien qui est un bien minier canadien ou un bien minier étranger;»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«d) «puits de pétrole ou de gaz» désigne un puits, sauf le trou d'un sonde exploratrice, foré aux fins de produire du pétrole ou du gaz naturel ou de déterminer l'existence d'une nappe de pétrole ou de gaz naturel, situer une telle nappe ou en déterminer l'étendue ou la qualité. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1981.

85. 1. L'article 380 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

«4. L'article 378.1 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, aux déductions prévues par les paragraphes 1 et 3 et l'article 379 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à la déduction relative aux frais étrangers d'exploration et de mise en valeur. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une acquisition de biens qui survient après le 16 novembre 1978.

86. 1. L'article 384 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**384.** Lorsque le contrôle d'une corporation est acquis après le 31 mars 1977 mais avant le 13 novembre 1981 par une ou plusieurs personnes qui ne la contrôlaient pas au moment où elle a cessé pour la dernière fois d'exploiter une entreprise admissible, au sens du paragraphe *e* de l'article 451, les règles suivantes s'appliquent: ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 12 novembre 1981.

87. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 384, des articles suivants:

«**384.1** Lorsque, à un moment donné après le 12 novembre 1981, le contrôle d'une corporation est acquis par une ou plusieurs personnes ou qu'une corporation cesse d'être exonérée de l'impôt sur son revenu imposable en vertu de la présente partie, aux fins de déterminer les déductions prévues par la présente loi à l'égard des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, des frais canadiens d'exploration, des frais canadiens de mise en valeur et des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, appelés dans le présent article et l'article 384.2 «frais d'exploration et de mise en valeur», que la corporation a engagés avant ce moment, les règles suivantes s'appliquent:

a) la corporation est réputée être, après ce moment, une corporation qui a fait, conjointement avec une autre corporation mentionnée dans le paragraphe *b*, un choix en la forme prescrite en vertu de l'article 378.1, du paragraphe 4 de l'article 380 et des articles 404.1, 415.3 et

418.11, dans la mesure où ce paragraphe et ces articles réfèrent à un choix relatif à une acquisition de biens visée respectivement dans l'article 376, le paragraphe 1 de l'article 380 et les articles 402, 415 et 418.8;

b) la corporation est réputée acquérir, à ce moment, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation qui utilisait ces biens dans une entreprise décrite dans les paragraphes *a* à *g* de l'article 363 qu'elle exploitait au Canada immédiatement avant ce moment; et

c) les frais d'exploration et de mise en valeur engagés par la corporation avant ce moment sont réputés ne pas avoir été engagés par elle mais l'avoir été avant ce moment par l'autre corporation mentionnée dans le paragraphe *b*.

« **384.2** 1. Lorsqu'une corporation acquiert après le 12 novembre 1981, de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée dans l'article 544, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation qui utilisait ces biens dans une entreprise décrite dans les paragraphes *a* à *g* de l'article 363 qu'elle exploitait au Canada et que l'article 384.1 s'applique à l'égard de la déduction des frais d'exploration et de mise en valeur visés dans ce dernier article qui ont été engagés par la corporation de qui les biens sont acquis, les règles suivantes s'appliquent:

a) aux fins de l'article 376, du paragraphe 1 de l'article 380 et des articles 402, 415 et 418.8, l'acquéreur est réputé, après ce moment, en ce qui concerne les frais d'exploration et de mise en valeur de la corporation de qui les biens sont acquis, avoir acquis les biens de cette dernière selon ce paragraphe ou ces articles; et

b) les dispositions qui s'appliquent à l'égard de la déduction de ces frais d'exploration et de mise en valeur, en raison de l'application de l'article 384.1, s'appliquent à l'égard de la déduction de ces frais par l'acquéreur.

2. Lorsque l'acquisition de biens visée dans le paragraphe 1 résulte d'une opération autre qu'une fusion ou une liquidation, ce paragraphe ne s'applique que si les corporations y mentionnées font conjointement un choix à cet effet en la forme prescrite au plus tard le jour où l'une d'elle doit la première produire sa déclaration fiscale en vertu de l'article 1000 pour l'année d'imposition dans laquelle l'acquisition faisant l'objet du choix a lieu.

« **384.3** Aux fins des articles 384 et 384.1, lorsqu'une corporation acquiert le contrôle d'une autre corporation entre le 12 novembre 1981 et le 1^{er} janvier 1983, par suite de l'acquisition des actions de l'autre corporation conformément à une entente écrite conclue au plus tard le 12 novembre 1981, elle est réputée en avoir acquis le contrôle au plus tard à cette dernière date. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 12 novembre 1981.

88. 1. L'article 395 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la partie du paragraphe *b* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

«*b*) des frais, engagés avant le 1^{er} janvier 1984, de forage ou de parachèvement d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada, de construction d'une voie d'accès temporaire à un tel puits ou de préparation d'un emplacement à l'égard d'un tel puits, qu'il a engagés dans l'année ou dans une année précédente et qu'il a inclus dans le calcul de ses frais canadiens de mise en valeur pour une année d'imposition précédente, si le forage du puits est terminé dans les six mois de la fin de l'année et que: »;

2° par le remplacement du paragraphe *b.1* par le suivant:

«*b.1*) des frais, engagés après le 31 décembre 1983, de forage ou de parachèvement d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada, de construction d'une voie d'accès temporaire à un tel puits ou de préparation d'un emplacement à l'égard d'un tel puits, qu'il a engagés dans l'année ou dans une année précédente et qu'il a inclus dans le calcul de ses frais canadiens de mise en valeur pour une année d'imposition précédente, si le forage du puits est terminé dans les six mois de la fin de l'année et que le puits est abandonné dans les six mois de la fin de l'année et dans les 12 mois après que le forage du puits est terminé; »;

3° par le remplacement de la partie du paragraphe *b.2* qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

«*b.2*) des frais qu'il a engagés après le 31 décembre 1983 pour le forage ou le parachèvement d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada, la construction d'une voie d'accès temporaire à un tel puits ou la préparation d'un emplacement à l'égard d'un tel puits: »;

4° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) des frais décrits dans les paragraphes *a* à *c.1* et engagés par lui conformément à une entente avec une corporation en vue de laquelle il engage ces frais uniquement en contrepartie d'une action du capital-actions de cette corporation, sauf une action prescrite, ou d'une participation ou d'un droit afférent à cette action. ».

2. Les sous-paragraphes 1° à 3° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'un déboursé fait ou d'une dépense engagée après le 31 décembre 1981 et le sous-paragraphe 4° de ce paragraphe 1 s'applique

à l'égard d'un déboursé fait ou d'une dépense engagée après le 31 décembre 1982.

89. 1. L'article 408 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) des frais décrits dans les paragraphes *a* à *c* et engagés par lui conformément à une entente avec une autre corporation en vertu de laquelle il engage ainsi ces frais uniquement en contrepartie d'une action du capital-actions de cette corporation, sauf une action prescrite, ou d'une participation ou d'un droit afférent à cette action. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un déboursé fait ou d'une dépense engagée après le 31 décembre 1982.

90. 1. L'article 412 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g*) de l'excédent de l'ensemble de chaque montant déterminé en vertu de l'article 418.12 à l'égard des années d'imposition du contribuable se terminant au plus tard à ce moment sur l'ensemble de chaque montant représentant:

i. le moindre de l'excédent du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 415, à l'égard de l'acquisition de biens que le contribuable a acquis avant ce moment, selon cet article 415, d'une corporation donnée, sur l'ensemble des montants visés dans le sous-paragraphe *b* de ce paragraphe 1 qui sont devenus à recevoir par lui, au plus tard à ce moment, à l'égard de l'aliénation de tels biens, ou de l'excédent de l'ensemble des montants visés dans le paragraphe *b* de l'article 418.8 qui sont devenus à recevoir par le contribuable au plus tard à ce moment, à l'égard de l'aliénation de biens acquis, selon l'article 418.8, de la corporation donnée, sur le montant déterminé en vertu du paragraphe *a* de cet article 418.8 à l'égard de l'acquisition de tels biens; ou

ii. le moindre de l'excédent du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 415.1 à l'égard de l'acquisition de biens d'une corporation donnée que le contribuable a acquis avant ce moment, selon cet article 415.1, d'un premier acquéreur, sur l'ensemble des montants visés dans le sous-paragraphe *b* de ce paragraphe 1 qui sont devenus à recevoir, au plus tard à ce moment, par le contribuable ou par le premier acquéreur à l'égard de l'aliénation de biens y visés de la corporation donnée, ou de l'excédent de l'ensemble des montants visés dans le paragraphe *b* de l'article 418.9 qui sont devenus à recevoir, au plus tard à ce moment, par le contribuable ou par le premier acquéreur à l'égard de l'aliénation de biens y visés de la corporation donnée, sur le montant déterminé en vertu du paragraphe *a* de cet article 418.9 à l'égard de l'acquisition de tels biens; et ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 11 décembre 1979.

91. 1. L'article 418.2 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) des frais décrits dans le paragraphe *a* et engagés par lui conformément à une entente avec une corporation en vertu de laquelle entente il engage ainsi ces frais uniquement en contrepartie d'une action du capital-actions de cette corporation, sauf une action prescrite, qui lui est émise, ou d'une participation ou d'un droit afférent à une telle action. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un déboursé fait ou d'une dépense engagée après le 31 décembre 1982.

92. 1. L'article 419 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **419.** Toute action du capital-actions d'une corporation ou toute participation ou tout droit afférent à cette action acquis par un contribuable dans des circonstances visées dans le paragraphe *e* des articles 395 ou 408 ou dans le paragraphe *c* de l'article 418.2 est réputé, s'il a été acquis avant le 13 novembre 1981, ne pas être une immobilisation du contribuable mais faire partie de son inventaire et avoir été acquis par lui à un coût nul et, s'il a été acquis après le 12 novembre 1981, avoir été acquis par lui à un coût nul. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un bien acquis après le 12 novembre 1981.

93. 1. L'article 424 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« 2. Lorsqu'un tel bien est attribué de quelque manière que ce soit à un actionnaire ou au profit de celui-ci dans une année d'imposition de la corporation lors de la liquidation de celle-ci, les articles 527.1, 527.2 et 535 ne s'appliquent pas à l'égard de la liquidation et, aux fins du calcul du revenu de la corporation pour l'année, elle est réputée avoir vendu ce bien immédiatement avant la liquidation et en avoir reçu la juste valeur marchande à ce moment et l'article 239 ne s'applique pas au calcul de la perte en résultant. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une attribution qui survient après le 12 novembre 1981.

94. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 427, des articles suivants :

«**427.1** Un contribuable qui aliène du carburéacteur, dans un mois, est réputé recevoir, à l'égard de chaque mètre cube de ce carburéacteur qui est utilisé lors d'un vol international, au sens de l'article 427.3, et à l'égard duquel une licence d'exportation est requise en vertu de la Loi sur l'Office national de l'énergie (Statuts du Canada), un produit de l'aliénation égal à l'ensemble du produit de l'aliénation, déterminé sans tenir compte du présent article, et du montant prescrit pour le mois à l'égard d'un mètre cube de carburéacteur.

«**427.2** Aux fins de l'article 427.1, du carburéacteur est réputé être utilisé lors d'un vol international:

a) s'il est acheté au Canada par un transporteur aérien qui y réside et s'il est désigné, sur un certificat prescrit, comme étant du combustible utilisé lors d'un vol international; ou

b) s'il est acheté au Canada par un transporteur aérien qui n'y réside pas, sauf s'il est acheté à l'égard d'un aéronef dont le poids maximum au décollage n'excède pas 34 000 kilogrammes.

«**427.3** Aux fins des articles 427.1 et 427.2, un vol international ne comprend pas le vol d'un aéronef dont le poids maximum au décollage n'excède pas 34 000 kilogrammes. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après 31 janvier 1982; toutefois, à l'égard d'une aliénation qui survient entre le 31 janvier 1982 et le 1^{er} mars 1982, l'article 427.1 de la Loi sur les impôts, tel qu'édicte par le présent article, doit se lire sans tenir compte des mots « et à l'égard duquel une licence d'exportation est requise en vertu de la Loi sur l'Office national de l'énergie (Statuts du Canada) ».

95. 1. L'article 428 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**428.** Dans le calcul du revenu d'un particulier pour l'année d'imposition pendant laquelle il est décédé, un montant d'intérêt, de loyer, de redevance, de rente, de rémunération provenant d'une charge ou d'un emploi ou tout autre montant payable périodiquement, sauf un montant à l'égard d'un intérêt dans un contrat de rente à l'égard duquel le paragraphe *b* de l'article 967 s'applique, qui n'a pas été payé avant son décès est réputé s'être accumulé jusqu'à ce moment en montants quotidiens égaux dans la période pour laquelle ce montant était payable et doit être inclus dans le calcul de son revenu. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

96. 1. L'article 432 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**432.** Un droit ou un bien n'inclut pas, aux fins de la présente section, un intérêt dans une police d'assurance sur la vie, autre qu'un contrat de rente d'un contribuable lorsque le paiement effectué par celui-ci pour son acquisition était admissible en déduction dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *f* de l'article 339, une immobilisation intangible, un terrain inclus dans l'inventaire d'une entreprise ni un bien décrit dans l'article 328. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

97. 1. L'article 440 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**440.** Malgré les articles 436 et 438, lorsqu'un bien y visé est, au décès ou après le décès d'un particulier qui résidait au Canada immédiatement avant son décès, transféré ou attribué, en raison de ce décès ou du désistement ou de la renonciation d'une personne qui était un bénéficiaire en vertu du testament ou un héritier *ab intestat* du particulier, à son conjoint qui y résidait immédiatement avant ce décès ou à une fiducie créée par son testament qui y résidait immédiatement après le moment où le bien lui a été irrévocablement dévolu: »;

2° par la suppression, à la fin du sous-paragraphe ii du paragraphe *a*, du mot « et »;

3° par le remplacement, à la fin du paragraphe *b*, du point par ce qui suit: «; et »;

4° par l'addition du paragraphe suivant:

«*c*) malgré toute autre disposition de la présente loi, lorsque le transfert ou l'attribution du bien survient en raison d'une renonciation, la renonciation au bien est réputée ne pas être une aliénation de celui-ci. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1981.

98. 1. L'article 441 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**441.** Aux fins des articles 440 et 443 et du paragraphe *a* du premier alinéa et du deuxième alinéa de l'article 653, une fiducie est réputée être créée par le testament d'un particulier si elle est créée par une ordonnance rendue par une cour à l'égard de la succession du testateur conformément à une loi provinciale prévoyant une aide ou un soutien aux personnes à la charge d'un testateur. ».

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1981.

99. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 450.1, de l'article suivant:

« **450.2** Aux fins des articles 436, 438, 439, 444.1 et 450.1, la juste valeur marchande, immédiatement avant le décès du contribuable visé dans l'un de ces articles, d'une action du capital-actions d'une corporation dont l'aliénation est réputée survenir en raison de son décès doit, lorsque cette corporation est un bénéficiaire d'une police d'assurance sur la vie en vertu de laquelle le contribuable est la personne dont la vie est assurée, être déterminée comme si la juste valeur marchande de cette police était alors la valeur de rachat de la police à ce moment. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un décès qui survient après le 1^{er} décembre 1982.

100. 1. L'article 451 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **451.** Aux fins de la présente section et des articles 234 à 236, 236.2, 237, 239 à 241, 261, 264, 271 à 273, 274.1, 275, 278 à 280.4, 288, 293, 428 à 430, 432 à 435, 454 à 455.1, 459 à 462 et 463.1: ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, sauf si elle est faite conformément aux modalités existantes à cette date d'une offre ou d'une entente faite ou conclue par écrit avant le 13 novembre 1981 ou en vertu d'un événement visé dans les sous-paragraphe ii, iii et iv du paragraphe *f* de l'article 93 de la Loi sur les impôts qui survient avant le 13 novembre 1981.

101. 1. L'article 453 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *b*, du point par un point-virgule;

2° par l'addition du paragraphe suivant:

« *c*) malgré les paragraphes *a* et *b*, lorsque le contribuable avait aliéné un bien, le bénéficiaire est réputé, aux fins du calcul d'une provision qu'il peut réclamer en vertu de l'article 153, du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 234 ou des articles 357 et 358, à l'égard de l'aliénation de ce bien, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant après le décès du contribuable, être le contribuable qui avait aliéné le bien et l'avoir aliéné au moment où le contribuable l'avait aliéné. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

102. 1. L'article 455.1 de cette loi est abrogé.

2. Le présent article a effet depuis le 1^{er} janvier 1982.

103. 1. L'article 484 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) le créancier est réputé avoir acquis ou réacquis le bien au montant par lequel le coût de sa créance, à ce moment, excède l'un ou l'autre des montants décrits dans le paragraphe *c*, à l'égard de ce bien; ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une acquisition ou d'une réacquisition qui survient après le 12 novembre 1981.

104. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 485, des articles suivants:

«**485.1** Lorsqu'une obligation d'une corporation de payer un montant à une autre corporation est réglée ou éteinte lors d'une fusion de ces corporations ou en raison d'une telle fusion, cette obligation est réputée avoir été réglée ou éteinte immédiatement avant le moment qui précède immédiatement la fusion, au moyen d'un paiement fait par la corporation et reçu par l'autre corporation, d'un montant qui serait égal au coût indiqué de l'obligation, pour l'autre corporation, si la définition de l'expression « coût indiqué », dans l'article 1, se lisait sans son paragraphe *e*.

«**485.2** Lorsqu'une obligation d'une filiale de payer un montant à sa corporation-mère est réglée ou éteinte, lors d'une liquidation à laquelle les articles 556 à 565 s'appliquent, sans que la filiale ne fasse de paiement ou au moyen du paiement d'un montant qui est à la fois moindre que le principal de l'obligation et que le montant visé dans le deuxième alinéa, l'obligation est réputée être réglée ou éteinte, lors de la liquidation, au moyen d'un paiement fait par la filiale et reçu par la corporation-mère d'un montant égal au montant visé dans le deuxième alinéa.

Le montant visé dans le premier alinéa est le montant qui serait le coût indiqué de cette obligation, pour la corporation-mère, immédiatement avant la liquidation, si la définition de l'expression « coût indiqué », dans l'article 1, se lisait sans son paragraphe *e*.

La règle prévue par le premier alinéa ne s'applique que si la corporation-mère fait un choix à cet effet en la forme prescrite au plus tard le jour où elle est tenue de produire une déclaration fiscale en vertu de l'article 1000 pour l'année d'imposition dans laquelle cette obligation est réglée ou éteinte. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 485.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à une fusion qui survient après le 12 novembre

1981 et, lorsqu'il édicte l'article 485.2 de cette loi, il s'applique à une liquidation qui survient après cette date, sauf qu'une corporation peut faire un choix en vertu de ce dernier article à n'importe quel moment avant le 1^{er} janvier 1984.

105. 1. L'article 489 de cette loi est modifié:

1° par l'abrogation du paragraphe *c*;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *f*, du point par un point-virgule;

3° par l'addition des paragraphes suivants:

«*g*) un montant déterminé en vertu de l'article 83.1 de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers (Statuts du Canada) pour l'année, calculé sans tenir compte du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de cet article;

«*h*) l'excédent du montant d'une redevance pétrolière supplémentaire, au sens de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers (Statuts du Canada), reçue par le contribuable au cours de l'année sur l'ensemble de tous les versements supplémentaires, au sens de cette loi, qu'il a faits à l'égard de cette redevance.».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

106. 1. L'article 491 de cette loi est modifié par l'abrogation du paragraphe *d*.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

107. 1. L'article 503 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**502.1** Lorsqu'un dividende devient à payer après le 28 juin 1982 par une corporation privée sur une action de son capital-actions, la corporation peut choisir que les règles suivantes s'appliquent:

a) le dividende est réputé être un dividende en capital d'assurance sur la vie jusqu'à concurrence de son compte de dividende en capital d'assurance sur la vie immédiatement avant que le dividende ne soit devenu à payer; et

b) aucune partie du dividende ne doit être incluse dans le calcul du revenu d'un actionnaire de la corporation.

«**503.** Le choix visé dans les articles 502 et 502.1 ne vaut que s'il est fait en la manière et la forme prescrites pour le montant total du dividende.».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un dividende payé après le 28 juin 1982.

108. 1. L'article 503.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Les articles 111 à 119.1 et 487.1 à 487.5 ne s'appliquent pas à un prêt visé dans le premier alinéa.».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 1981.

109. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 510, de l'article suivant:

«**510.1** Un dividende n'est réputé être reçu par un actionnaire d'une corporation publique, en vertu des articles 504 à 506, 507 et 508, que si, lors du paiement du dividende, l'actionnaire est:

- a) une personne qui ne réside pas au Canada;
- b) une personne qui réside au Canada et qui a un lien de dépendance avec la corporation;
- c) une corporation privée;
- d) une corporation qui n'est pas une corporation privée et que le dividende est reçu dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements à laquelle les articles 308.1 et 308.2 s'appliqueraient si ce n'était de l'article 308.3; ou
- e) une corporation qui n'aurait pas droit à une déduction en vertu des articles 738 à 745 et 845, à l'égard du dividende, dans le calcul de son revenu imposable.».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un dividende payé après le 12 novembre 1981.

110. 1. L'article 517.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**517.3** Dans le calcul du prix de base rajusté pour le contribuable visé dans l'article 517.1, à un moment quelconque après l'aliénation y visée, d'un bien qu'il reçoit en contrepartie de l'action ainsi aliénée et qui est une dette due par l'autre corporation ou une action du capital-actions de cette dernière, il doit déduire du prix de base rajusté pour lui du bien, déterminé par ailleurs, un montant égal à la proportion, représentée par le rapport entre le coût pour lui de la dette ou de l'action, selon le cas, ainsi reçue et l'ensemble du coût pour lui de toutes les dettes et actions ainsi reçues, de l'excédent du moindre du montant

visé dans le paragraphe *a* de l'article 517.2 ou de l'ensemble du montant visé dans le paragraphe *b* de cet article, du principal de toutes les dettes ainsi reçues et du montant de l'augmentation, par suite de l'émission des actions ainsi reçues, du capital versé relatif à toutes les actions du capital-actions de l'autre corporation, sur le plus élevé du montant visé dans ce paragraphe *b* ou du capital versé visé dans cet article 517.2. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

111. 1. L'article 527 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **527.** Aux fins des articles 93 à 104, 130 et 130.1 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130, lorsque le présent chapitre s'applique à l'aliénation d'un bien amortissable en faveur d'une personne ou d'une société et que, pour le cédant, le coût en capital de ce bien excède le produit de l'aliénation, les règles suivantes s'appliquent:

a) le coût en capital du bien pour le cessionnaire est réputé être le coût en capital du bien pour le cédant; et

b) l'excédent est réputé avoir été accordé au cessionnaire à titre d'amortissement à l'égard du bien pour les années d'imposition précédant l'acquisition du bien par lui.

« **527.1** Lorsqu'une personne ou une société aliène un bien amortissable d'une catégorie prescrite, dont elle est propriétaire, en faveur d'un cessionnaire et que la juste valeur marchande du bien, au moment de l'aliénation, est inférieure à la fois au coût du bien pour le cédant et au montant proportionnel à l'égard du bien, les règles suivantes s'appliquent:

a) le premier alinéa de l'article 518 et les articles 521 à 526, 528 et 529 et 614 à 617 ne s'appliquent pas à l'égard de l'aliénation;

b) le moindre du coût du bien pour le cédant ou du montant proportionnel à l'égard du bien est réputé être le produit de l'aliénation pour le cédant et le coût du bien pour le cessionnaire;

c) lorsque le cédant aliène en même temps plusieurs biens amortissables d'une catégorie prescrite, le paragraphe *b* s'applique comme s'il aliénait séparément chacun de ces biens dans l'ordre qu'il désigne ou, à défaut d'une telle désignation, dans l'ordre que désigne le ministre; et

d) le coût, pour le cédant, d'un bien qu'il reçoit en contrepartie de l'aliénation est réputé être égal au moindre de la juste valeur marchande de ce bien au moment de l'aliénation ou de la partie de la

juste valeur marchande, au même moment, du bien qu'il aliène, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, à ce moment, de ce bien qu'il reçoit et celle, au même moment, de tous les biens qu'il reçoit en contrepartie de l'aliénation. ».

« **527.2** Aux fins de l'article 527.1, on entend par :

a) « cessionnaire » :

i. une corporation qui, immédiatement après l'aliénation, est contrôlée directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit par le cédant, son conjoint ou une personne, un groupe de personnes ou une société qui contrôle ainsi le cédant;

ii. une personne, le conjoint d'une personne, un membre d'un groupe de personnes ou une société qui, immédiatement après l'aliénation contrôle le cédant directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit; ou

iii. une société dans laquelle l'intérêt du cédant en tant que membre de celle-ci est, immédiatement après l'aliénation, tel que décrit dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 616;

b) « montant proportionnel » à l'égard d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite du cédant: la proportion de la partie non-amortie du coût en capital de tous les biens de cette catégorie, pour le cédant, immédiatement avant l'aliénation, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande du bien au moment de l'aliénation et celle de tous les biens de cette catégorie au même moment. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, à l'exclusion d'une aliénation qui survient après cette date conformément à une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1981.

112. 1. L'article 541 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **540.1** L'article 540 ne s'applique pas lorsqu'un contribuable aliène, en faveur d'une filiale étrangère du contribuable, une action du capital-actions d'une autre filiale étrangère du contribuable dont la totalité ou la quasi-totalité des biens sont, au moment de l'aliénation, des biens exclus au sens de l'article 576.1 et que cette aliénation fait partie d'une série d'opérations ou d'événements ayant pour but d'aliéner l'action en faveur d'une personne qui, immédiatement après cette série d'opérations ou d'événements, est une personne, autre qu'une filiale étrangère du contribuable, avec qui il n'a aucun lien de dépendance. ».

« **541.** Les dispositions du présent chapitre s'appliquent lorsqu'à un moment donné après le 6 mai 1974 un contribuable, au cours d'un

remaniement du capital d'une corporation, aliène en faveur de cette corporation toutes les actions d'une catégorie donnée du capital-actions de la corporation dont il est alors propriétaire et qui sont pour lui une immobilisation pour une contrepartie qu'il doit recevoir de la corporation et qui comprend une autre action de ce capital-actions, sauf si l'un des articles 301, 301.1, 518 à 526 ou 528 à 533 s'applique. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 540.1 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981 et, lorsqu'il remplace l'article 541 de cette loi, il s'applique à l'égard de l'échange d'une immobilisation après le 11 décembre 1979.

113. 1. L'article 544 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 4 par les suivants:

«4. Lorsqu'il y a fusion d'une corporation donnée et d'une ou de plusieurs de ses filiales entièrement contrôlées et que la nouvelle corporation en fait le choix dans sa déclaration fiscale produite en vertu de l'article 1000 pour sa première année d'imposition se terminant après le 28 octobre 1980, les règles suivantes s'appliquent pour cette année et les années d'imposition subséquentes de la nouvelle corporation:

a) la nouvelle corporation est réputée, à l'égard des frais d'exploration et de mise en valeur visés dans l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) et des frais visés dans les articles 362 à 418.14 de la corporation donnée ou d'une corporation de qui celle-ci a acquis la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une façon semblable à celle prévue par les articles 376 ou 378, continuer l'existence corporative de la corporation donnée; et

b) la nouvelle corporation est réputée, aux fins de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) et des articles 376, 378, 380, 402, 403, 415, 415.1, 418.8 et 418.9, ne pas être, à l'égard des frais de la corporation donnée visés dans le paragraphe a, une corporation qui acquiert par suite de cette fusion la totalité ou la quasi-totalité des biens de la corporation donnée.

«4.1 Lorsqu'il y a fusion d'une corporation donnée qui est actionnaire d'une corporation d'exploration en participation, au sens du paragraphe 1 de l'article 383, et d'une ou de plusieurs de ses filiales entièrement contrôlées, aux fins des articles 362 à 418.14, la nouvelle corporation est réputée être une corporation qui est actionnaire de la corporation d'exploration en participation et continuer l'existence corporative de la corporation donnée. »;

2° par le remplacement de la partie du paragraphe 5 qui précède le sous-paragraphe a par ce qui suit:

«5. Aux fins des paragraphes 3 à 4.1 et du présent paragraphe et malgré l'article 1, l'expression « filiale entièrement contrôlée » d'une corporation donnée signifie une corporation dont la totalité des actions émises et en circulation du capital-actions sont la propriété: ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une fusion qui survient après le 14 décembre 1975.

114. 1. L'article 547.1 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **547.1** Lorsqu'une corporation remplacée avait une perte autre qu'une perte en capital ou une perte nette en capital pour une année d'imposition dont une partie n'était admissible en déduction pour aucune année d'imposition dans le calcul de son revenu imposable, mais l'aurait été pour sa première année d'imposition commençant au moment de la fusion si une telle année avait existé et si la corporation avait eu alors un revenu suffisant, ces pertes sont réputées avoir été celles de la nouvelle corporation et les montants admissibles en déduction à leur égard dans le calcul du revenu imposable de la corporation remplacée pour une année d'imposition se terminant avant la fusion sont réputés avoir été ainsi admissibles en déduction dans le calcul du revenu imposable de la nouvelle corporation pour une telle année, aux fins de déterminer soit la perte autre qu'une perte en capital ou la perte nette en capital, selon le cas, de la nouvelle corporation pour toute année d'imposition qui précède une année d'imposition de la nouvelle corporation, soit la mesure dans laquelle les articles 734 à 736.01 ont pour effet de limiter la déduction par la nouvelle corporation d'une telle perte. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

115. 1. L'article 550 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **550.** Aux fins de la présente partie, le montant pour la nouvelle corporation, à un moment donné, de son compte de dividende en capital, de son compte de dividende en capital d'assurance sur la vie et de son compte de dividende à même les gains en capital désigne le montant déterminé en vertu des règles prescrites à ces fins. ».

2. Le présent article a effet depuis le 29 juin 1982.

116. 1. L'article 550.3 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **550.3** Aux fins des articles 21.5 à 21.9.5, lorsque, suite à une fusion faite après le 16 novembre 1978, une action donnée d'une catégorie quelconque du capital-actions de la nouvelle corporation est

émise en contrepartie de l'aliénation d'une action d'une catégorie quelconque du capital-actions d'une corporation remplacée et que les modalités de l'action donnée sont similaires à celles de l'action ainsi aliénée, les règles suivantes s'appliquent:».

2. Le présent article a effet depuis le 6 décembre 1979.

117. 1. L'article 555 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**555.** La présente section s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à un contribuable à l'égard d'une action du capital-actions d'une corporation, lorsqu'il y a, après le 12 novembre 1981, une unification étrangère et que, en raison de celle-ci, une action du capital-actions d'une corporation étrangère remplacée dont il est propriétaire immédiatement avant cette unification est échangée pour une action du capital-actions d'une nouvelle corporation étrangère ou devient une telle action.

Toutefois, le contribuable peut choisir, dans sa déclaration fiscale qu'il doit produire pour l'année d'imposition dans laquelle l'unification étrangère survient, que le premier alinéa ne s'applique pas.

«**555.01** Aux fins du présent chapitre et des articles 571 à 576.1, 578, 579, 583 et 598, on entend par «unification étrangère» une unification ou une combinaison de corporations résidant dans un autre pays que le Canada immédiatement avant cette unification ou combinaison, appelées dans ce chapitre et ces articles «corporations étrangères remplacées», qui sont remplacées pour former une seule entité corporative, résidant dans cet autre pays, appelée dans ce chapitre et ces articles «nouvelle corporation étrangère», de telle sorte que, en raison de cette unification ou combinaison et autrement que par suite de l'attribution à une seule corporation de biens d'une autre corporation en liquidation:

a) la totalité ou la quasi-totalité des biens appartenant aux corporations étrangères remplacées immédiatement avant l'unification ou la combinaison, à l'exception d'un montant à recevoir d'une corporation étrangère remplacée ou d'une action du capital-actions d'une telle corporation, deviennent des biens de la nouvelle corporation étrangère;

b) la totalité ou la quasi-totalité des engagements des corporations étrangères remplacées existant immédiatement avant l'unification ou la combinaison, à l'exception d'un montant à payer à une corporation étrangère remplacée, deviennent des engagements de la nouvelle corporation étrangère; et

c) la totalité ou la quasi-totalité des actions du capital-actions des corporations étrangères remplacées, à l'exception de telles actions dont

une corporation étrangère remplacée est propriétaire, sont échangées pour des actions du capital-actions de la nouvelle corporation étrangère ou deviennent de telles actions. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une unification étrangère qui survient après le 12 novembre 1981.

118. 1. L'article 559 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **559.** Le coût, pour la corporation-mère, de chaque bien de la filiale qui lui est attribué lors de la liquidation est réputé être égal au produit de son aliénation, tel que prévu par l'article 557, auquel on ajoute, dans le cas d'une immobilisation qui n'est pas un bien amortissable ni un bien qui a été transféré dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements à laquelle les articles 308.1 et 308.2 s'appliqueraient si ce n'était de l'article 308.3, dont la filiale était propriétaire au moment où la corporation-mère a acquis pour la dernière fois, autrement que par suite d'une fusion, le contrôle de la filiale et par la suite sans interruption jusqu'au moment de son attribution à la corporation-mère lors de la liquidation, la partie, déterminée conformément à l'article 560 à l'égard de cette immobilisation, de l'excédent de l'ensemble déterminé en vertu du paragraphe *b* de l'article 558 sur l'ensemble: »;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) de l'ensemble de chaque montant relatif à une action du capital-actions de la filiale que la corporation-mère a aliénée lors de la liquidation et égal à l'ensemble de chaque montant que la corporation-mère ou une corporation avec laquelle elle avait un lien de dépendance a reçu à l'égard de cette action ou d'une action, ci-après appelée « action de remplacement », qui a remplacé cette action ou une action de remplacement ou qui a été échangée contre cette action ou une action de remplacement, soit à titre de dividende imposable, dans la mesure où ce montant était admissible en déduction en vertu des articles 738 à 745 ou 845 dans le calcul du revenu imposable de la corporation bénéficiaire pour une année d'imposition et n'était pas un montant sur lequel elle devait payer un impôt prescrit, soit à titre de dividende en capital ou de dividende en capital d'assurance sur la vie. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une attribution qui survient après le 28 juin 1982.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 a effet depuis le 29 juin 1982.

119. 1. L'article 560.2 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **560.2** Aux fins du présent article et des articles 559 à 560.1, le moment où le contribuable a acquis pour la dernière fois le contrôle de la filiale, lorsqu'une action de celle-ci a été acquise, autrement que par succession ou testament, d'une personne avec qui il avait un lien de dépendance, est réputé être le premier en date du jour où cette personne a acquis pour la dernière fois le contrôle de la filiale, au sens du paragraphe *b* de l'article 739 en y faisant les adaptations nécessaires, ou du jour où cette personne est réputée l'avoir acquis pour la dernière fois en vertu du présent article. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après le 12 novembre 1981.

120. 1. L'article 561 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **561.** Les articles 505, 527.1 et 527.2 et les articles 36 à 41.2 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4) ne s'appliquent pas à une liquidation décrite dans l'article 556. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après le 12 novembre 1981; toutefois, lorsque l'article 561 de la Loi sur les impôts qu'il remplace réfère aux articles 41.1 et 41.2 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4), il s'applique à l'égard d'une acquisition faite après le 31 décembre 1971.

121. 1. L'article 563 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **563.** Aux fins du calcul d'un montant admissible en déduction en vertu de l'article 710 dans le calcul du revenu imposable de la corporation-mère pour une année d'imposition de celle-ci qui se termine après la liquidation de la filiale, les dons faits par cette dernière dans une année d'imposition donnée de celle-ci sont réputés, dans la mesure où ils n'étaient pas admissibles en déduction en vertu de l'article 710 dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour toute année d'imposition, avoir été faits par la corporation-mère dans son année d'imposition dans laquelle a pris fin l'année d'imposition donnée de la filiale et ne pas avoir été ainsi admissibles en déduction pour toute année d'imposition de la corporation-mère qui se termine au plus tard le jour de la liquidation de la filiale. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un don fait à compter de l'année d'imposition 1981.

122. 1. L'article 564.2 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **564.2** Aux fins du calcul du revenu imposable de la corporation-mère pour une année d'imposition commençant après le début d'une liquidation décrite dans l'article 556 qui commence après le 31 mars 1977, la partie de la perte autre qu'une perte en capital de la filiale pour une année d'imposition donnée que l'on peut raisonnablement considérer comme sa perte découlant de l'exploitation d'une entreprise donnée, toute autre partie de la perte autre qu'une perte en capital de la filiale pour une telle année découlant d'une autre source ou la perte nette en capital de la filiale pour une telle année est réputée, aux fins des articles 727, 729, 734 et 735, être respectivement une perte autre qu'une perte en capital de la corporation-mère découlant de l'exploitation de l'entreprise donnée de la filiale, une perte autre qu'une perte en capital de la corporation-mère découlant de la source de laquelle la filiale a subi la perte ou une perte nette en capital de la corporation-mère, subie par celle-ci dans son année d'imposition pendant laquelle s'est terminée l'année d'imposition donnée de la filiale et qui n'était pas admissible en déduction dans le calcul du revenu imposable de la corporation-mère pour toute année d'imposition qui a commencé avant le début de la liquidation. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après le 12 novembre 1981, sauf lorsque le contrôle de la corporation-mère ou de la filiale a été acquis pour la dernière fois par une ou plusieurs personnes soit avant le 13 novembre 1981, soit après le 12 novembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1983 si, dans ce dernier cas, les arrangements à cet effet étaient très avancés et établis par écrit le 12 novembre 1981.

123. 1. Les articles 564.4 et 564.5 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **564.4** L'article 564.2 n'a pas pour effet de permettre à la corporation-mère, aux fins du calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition donnée, de déduire la perte nette en capital de la filiale pour une année d'imposition si le contrôle de la corporation-mère ou de la filiale a été acquis avant la fin de l'année d'imposition donnée par une ou plusieurs personnes qui ne contrôlaient pas la corporation-mère ou la filiale, selon le cas, à la fin de l'année d'imposition de la filiale dans laquelle cette perte a été subie.

« **564.4.1** Lorsque l'article 564.2 s'applique et que le contrôle de la corporation-mère ou de la filiale a été acquis, à un moment quelconque, par une ou plusieurs personnes, chacune d'elles étant appelée dans l'article 564.4.2 « l'acheteur », la corporation-mère ne peut déduire, pour une année d'imposition qui se termine après ce moment, la partie d'une perte autre qu'une perte en capital de la filiale, pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment, que l'on peut raisonnablement considérer comme sa perte découlant de l'exploitation

d'une entreprise donnée, que si la corporation-mère ou la filiale a exploité l'entreprise donnée pendant toute l'année et après ce moment en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit et seulement jusqu'à concurrence du montant visé dans l'article 564.4.2.

« **564.4.2** Le montant visé dans l'article 564.4.1 est l'ensemble:

a) du revenu de la corporation-mère pour l'année provenant de l'entreprise donnée et de toute autre entreprise dont presque tous les revenus proviennent de la vente, de la location ou de la mise en valeur de biens ou de la prestation de services qui sont semblables aux biens vendus, loués ou mis en valeur ou aux services rendus dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise donnée avant le moment visé dans cet article ou, si la filiale a été liquidée avant ce moment, avant le moment du début de la liquidation; et

b) de l'excédent de:

i. l'ensemble de tous les gains en capital imposables de la corporation-mère pour l'année provenant de l'aliénation de biens dont la filiale était propriétaire au moment visé dans cet article ou, si la filiale a été liquidée avant ce moment, au moment du début de la liquidation, à l'exception de biens acquis de l'acheteur ou d'une personne ayant un lien de dépendance avec celui-ci; sur

ii. l'excédent de l'ensemble des pertes en capital admissibles de la corporation-mère pour l'année provenant de l'aliénation de biens visés dans le sous-paragraphe i sur le total de ses pertes admissibles à l'égard d'un placement dans une entreprise provenant de l'aliénation de tels biens.

« **564.5** Aux fins des articles 563, 564.2 à 564.4.2, 564.7, 710 à 712, 727, 729, 734 à 735.1 et 1029.1 à 1029.6, une corporation-mère qui a été constituée en corporation ou autrement créée après la fin d'une année d'imposition au cours de laquelle une de ses filiales a subi une perte ou a fait un don est réputée, aux fins du calcul de son revenu imposable pour toute année d'imposition et du calcul du montant réputé avoir été payé au ministre en vertu de l'article 1029.2 par la corporation-mère à l'égard de cette perte le dernier jour de toute année d'imposition, avoir existé au cours de la période commençant immédiatement avant la fin de la première année pendant laquelle la filiale a subi une perte ou a fait un don, selon le cas, et se terminant immédiatement après sa constitution en corporation, avoir eu pendant toute cette période des exercices financiers se terminant le même jour de l'année que celui où a pris fin son premier exercice financier et avoir été contrôlée pendant toute cette période par la personne ou le groupe de personnes qui la contrôlait immédiatement après sa constitution en corporation. ».

2. Le présent article, lorsqu'il édicte les articles 564.4, 564.4.1 et 564.4.2 de la Loi sur les impôts et lorsque l'article 564.5 de cette loi qu'il édicte réfère à ces articles 564.4.1 et 564.4.2, s'applique à l'égard d'une liquidation qui commence après le 12 novembre 1981, sauf lorsque le contrôle de la corporation-mère ou de la filiale a été acquis pour la dernière fois par une ou plusieurs personnes soit avant le 13 novembre 1981, soit après le 12 novembre 1981 et avant le 1^{er} janvier 1983 si, dans ce dernier cas, les arrangements à cet effet étaient très avancés et établis par écrit le 12 novembre 1981.

3. Le présent article, lorsqu'il édicte l'article 564.5 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un don fait à compter de l'année d'imposition 1981.

124. 1. L'article 568 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *b*, *c* et *d* par les suivants:

«*a*.1) la partie du dividende égale au moindre du compte de dividende en capital d'assurance sur la vie de la corporation, immédiatement avant le moment donné, ou de l'excédent du dividende sur la partie qui a fait l'objet d'un choix en vertu de l'article 502 est réputée être un dividende distinct;

«*b*) la partie du dividende égale au moindre de son surplus de capital en main avant 1972 au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 567, immédiatement avant le moment donné, ou de l'excédent du dividende sur la partie qui a fait l'objet d'un choix en vertu des articles 502 ou 502.1 est réputée ne pas être un dividende;

«*c*) la partie du dividende qui excède l'ensemble du montant réputé, en vertu des paragraphes *a* ou *a*.1, être un dividende distinct pour toute fin et de la partie réputée, en vertu du paragraphe *b*, ne pas être un dividende, est réputée, malgré le paragraphe *g* de l'article 570, être elle-même un dividende distinct qui est un dividende imposable;

«*d*) chaque personne qui détient des actions de cette catégorie au moment donné est réputée recevoir la proportion de tout dividende distinct déterminé en vertu des paragraphes *a*, *a*.1 ou *c* représentée par le rapport entre le nombre d'actions de cette catégorie qu'elle détient immédiatement avant le moment donné et le nombre d'actions alors émises et en circulation de cette catégorie. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une liquidation qui se termine après le 28 juin 1982.

125. 1. L'article 569 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**569.** Lorsque, en raison de la dissolution d'une filiale étrangère contrôlée, au sens de l'article 572, d'un contribuable, ce dernier reçoit une action du capital-actions d'une autre filiale étrangère du contribuable:».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une dissolution qui survient après le 12 novembre 1981, sauf si elle fait partie d'une réorganisation qui était très avancée avant le 13 novembre 1981.

126. 1. L'article 570 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe *b*, du paragraphe suivant:

«*b.1)* «compte de dividende en capital d'assurance sur la vie» d'une corporation, à un moment donné, signifie le montant déterminé en vertu des règles prescrites à cette fin;»;

2° par le remplacement du paragraphe *g* par le suivant:

«*g)* «dividende imposable» signifie un dividende autre qu'un dividende à l'égard duquel la corporation qui le verse fait le choix prévu par l'article 501 tel qu'il se lit avant le 1^{er} janvier 1979 ou par les articles 502 ou 502.1 ou qu'un dividende visé dans l'article 501.1;».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 29 juin 1982.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un dividende payé après le 28 juin 1982.

127. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 576, de l'article suivant:

«**576.1** Aux fins du présent titre, un bien exclu d'une filiale étrangère d'un contribuable signifie soit un bien que celle-ci utilise ou détient principalement pour gagner un revenu provenant d'une entreprise admissible, au sens du paragraphe *e* de l'article 451, soit un bien qui est une action du capital-actions d'une autre filiale étrangère du contribuable, lorsque la totalité ou la quasi-totalité des biens de cette autre filiale étrangère sont des biens exclus, soit un montant à recevoir sur lequel l'intérêt constitue, en vertu d'une disposition prescrite, un revenu provenant d'une telle entreprise admissible ou constituerait ainsi un tel revenu si un intérêt était à payer sur ce montant.

Aux fins du présent article, lorsqu'une filiale étrangère d'un contribuable détient un intérêt dans une société et que la juste valeur marchande de cet intérêt est égale à au moins 10% de la juste valeur marchande de l'ensemble des intérêts dans la société, la société est réputée être une filiale étrangère du contribuable.».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

128. 1. L'article 583 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) de l'ensemble de tout montant prescrit à l'égard de la filiale attribuable à ce montant et de tout impôt sur le revenu ou sur les bénéfices payé par la filiale, ou par une autre filiale étrangère du contribuable à l'égard d'un dividende reçu de la filiale, et raisonnablement attribuable à ce montant, dans la mesure où cet ensemble n'était pas admissible en déduction en vertu du présent article pour une année précédente, multiplié par le facteur fiscal prescrit; ou ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

129. 1. L'article 589 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Lorsque'une filiale étrangère d'une corporation résidant au Canada a aliéné un bien exclu qui est une action d'un capital-actions d'une autre filiale étrangère de cette corporation, la corporation est réputée, sauf s'il s'agit d'une aliénation prescrite, avoir fait un choix en vertu du premier alinéa, au moment de l'aliénation, à l'égard de l'action aliénée et avoir désigné dans ce choix un montant égal au montant prescrit. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

130. 1. Les articles 593 et 594 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**593.** Aux fins du présent chapitre, on entend par:

a) « fiducie étrangère »: une fiducie qui ne réside pas au Canada au cours d'une année d'imposition et dont un bénéficiaire est, à un moment quelconque de l'année, une personne qui réside au Canada, une corporation ou une fiducie avec laquelle une telle personne a un lien de dépendance ou une filiale étrangère contrôlée d'une telle personne;

b) « bénéficiaire » d'une fiducie: une personne qui a un droit, présent ou futur, avec ou sans restriction ou conditionnel ou sujet à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire d'une ou de plusieurs personnes, de recevoir une partie du revenu ou du capital de la fiducie, directement de celle-ci ou indirectement par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs autres fiducies.

« **594.** Les règles prévues par le présent chapitre s'appliquent pour une année d'imposition d'une fiducie étrangère qui n'est pas une fiducie non-testamentaire créée avant le 1^{er} janvier 1960 par une personne qui ne résidait alors pas au Canada ni une fiducie testamentaire créée à la suite du décès d'un particulier avant le 1^{er} janvier 1976, lorsque la fiducie ou une corporation qui ne réside pas au Canada et qui serait une filiale étrangère contrôlée de la fiducie si celle-ci y résidait, a acquis avant la fin de l'année un bien de quelque manière que ce soit :

a) d'une personne qui :

i. était le bénéficiaire visé dans le paragraphe *a* de l'article 593, était liée à ce bénéficiaire ou en était l'oncle, la tante, le neveu ou la nièce;

ii. résidait au Canada dans les 18 mois qui précèdent la fin de l'année ou la fin de son existence, le cas échéant; et

iii. s'il s'agit d'un particulier, avait résidé au Canada avant la fin de l'année pendant une ou des périodes totalisant plus de 60 mois; ou

b) d'une fiducie ou d'une corporation qui a acquis le bien de quelque manière que ce soit d'une personne décrite dans le paragraphe *a* avec laquelle elle avait un lien de dépendance.

Elles s'appliquent également pour une année d'imposition d'une fiducie étrangère lorsque la totalité ou une partie de la participation du bénéficiaire dans la fiducie a été acquise avant la fin de l'année par ce bénéficiaire soit par achat, soit par donation, succession ou testament d'une personne visée dans les paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa, soit par suite de l'exercice d'un pouvoir de nomination par une personne visée dans l'un de ces paragraphes. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition d'une fiducie qui commence après le 12 novembre 1981.

131. 1. L'article 596 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **596.** Aux fins des articles 571 à 576.1, 578 à 583 et 598, lorsque la distribution du revenu ou du capital à un bénéficiaire d'une fiducie étrangère à laquelle le présent chapitre s'applique pour une année d'imposition de la fiducie ne dépend pas de l'exercice ou de l'absence d'exercice d'un pouvoir discrétionnaire : ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

132. 1. L'article 614 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Malgré tout autre disposition de la présente loi, à l'exception des articles 527.1 et 527.2, lorsqu'un contribuable aliène après le 12 novembre 1981 une immobilisation, un bien visé dans l'article 328, une immobilisation intangible ou un bien en inventaire en faveur d'une société qui est, immédiatement après l'aliénation, une société canadienne dont il est un membre, le contribuable et tous les autres membres de la société peuvent choisir conjointement en la forme prescrite et dans le délai prévu par l'article 604 que les règles suivantes s'appliquent:

a) les articles 522 à 526 et le paragraphe *a* de l'article 528 s'appliquent en y remplaçant:

- i. le mot « corporation » par le mot « société »;
- ii. les expressions « une action du capital-actions de la corporation » et « un droit de recevoir une telle action » par les expressions « un intérêt dans la société » et « un droit de recevoir un tel intérêt »;
- iii. les mots « et une corporation » par les mots « et tous les autres membres d'une société »; et
- iv. l'expression « actionnaire de la corporation » par l'expression « membre de la société »; et

b) dans le calcul, après l'aliénation, du prix de base rajusté pour le contribuable de son intérêt dans la société immédiatement après l'aliénation, le contribuable doit:

- i. ajouter l'excédent du produit de l'aliénation du bien pour lui sur la juste valeur marchande, au moment de l'aliénation, de la contrepartie qu'il a reçue pour le bien et qui n'est pas un intérêt dans la société; et
- ii. déduire l'excédent de la juste valeur marchande, au moment de l'aliénation, de la contrepartie qu'il a reçue pour le bien et qui n'est pas un intérêt dans la société, sur la juste valeur marchande du bien au même moment; et

c) lorsque le contribuable aliène ainsi un bien canadien imposable en contrepartie d'un intérêt dans la société, cet intérêt est réputé être un tel bien. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, sauf si elle survient avant le 1^{er} janvier 1983 et que les arrangements à cet effet étaient très avancés et établis par écrit le 12 novembre 1981.

133. 1. Les articles 615 et 616 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«615. Lorsqu'un contribuable aliène une immobilisation après le 12 novembre 1981 en faveur d'une société dont il est un associé majoritaire immédiatement après l'aliénation et qu'il aurait subi, sans le présent article, une perte en capital à l'égard de cette aliénation, les règles suivantes s'appliquent:

a) malgré toute autre disposition de la présente loi, cette perte en capital est réputée être nulle;

b) dans le calcul, après l'aliénation, du prix de base rajusté pour lui de son intérêt dans la société immédiatement après cette aliénation, il doit ajouter l'excédent du coût indiqué pour lui du bien immédiatement avant son aliénation sur le produit de cette aliénation.

«616. Aux fins de l'article 615, un contribuable est réputé être un associé majoritaire d'une société lorsque:

a) l'ensemble de sa part, de celle de son conjoint et de celle d'une personne ou d'un groupe de personnes qui contrôle le contribuable de quelque manière que ce soit ou qui est ainsi contrôlé par lui, dans le revenu de la société provenant d'une source quelconque pour l'exercice financier de la société pendant lequel elle acquiert le bien, excède la moitié de ce revenu; ou

b) l'ensemble de sa part et de celles des personnes et du groupe de personnes visés dans le paragraphe *a*, dans le montant total qui serait versé à tous les membres de la société si elle était dissoute immédiatement après l'acquisition du bien par elle, sans tenir compte d'une part dans un revenu de la société, excède la moitié de ce montant total. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981, sauf si elle survient avant le 1^{er} janvier 1983 et que les arrangements à cet effet étaient très avancés et établis par écrit le 12 novembre 1981.

134. 1. L'article 637 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«637. Malgré l'article 231, le gain en capital imposable d'un contribuable provenant de l'aliénation d'un intérêt dans une société en faveur d'une personne exonérée de l'impôt en vertu des articles 980 à 999.1 est réputé être: ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

135. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 638, de l'article suivant:

« **638.1** Malgré le deuxième alinéa de l'article 231, la perte en capital d'une corporation provenant de l'aliénation d'un intérêt dans une société à un moment quelconque est réputée être le montant de la perte déterminé par ailleurs moins l'ensemble de chaque montant dont la part de la corporation dans la perte de la société relative à une action du capital-actions d'une corporation qui est un bien de la société à ce moment serait réduite en vertu du deuxième alinéa de l'article 741 ou de l'article 744.1 si l'exercice financier de la société s'était terminé immédiatement avant ce moment et si la société avait aliéné l'action immédiatement avant la fin de cet exercice financier pour sa juste valeur marchande à ce moment. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

136. 1. L'article 650 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **650.** Aux fins de l'article 443, du deuxième alinéa de l'article 454 et du paragraphe *a* des articles 653 et 683, le revenu d'une fiducie est calculé sans tenir compte des dispositions de la présente partie moins, sauf dans le cas du paragraphe *a* de l'article 683, tout dividende qui y est par ailleurs inclus et qui est visé dans les articles 501 à 502.1, 1106 ou 1116. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un dividende payé après le 28 juin 1982.

137. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 651, de l'article suivant:

« **651.1** Sauf disposition contraire de la présente partie et sans restreindre l'application des articles 456 à 458, 466 et 467, un montant inclus en vertu des articles 659 et 661 à 663 dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire d'une fiducie pour une année d'imposition est réputé être un revenu du bénéficiaire pour l'année provenant d'un bien qui est une participation dans la fiducie et ne pas provenir d'une autre source et un montant admissible en déduction dans le calcul du montant qui, en l'absence des paragraphes *a* et *b* de l'article 657, serait le revenu d'une fiducie pour une année d'imposition ne doit pas être déduit par un bénéficiaire de la fiducie dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un montant inclus ou admissible en déduction dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

138. 1. L'article 653 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie du premier alinéa qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**653.** Une fiducie est réputée aliéner et immédiatement réacquérir toutes ses immobilisations, tous ses biens visés dans les paragraphes *a* à *e* de l'article 328 et tous ses terrains compris dans l'inventaire de l'une de ses entreprises, aux jours suivants:».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

139. 1. L'article 654 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**654.** Lorsque les biens visés dans l'article 653 ne sont pas des biens amortissables d'une catégorie prescrite de la fiducie, celle-ci est réputée les aliéner pour un produit égal à leur juste valeur marchande au jour de cette aliénation et les réacquérir immédiatement après pour le même montant.».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

140. 1. L'article 657 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) la partie du montant qui serait, en l'absence du présent paragraphe, du paragraphe *b* et, lorsque la fiducie est une fiducie décrite dans le paragraphe *a* du premier alinéa et dans le deuxième alinéa de l'article 653, des articles 653 à 656.1 et 691, son revenu pour l'année, dans la mesure où cette partie est à payer dans l'année à un bénéficiaire qui réside au Canada à ce moment, ou même hors du Canada, si, dans ce dernier cas, la fiducie réside à ce moment au Canada, ou dans la mesure où elle a été incluse dans le calcul du revenu de ce bénéficiaire en vertu de l'article 662;».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

141. 1. L'article 657.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**657.1** Malgré le paragraphe *a* de l'article 657, lorsque cet article s'applique à une fiducie pour employés, le montant que celle-ci peut déduire en vertu de ce paragraphe *a* est égal à l'excédent du montant qui, en l'absence du présent article et de ce paragraphe *a*, serait son revenu pour l'année sur l'excédent, pour l'année, de l'ensemble de ses revenus provenant d'une entreprise sur l'ensemble de ses pertes en découlant et, lorsqu'il s'applique à une fiducie régie par un régime de prestations aux employés, le montant que cette dernière peut ainsi déduire est égal à la partie du montant qui, en l'absence du présent article et de ce paragraphe *a*, serait son revenu pour l'année, dans la mesure où cette partie est payée dans l'année à un bénéficiaire.».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981; toutefois, lorsque l'article 657.1 de la Loi sur les impôts réfère

à une fiducie pour employés, il s'applique à compter de l'année d'imposition 1980.

142. 1. L'article 658 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Le revenu accumulé d'une fiducie pour une année d'imposition est, aux fins du présent chapitre, le montant qui, sans le paragraphe *b* de l'article 657, représenterait son revenu pour l'année moins, lorsque la fiducie est une fiducie décrite dans le paragraphe *a* du premier alinéa et dans le deuxième alinéa de l'article 653, le montant inclus dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année d'imposition en vertu d'une aliénation réputée avoir été faite après le 12 novembre 1981 en vertu des articles 653 à 656.1 ou 691. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

143. 1. L'article 663 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**663.** Le revenu d'une fiducie pour une année d'imposition avant toute déduction en vertu de l'article 130.1, des paragraphes *a* et *b* de l'article 657 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130, doit également être inclus dans le calcul du revenu, dans le cas d'une fiducie qui n'est pas régie par un régime de prestations aux employés, d'un bénéficiaire pour l'année dans la mesure où il est devenu à payer à ce dernier dans l'année, qu'il lui soit versé ou non, et ne doit pas l'être pour une année subséquente où le paiement est effectué, et, dans le cas d'une fiducie régie par un tel régime, d'une personne qui a contribué au régime à titre d'employeur dans la mesure où il a été payé dans l'année à cette personne. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1980.

144. 1. L'article 665 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**665.** Un contribuable qui a inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, en vertu des articles 663 ou 684, un montant relatif à sa participation au revenu d'une fiducie peut déduire, pour la même année, le moindre de ce montant ou de l'excédent du coût de sa participation sur l'ensemble des montants admissibles en déduction à ce titre en vertu du présent article dans le calcul de son revenu pour les années d'impositions antérieures.

«**665.1** Aux fins de l'article 665 et malgré le paragraphe *a* de l'article 422, le coût, pour un contribuable, d'une participation au revenu d'une fiducie, autre qu'une participation qu'il a acquise d'une personne qui en était le bénéficiaire immédiatement avant son acquisition par le contribuable, est réputé être nul. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

145. 1. L'article 666 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

« **666.** 1. Aux fins de la présente partie, la partie des dividendes imposables reçus par une fiducie qui peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considérée comme partie du montant inclus, en vertu des articles 659 ou 661 à 663, dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire particulier pour l'année, est réputée reçue dans l'année par ce dernier et non par la fiducie. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une attribution effectuée après le 12 novembre 1981.

146. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 669, des articles suivants:

« **669.1** Le montant qui serait autrement inclus en vertu de l'article 317 dans le calcul du revenu d'une fiducie testamentaire pour une année d'imposition est réputé, aux fins des articles 707 à 709 lorsque la fiducie a été créée lors du décès ou en raison du décès du particulier dont le bénéficiaire donné était le conjoint, du présent article et du paragraphe d de l'article 339, être inclus en vertu de cet article 317 dans le calcul du revenu pour l'année d'un bénéficiaire donné de la fiducie et non dans celui de la fiducie dans la mesure où ce montant peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considéré comme faisant partie du montant inclus, en vertu de l'article 663, dans le calcul du revenu du bénéficiaire donné pour l'année d'imposition et si ce montant a été exclusivement attribué au bénéficiaire donné par la fiducie dans sa déclaration fiscale pour l'année.

« **669.2** Le montant reçu dans une année d'imposition par une fiducie testamentaire lors du décès d'un employé, ou après ce décès, en reconnaissance de ses services dans une charge ou un emploi, est réputé être un montant reçu à un moment donné par un bénéficiaire donné de la fiducie lors du décès de l'employé, ou après ce décès, en reconnaissance des services de l'employé dans une charge ou un emploi et ne pas l'avoir été par la fiducie dans la mesure où ce montant peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considéré comme étant payé ou à payer à ce moment donné au bénéficiaire donné. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 12 novembre 1981.

147. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 670, de l'article suivant:

«**670.1** Malgré le paragraphe *a* de l'article 664 et l'article 670, une attribution en vertu de ce paragraphe *a* ou une détermination en vertu de cet article 670 que fait une fiducie dans une année d'imposition est sans effet si une telle attribution ou détermination permet à un bénéficiaire de la fiducie de déduire, dans le calcul de son revenu pour une période durant laquelle il détient un tel droit dans la fiducie, une partie d'un montant qui, en l'absence de ce paragraphe *a* ou cet article 670, serait admissible en déduction par la fiducie durant cette période, qui excède la proportion de ce montant représentée par le rapport entre:

a) la part du bénéficiaire dans le montant déterminé dans le paragraphe *b*; et

b) le montant qui constituerait le revenu total de la fiducie pour la période si aucune déduction n'était faite en vertu de l'article 130.1, des paragraphes *a* ou *b* de l'article 657 ou des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 ou de l'article 360 pour une année d'imposition de la fiducie qui se termine dans cette période ou qui y coïncide. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

148. 1. L'article 671 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**671.** Aux fins du présent article et des articles 146.1 et 772, les règles suivantes s'appliquent: »;

2° par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par les suivants:

«*b*) le bénéficiaire visé dans le paragraphe *a* est réputé avoir versé pour cette année d'imposition au gouvernement du pays ou de la subdivision *y* visés et d'où provient le revenu qui lui est attribué, une partie de l'excédent de l'impôt versé par la fiducie pour l'année à ce gouvernement sur le montant qui, à l'égard de cet impôt, est admissible en déduction dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année en vertu de l'article 146 ou *y* est déduit en vertu de l'article 146.1, représentée par le rapport qui existe entre la partie du revenu visé dans le paragraphe *a* qui lui est attribuable pour l'année en vertu des articles 659 ou 663 sur le revenu total de la fiducie pour l'année provenant des sources situées dans ce pays étranger ou cette subdivision, avant toute déduction en vertu des paragraphes *a* ou *b* de l'article 657; et

«*c*) le revenu d'une fiducie provenant de sources situées dans un pays étranger ou dans une subdivision politique d'un tel pays, pour une année d'imposition, est celui qui en provient moins ce qui est réputé

être le revenu de tout bénéficiaire, aux termes du paragraphe *a*; de même, l'impôt payé par elle est réputé être celui qu'elle a payé, moins le montant qui, à l'égard de cet impôt, est admissible en déduction dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année en vertu de l'article 146 ou y est déduit en vertu de l'article 146.1, et moins ce qui est réputé avoir été versé par tout bénéficiaire aux termes du paragraphe *b*. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 12 novembre 1981.

149. 1. L'article 672 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**672.** Le présent chapitre s'applique à une fiducie qui n'est pas une fiducie de fonds mutuels, lorsqu'un montant est à payer à l'égard du revenu de la fiducie pour une année d'imposition à un bénéficiaire qui, au moment où le montant devient ainsi à payer, est une personne qui ne réside pas au Canada, une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada ou une fiducie non exonérée d'impôt qui réside au Canada dont l'un des bénéficiaires n'a pas résidé au Canada durant toute la période commençant le 6 mai 1974 et prenant fin au moment où le montant devient ainsi à payer.

Le présent chapitre s'applique également à une fiducie décrite dans le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 653 et dans le deuxième alinéa de cet article, lorsqu'un montant est inclus dans le calcul du revenu de la fiducie pour une année d'imposition en vertu d'une aliénation réputée avoir été faite, après le 12 novembre 1981, en vertu des articles 653 à 656.1 ou 691 et que la fiducie et un bénéficiaire privilégié de la fiducie ont fait le choix prévu par l'article 659 à l'égard de l'année. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981; toutefois, à l'égard d'une fiducie testamentaire, il s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

150. 1. L'article 674 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**674.** Le montant qui doit être déduit par un fiducie de l'ensemble déterminé dans l'article 673 est l'ensemble de:

a) lorsque la fiducie est une fiducie décrite dans le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 653 et dans le deuxième alinéa de cet article, la proportion de l'excédent du montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en vertu d'une aliénation réputée avoir été faite après le 12 novembre 1981 en vertu des articles 653 à 656.1 ou 691, sur l'excédent de son revenu pour l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de l'article 130.1, des paragraphes *a* et *b* de l'article 657 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe

a de l'article 130, sur le montant déterminé dans le deuxième alinéa, représentée par le rapport entre le montant déterminé dans le paragraphe *a* de l'article 673 et le montant déterminé dans le deuxième alinéa; et

b) la proportion de l'excédent de son revenu désigné pour l'année d'imposition qui n'est pas un revenu désigné provenant, s'il s'agit de la fiducie décrite dans le paragraphe *a*, d'une aliénation décrite dans le paragraphe *a* ou, s'il s'agit d'une fiducie testamentaire, d'une aliénation faite avant le 13 novembre 1981, sur l'excédent de son revenu pour l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de l'article 130.1, des paragraphes *a* et *b* de l'article 657 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 et moins le montant déterminé dans le deuxième alinéa, sur le montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition en vertu d'une aliénation décrite dans le paragraphe *a*, représentée par le rapport entre la partie de son revenu pour l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de l'article 130.1, des paragraphes *a* et *b* de l'article 657 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130, qui, en l'absence de l'article 673, serait à payer dans l'année d'imposition à un bénéficiaire de la fiducie visé dans le premier alinéa de l'article 672, et le montant déterminé dans le deuxième alinéa.»

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981; toutefois, à l'égard d'une fiducie testamentaire, il s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

151. 1. L'article 676 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**676.** Aux fins de l'article 663, est réputée ne pas être à payer dans une année d'imposition d'une fiducie à un bénéficiaire donné de la fiducie, la partie du montant qui, lorsque les articles 672 à 674 s'appliquent à la fiducie, est visé dans le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 674 ou qui, dans le cas contraire, est l'excédent du montant décrit dans l'article 663 sur le montant admissible en déduction en vertu du paragraphe *a* de l'article 657, que l'on peut raisonnablement considérer comme faisant partie du montant qui a été, en vertu de l'article 663, inclus dans le calcul du revenu pour l'année du bénéficiaire donné et qui n'a pas été attribuée par la fiducie à aucun autre bénéficiaire, si cette partie lui a été attribuée par la fiducie dans sa déclaration fiscale pour l'année en vertu de la présente partie.

«**676.1** La partie du montant visé dans le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 674 que l'on peut raisonnablement considérer comme faisant partie du montant inclus, en vertu de l'article 663, dans le calcul du revenu pour une année d'imposition d'un bénéficiaire donné de la fiducie visé dans le premier alinéa de l'article 672 et qui n'a pas été attribuée par la fiducie à aucun autre tel bénéficiaire, est réputée, aux fins de l'article 663, ne pas être à payer dans l'année au bénéficiaire

donné, si cette partie lui a été attribuée par la fiducie dans sa déclaration fiscale pour l'année en vertu de la présente partie. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

152. 1. L'article 677 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**677.** Malgré toute disposition inconciliable de la présente partie, les règles prévues par le présent chapitre s'appliquent à une fiducie testamentaire.

Aux fins du présent chapitre, une fiducie testamentaire, dans une année d'imposition, signifie une fiducie ou une succession qui débute au décès d'un particulier et en raison de son décès, incluant une fiducie visée dans l'article 441, mais ne comprend pas:

- a) une fiducie créée par une autre personne que le particulier;
- b) une fiducie créée après le 12 novembre 1981 si, avant la fin de l'année d'imposition, un bien lui a été remis autrement que par un particulier lors de son décès; et
- c) une fiducie créée avant le 13 novembre 1981 si un bien lui a été remis après le 28 juin 1982 autrement que par un particulier lors de son décès ou si, avant la fin de l'année d'imposition, la juste valeur marchande des biens de la fiducie qui lui ont été remis autrement que par un particulier lors de son décès et de ceux qui ont été substitués à de tels biens, excède la juste valeur marchande de ses biens qui lui ont été remis par un particulier lors de son décès et de ceux qui ont été substitués à de tels biens; aux fins du présent paragraphe, la juste valeur marchande d'un bien est établie au moment de son acquisition par la fiducie. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

153. 1. L'article 686 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 2, du paragraphe suivant:

«3. Par ailleurs, lorsque l'aliénation de la totalité ou d'une partie d'une participation au capital d'une fiducie qui n'est pas une fiducie prescrite est faite par une corporation, sa perte en capital en découlant est réputée être égale à sa perte autrement établie moins les montants que la fiducie a reçus avant l'aliénation et qu'elle a attribués à la corporation en vertu des articles 666 ou 667. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

154. 1. L'article 687 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **687.** Aux fins de l'article 686 et malgré le paragraphe *a* de l'article 422, le coût pour un contribuable d'une participation au capital d'une fiducie, autre qu'une participation qu'il a acquise d'une personne qui en était le bénéficiaire immédiatement avant son acquisition par le contribuable ou qu'une participation émise au contribuable pour une contrepartie qu'il a payée et qui est égale à la juste valeur marchande de la participation au moment de son émission, est réputé être nul. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

155. 1. L'article 691 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **691.** Malgré les paragraphes *a* à *c* de l'article 688, si la fiducie visée dans cet article est une fiducie décrite dans le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 653 et dans le deuxième alinéa de cet article, si le bien est une immobilisation, un bien visé dans les paragraphes *a* à *e* de l'article 328 ou un terrain compris dans l'inventaire d'une entreprise de la fiducie, si le contribuable à qui le bien est transporté n'est pas le conjoint et si ce dernier est vivant lors du transport, les règles suivantes s'appliquent: ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

156. 1. L'article 694 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **694.** Aux fins du calcul du revenu imposable d'un contribuable pour une année d'imposition et du calcul de son montant d'étalement accumulé au sens du paragraphe *b* de l'article 737.1 à la fin d'une année d'imposition, les règles suivantes s'appliquent:

a) toute déduction accordée à ce contribuable en vertu d'une disposition d'une loi prescrite dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure à l'égard de laquelle il n'était pas assujéti à l'impôt prévu par la présente partie est réputée, sauf disposition contraire prescrite, lui avoir été aussi accordée en vertu de la disposition correspondante de la présente partie dans le calcul de son revenu imposable pour cette année antérieure;

b) tout montant que ce contribuable a inclus en vertu d'une disposition d'une loi prescrite dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure décrite dans le paragraphe *a* par suite d'une désignation qu'il a faite dans un choix pour cette année en vertu d'une disposition de cette loi est réputé, sauf disposition contraire prescrite, avoir été aussi inclus en vertu de la disposition correspondante de la présente partie dans le calcul de son revenu imposable pour cette année antérieure par suite d'une désignation qu'il

a faite dans un choix pour cette année en vertu de la disposition correspondante de la présente partie. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

157. 1. L'article 694.1 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) le montant de 3 600 \$ mentionné dans l'article 726; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

158. 1. L'article 695 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe *b* par le suivant:

«ii. maintient, seul ou conjointement avec une ou plusieurs personnes, un établissement domestique autonome où il vit et subvient aux besoins d'une personne qui est entièrement à sa charge ou à la fois entièrement à sa charge et à leur charge, est unie à lui ou à lui et à une ou plusieurs de ces personnes par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption et, sauf s'il s'agit d'un enfant du particulier, réside au Canada; »;

2° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) tout montant dépensé par le particulier pendant l'année pour le soutien, pendant cette année, d'une personne qui réside au Canada et qui est:

i. son père, sa mère, son grand-père ou sa grand-mère à sa charge en raison d'une infirmité mentale ou physique ou sa soeur ou son frère qui remplit les conditions visées dans le sous-paragraphe i du paragraphe *c*, jusqu'à concurrence de 900 \$ moins la partie du revenu de la personne à charge qui, pour l'année, excède 2 000 \$;

ii. sa soeur ou son frère qui remplit les conditions visées dans le sous-paragraphe ii du paragraphe *c*, jusqu'à concurrence de 550 \$ moins la partie du revenu de la personne à charge qui, pour l'année, excède 2 000 \$; ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

159. 1. L'article 703 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«b) un paiement de rente en vertu d'un régime d'intéressement différé, d'un régime révoqué selon les articles 876 ou 876.1, d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un nouveau régime visé dans l'article 914 auquel s'appliquait le premier alinéa de ce dernier article avant le 26 mai 1976 ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite;».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

160. 1. L'article 704 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *a*, du mot «et»;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«b) l'excédent de tout paiement de rente y inclus en vertu du paragraphe *c* de l'article 312 sur l'élément capital de ce paiement déterminé en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 336; et»;

3° par l'addition du paragraphe suivant:

«c) tout montant y inclus en vertu des articles 92.9 à 92.20 ou du paragraphe *c.1* de l'article 312.».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1983.

161. 1. L'article 705 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**705.** Aux fins du présent titre, un dividende majoré signifie un montant qui doit être inclus, en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 497, dans le calcul du revenu d'un particulier pour une année d'imposition, à l'exclusion d'un tel montant relié à un dividende qu'il reçoit d'une corporation avec qui il a un lien de dépendance ou qu'il est réputé recevoir en vertu des articles 504 à 510.1 et 517.».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un dividende payé après le 12 novembre 1981.

162. 1. Les articles 707 et 708 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**707.** Un particulier qui a atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année peut déduire, jusqu'à concurrence de 1 000 \$, l'ensemble des montants visés dans le deuxième alinéa et de tout montant qu'il reçoit dans l'année à titre:

a) de paiement d'une rente viagère en vertu d'un régime de retraite ou provenant d'un tel régime;

b) de paiement de rente en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un nouveau régime visé dans l'article 914 ou d'une rente à l'égard de laquelle un montant est inclus dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *c.2* de l'article 312;

c) de paiement en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite ou provenant d'un tel fonds;

d) de paiement de rente en vertu d'un régime d'intéressement différé ou d'un régime révoqué selon les articles 876 ou 876.1 ou de paiement visé dans le paragraphe *a* de l'article 873;

e) d'excédent d'un paiement de rente inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *c* de l'article 312 sur l'élément capital de ce paiement déterminé en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 336, si le particulier a atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année, sauf s'il choisit, dans sa déclaration fiscale produite pour l'année conformément à l'article 1000, d'inclure cet excédent et tout excédent semblable dans le calcul de son revenu pour l'année à titre d'intérêt aux fins de l'article 702.

Les montants auxquels le premier alinéa réfère sont ceux qui sont inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année en vertu des articles 92.9 à 92.20 ou du paragraphe *c.1* de l'article 312, si le particulier a atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année, sauf s'il choisit, dans sa déclaration fiscale produite pour l'année conformément à l'article 1000, d'inclure tous ces montants dans le calcul de son revenu pour l'année à titre d'intérêt aux fins de l'article 702.

«708. Un particulier qui n'a pas atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année, qui n'est pas une fiducie, et qui, avant la fin de l'année, remplit l'une des conditions décrites dans le deuxième alinéa peut déduire, jusqu'à concurrence de 1 000 \$, l'ensemble de tout montant visé dans le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 707 qu'il reçoit dans l'année et de tout montant qu'il reçoit dans l'année en raison du décès de son conjoint et qui est visé dans les paragraphes *b* à *e* de ce premier alinéa et dans le deuxième alinéa de cet article ou qui y serait visé si l'on ne tenait pas compte de la référence à l'âge du particulier.

La déduction prévue par le présent article n'est permise que si le particulier, avant la fin de l'année:

a) a atteint l'âge de 60 ans;

b) a reçu une rente d'invalidité ou de conjoint survivant en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de cette loi; ou

c) n'a pas atteint l'âge de 60 ans et ne déduit pas un montant en vertu du paragraphe *d* de l'article 339 dans le calcul de son revenu pour l'année, sauf à l'égard d'un montant qu'il a inclus dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 885 et qu'il a reçu en acquittement de tous ses droits en vertu d'un régime d'intéressement différé. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

163. 1. L'article 710 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **710.** Un contribuable peut déduire l'ensemble des dons qu'il fait au cours de l'année et ceux qu'il a faits au cours des cinq années d'imposition précédentes dans la mesure où le montant de ces dons n'était pas admissible en déduction pour une année d'imposition antérieure: ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un don fait après l'année d'imposition 1980.

164. 1. L'article 713 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **712.1** Aux fins des articles 710 à 712, lorsqu'un particulier fait un don dans l'année de son décès, il est réputé l'avoir fait dans l'année précédente, dans la mesure où le montant de ce don n'est pas admissible en déduction dans le calcul de son revenu imposable pour l'année de son décès.

« **713.** Aux fins des articles 710 à 712, un contribuable ne peut déduire un montant pour des dons visés dans les paragraphes *a* à *j* de l'article 710 qu'il fait au cours d'une année d'imposition tant que le montant admissible en déduction en vertu de chacun de ces paragraphes pour tous les dons qu'il a faits au cours de toutes les années d'imposition antérieures n'a pas été déduit. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un don fait après l'année d'imposition 1980.

165. 1. L'article 725 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **725.** Un particulier peut déduire un montant qu'il inclut dans le calcul de son revenu pour l'année et qui constitue:

a) un montant exonéré de l'impôt sur le revenu au Canada en vertu d'une disposition d'une convention ou d'un accord fiscal avec un autre pays qui a force de loi au Canada;

b) une indemnité reçue en vertu d'une loi du Canada ou d'une province sur les accidents de travail pour blessure, invalidité ou décès, à l'exception d'une indemnité reçue à titre d'employeur ou d'ancien employeur de la personne pour qui une indemnité pour blessure, invalidité ou décès a été payée; ou

c) un paiement d'assistance sociale basé sur un examen des ressources, des besoins ou du revenu et versé par un organisme de charité enregistré ou dans le cadre d'un programme établi par une loi du Canada ou d'une province, à l'exception d'un programme prescrit. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

166. 1. L'article 726 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a)* de l'ensemble du montant décrit dans le deuxième alinéa et des montants que son conjoint peut réclamer à titre de déduction pour l'année en vertu du paragraphe *h* de l'article 695 ou de l'article 723 sur »;

2° par l'addition de l'alinéa suivant:

« Le montant auquel le paragraphe *a* du premier alinéa réfère est un montant égal au moindre des montants suivants:

a) l'ensemble des montants que le conjoint du particulier peut réclamer pour l'année en vertu des articles 702 à 709;

b) l'excédent du montant maximal de la déduction permise par le paragraphe *a* de l'article 695 pour l'année sur le montant que le particulier déduit pour l'année en vertu de ce paragraphe. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

167. 1. L'article 736 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **736.** L'article 729 n'a pas pour effet de permettre à une corporation de déduire un montant à titre de perte nette en capital d'une année antérieure, si le contrôle de la corporation a été acquis avant la fin de l'année d'imposition par une ou plusieurs personnes qui ne contrôlaient pas cette corporation à l'expiration de cette année antérieure.

« **736.01** Une corporation dont le contrôle est acquis à un moment quelconque par un ou plusieurs acquéreurs ne peut déduire pour une année d'imposition qui se termine après ce moment, à titre de perte

autre qu'une perte en capital, la partie d'une telle perte subie dans une année d'imposition qui se termine avant ce moment qui peut être considérée comme une perte subie dans l'exploitation d'une entreprise donnée.

Toutefois, si la corporation a exploité cette entreprise durant toute l'année et après ce moment en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit, elle peut déduire pour cette année un montant n'excédant pas l'ensemble:

a) de son revenu pour l'année provenant de l'exploitation de l'entreprise ainsi que de toute autre entreprise dont presque tous les revenus proviennent de la vente, de la location ou de la mise en valeur de biens ou de la prestation de services semblables aux biens vendus, loués ou mis en valeur ou aux services rendus dans l'exploitation de l'entreprise donnée avant ce moment; et

b) de l'excédent de ses gains en capital imposables sur l'excédent de ses pertes en capital admissibles sur ses pertes admissibles à l'égard d'un placement dans une entreprise provenant, pour l'année, de l'aliénation de biens dont elle était propriétaire lors de l'acquisition du contrôle et qu'elle n'avait pas acquis d'un acquéreur visé dans le premier alinéa ou d'une personne qui avait un lien de dépendance avec un tel acquéreur.

« **736.02** Lorsque, à un moment quelconque, le contrôle d'une corporation qui n'est pas exonérée d'impôt immédiatement avant ce moment en vertu de la présente partie est acquis et que la partie non amortie du coût en capital pour elle des biens amortissables d'une catégorie prescrite excèderait à ce moment, sans le présent article, la juste valeur marchande de l'ensemble des biens de la catégorie ou que la partie admise de ses immobilisations intangibles relatives à une entreprise excèderait à ce moment, sans le présent article, 50% de la juste valeur marchande de l'ensemble de ses immobilisations intangibles relatives à l'entreprise, les règles suivantes s'appliquent:

a) le premier excédent est réputé avoir été accordé en déduction à la corporation à l'égard des biens de la catégorie en vertu des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition qui se terminent avant ce moment;

b) le deuxième excédent est réputé avoir été déduit par la corporation en vertu du paragraphe *b* de l'article 130 dans le calcul de son revenu provenant de l'entreprise pour les années d'imposition qui se terminent avant ce moment;

c) chaque excédent est réputé être la perte autre qu'une perte en capital, ou être ajoutée à une telle perte, subie par la corporation dans

l'année d'imposition qui précède immédiatement celle de l'acquisition du contrôle, à titre de perte provenant de l'exploitation soit de l'entreprise dans laquelle les biens amortissables sont utilisés à ce moment, soit de l'entreprise à laquelle les immobilisations intangibles se rattachent, selon le cas;

d) nulle partie de ces excédents n'est admissible en déduction dans le calcul du revenu imposable de la corporation pour une année d'imposition qui précède celle de l'acquisition du contrôle.

« **736.03** Aux fins de l'article 736.02, lorsque l'année d'imposition au cours de laquelle a lieu l'acquisition du contrôle est la première année d'imposition de la corporation, celle-ci est réputée avoir eu une année d'imposition précédente.

« **736.04** Lorsque le contrôle d'une corporation est acquis à un moment quelconque par une ou plusieurs personnes, la partie de la perte autre qu'une perte en capital de la corporation pour une année d'imposition qui se termine avant ce moment, dans la mesure où elle n'était pas admissible en déduction dans le calcul du revenu de la corporation pour une telle année et peut être considérée comme une telle perte d'une filiale, au sens de l'article 556, provenant de l'exploitation d'une entreprise donnée et à l'égard de laquelle s'appliquaient les articles 564.2, 564.3 et 564.4, tels qu'ils se lisaient le 12 novembre 1981, est réputée être une perte autre qu'une perte en capital subie par la corporation dans l'exploitation de l'entreprise donnée de cette filiale. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard de l'acquisition du contrôle d'une corporation qui survient après le 12 novembre 1981, sauf lorsqu'une telle acquisition survient avant le 1^{er} janvier 1983 et que les arrangements à cet effet étaient très avancés et établis par écrit le 12 novembre 1981; toutefois, l'article 736.04 de la Loi sur les impôts qu'il édicte a effet depuis le 13 novembre 1981.

168. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 737, de ce qui suit:

« TITRE VII.1

« ÉTALEMENT DU REVENU

« CHAPITRE I

« INTERPRÉTATION

« **737.1** Dans le présent titre et les articles 752.1 à 752.5, on entend par:

a) « année d'établissement de la moyenne »: une année d'imposition pour laquelle un particulier déduit un montant en vertu de l'article 737.4;

b) « montant d'étalement accumulé » d'un particulier à la fin d'une année d'imposition:

i. s'il s'agit d'une année d'imposition qui n'est pas celle de son décès, le produit déterminé en vertu de l'article 737.2;

ii. s'il s'agit de l'année d'imposition de son décès, l'excédent visé dans le paragraphe *a* de l'article 737.2;

c) « revenu rajusté » d'un particulier pour une année d'imposition: le produit déterminé en vertu de l'article 737.3.

« CHAPITRE II

« GÉNÉRALITÉS

« **737.2** Le montant d'étalement accumulé d'un particulier à la fin d'une année d'imposition qui n'est pas celle de son décès s'obtient en multipliant:

a) l'excédent de l'ensemble de son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année d'imposition précédente et du montant qu'il déduit pour l'année en vertu de l'article 737.4 sur le montant qu'il désigne dans son choix pour l'année en vertu de l'article 737.8; par

b) le rapport entre l'indice des prix à la consommation au Canada, publié par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Statuts du Canada), pour la période de 12 mois prenant fin le 30 septembre de cette année et celui qui a été ainsi publié pour la période prenant fin le 30 septembre de l'année précédente, lequel rapport doit être rajusté de la manière pouvant être prescrite et arrondi au plus proche $\frac{1}{1000}$ ou, s'il est équidistant de deux $\frac{1}{1000}$, au $\frac{1}{1000}$ supérieur.

« **737.3** Le revenu rajusté d'un particulier pour une année d'imposition s'obtient en multipliant son revenu pour l'année par le rapport entre l'indice des prix à la consommation au Canada, publié par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Statuts du Canada), pour la période de 12 mois prenant fin le 30 septembre précédant l'année d'établissement de la moyenne et celui qui a été ainsi publié pour la période de 12 mois prenant fin le 30 septembre précédant l'année d'imposition, lequel rapport doit être rajusté et arrondi de la manière mentionnée dans le paragraphe *b* de l'article 737.2.

«CHAPITRE III

«DÉDUCTION

«**737.4** Un particulier qui n'est pas une fiducie et qui a résidé au Canada tout au long d'une année d'établissement de la moyenne et des deux années d'imposition précédentes peut déduire dans le calcul de son revenu imposable pour l'année d'établissement de la moyenne un montant qui n'est pas inférieur à 1 000 \$ ni supérieur au moindre des montants suivants:

a) son revenu imposable pour l'année déterminé avant toute déduction en vertu du présent article;

b) le plus élevé des montants déterminés en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 737.5.

«**737.5** Les montants auxquels l'article 737.4 réfère sont les suivants:

a) le total de:

i. l'ensemble des revenus du particulier pour l'année d'établissement de la moyenne provenant de la production d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique ou de ses activités en tant qu'athlète, musicien ou professionnel du spectacle, notamment comme artiste de théâtre, de cinéma, de radio ou de télévision; et

ii. de la moitié de l'excédent de l'ensemble des montants inclus en vertu du deuxième alinéa de l'article 234 ou du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 279 dans le calcul du gain du particulier pour l'année d'établissement de la moyenne provenant de l'aliénation d'un bien sur l'ensemble des montants qu'il déduit dans ce calcul en vertu de l'article 234 ou du paragraphe *a* de l'article 279;

b) l'excédent du revenu du particulier pour l'année d'établissement de la moyenne sur 110% du quotient obtenu en divisant:

i. l'ensemble de ses revenus rajustés pour celles des trois années d'imposition qui précèdent immédiatement l'année d'établissement de la moyenne qui sont des années tout au long desquelles il a résidé au Canada; par

ii. le nombre des années d'imposition visées dans le sous-paragraphe i.

«**737.6** L'article 737.4 ne s'applique que si le particulier produit au ministre, avec sa déclaration fiscale en vertu de la présente partie pour l'année d'établissement de la moyenne et au plus tard le jour où il doit produire cette déclaration, un choix en la forme prescrite.

« **737.7** Le choix visé dans l'article 737.6 ne vaut pour une année d'établissement de la moyenne que si les conditions suivantes sont remplies:

a) le particulier remet au ministre, dans les 30 jours de la date du dépôt à la poste du premier avis de cotisation en vertu de la présente partie à l'égard de son revenu pour l'année, la totalité des impôts, intérêts et pénalités cotisés et alors impayés pour l'année, qu'une opposition, un appel ou un appel sommaire interjeté en vertu du chapitre IV de la Loi sur le ministère du revenu (L.R.Q., chapitre M-31) soit ou non en cours à l'égard de la cotisation; et

b) le particulier produit au ministre, au plus tard à la date à laquelle le choix doit l'être:

i. une déclaration fiscale pour chaque année d'imposition visée dans le sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 737.5 pour laquelle il devait payer un impôt en vertu de la présente partie; et

ii. avec sa déclaration fiscale pour l'année d'établissement de la moyenne, une formule prescrite pour chaque année d'imposition visée dans le sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 737.5 pour laquelle il ne devait pas payer d'impôt en vertu de la présente partie et n'a pas produit au ministre de déclaration fiscale.

«CHAPITRE IV

«INCLUSION

« **737.8** Un particulier qui réside au Canada pendant toute une année d'imposition, peut ajouter dans le calcul de son revenu imposable pour l'année la partie de son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année d'imposition précédente qu'il désigne dans un choix en la forme prescrite qu'il produit au ministre, avec sa déclaration fiscale pour l'année en vertu de la présente partie, au plus tard le jour où il doit produire cette déclaration ou le devrait s'il devait payer un impôt pour l'année en vertu de la présente partie.

«CHAPITRE V

«CAS SPÉCIAUX

« **737.9** Les chapitres III et IV ne s'appliquent pas à une déclaration fiscale distincte produite en vertu du deuxième alinéa de l'article 429 ou des articles 681 et 1003.

« **737.10** Un particulier ne peut faire un choix prévu par l'article 737.6 pour une année d'imposition prenant fin dans une année civile au cours de laquelle il est un failli, au sens de l'article 777.

« **737.11** Aux fins des chapitres III et IV, un particulier qui décède au cours d'une année d'imposition est réputé avoir résidé au Canada durant toute cette année s'il y a résidé durant toute la période commençant le premier jour de cette année et se terminant le jour de son décès.

« **737.12** Lorsque le montant déduit par un particulier en vertu de l'article 737.4 pour une année d'établissement de la moyenne excède celui qu'il pouvait déduire pour l'année en vertu de cet article, les règles suivantes s'appliquent:

a) l'excédent est réputé ne pas être inclus dans le montant déduit en vertu de l'article 737.4;

b) la partie, qui peut raisonnablement être attribuée à l'excédent visé dans le paragraphe *a*, du montant qui constituerait le montant déterminé pour l'année en vertu de l'article 752.2 si ce n'était de ce paragraphe *a*, est réputée être un montant qu'il a payé, en acompte sur son impôt pour l'année en vertu de la présente partie, au dernier en date des jours suivants:

- i. le jour où il devait produire son choix en vertu de l'article 737.6;
- ii. le jour où il a remis au ministre la totalité des impôts, intérêts et pénalités cotisés pour l'année et alors impayés. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982; toutefois, lorsque l'article 737.4 de la Loi sur les impôts qu'il édicte s'applique à l'année d'imposition 1982, cet article 737.4 doit se lire en y remplaçant les mots «des deux années d'imposition précédentes» par les mots «de l'année d'imposition précédente».

169. 1. L'article 738 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **738.** Une corporation peut déduire de son revenu pour une année d'imposition le montant de tout dividende imposable qu'elle reçoit dans l'année d'une corporation canadienne imposable ou d'une corporation qu'elle contrôle, qui réside au Canada et qui n'est pas une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada ou une corporation exonérée d'impôt en vertu de la présente partie. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un dividende reçu après le 12 novembre 1981.

170. 1. L'article 740.3 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *b*, du mot «ou»;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *c*, du point par ce qui suit: «; ou»;

3° par l'addition du paragraphe suivant:

«*d*) qui est une action prescrite. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un dividende reçu après le 23 octobre 1979.

171. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 740.3, de l'article suivant:

«**740.4** Les articles 738 et 740 ne s'appliquent pas à l'égard d'un dividende qu'une corporation reçoit sur une action qui est, au moment où le dividende est payé, une action privilégiée à court terme d'une autre corporation.

Toutefois, ces articles s'appliquent si l'autre corporation, au moment où le dividende est payé, a un lien de dépendance avec la corporation autrement qu'en vertu d'un droit visé dans le paragraphe *b* de l'article 20. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un dividende reçu après le 12 novembre 1981.

172. 1. Les articles 741 et 742 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**741.** Une corporation qui reçoit un dividende imposable, un dividende en capital ou un dividende en capital d'assurance sur la vie à l'égard d'une action dont elle est propriétaire et qui est une immobilisation, doit soustraire du montant, calculé par ailleurs, de la perte qu'elle subit par suite d'opérations relatives à l'action, l'ensemble des montants qu'elle a reçus à l'égard de celle-ci à titre:

a) de dividende imposable, dans la mesure où le montant de ce dividende était admissible en déduction de son revenu pour une année d'imposition en vertu des articles 738 à 745 ou de l'article 845 et n'était pas un montant sur lequel elle devait payer un impôt prescrit;

b) de dividende en capital ou de dividende en capital d'assurance sur la vie.

La même règle s'applique à l'égard du calcul de la part d'une corporation dans la perte que subit une société relativement à une action qui est une immobilisation de la société, lorsque la corporation est membre de la société et reçoit un dividende imposable, un dividende en capital ou un dividende en capital d'assurance sur la vie à l'égard de l'action.

« **742.** Une fiducie qui n'est pas une fiducie prescrite, qui est propriétaire d'une action qui est une immobilisation et dont un bénéficiaire est une corporation qui reçoit un dividende imposable sur l'action suite à une attribution en vertu de l'article 666 ou en faveur de laquelle une attribution d'un dividende en capital ou d'un dividende en capital d'assurance sur la vie sur l'action est faite en vertu de l'article 667, doit soustraire du montant, calculé par ailleurs, de la perte qu'elle subit relativement à l'action, l'ensemble des montants qu'une corporation qui était un de ses bénéficiaires s'est vu attribuer, en vertu des articles 666 ou 667, à l'égard de l'action à titre de dividende imposable, de dividende en capital ou de dividende en capital d'assurance sur la vie. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

173. 1. Les articles 744 et 745 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **744.** Aux fins de l'article 83 et des règlements adoptés sous son autorité, un contribuable, une fiducie qui n'est pas une fiducie prescrite ou une société, qui détient une action qui n'est pas une immobilisation et qui reçoit un dividende à l'égard de cette action doit, dans le calcul de la juste valeur marchande de l'action à un moment quelconque après le 12 novembre 1981, ajouter à cette valeur calculée par ailleurs l'ensemble des montants, déterminés sans égard à l'article 666, qu'il a reçus avant ce moment à titre de dividende à l'égard de l'action, à l'exclusion d'un dividende à même les gains en capital au sens des articles 1106 et 1116.

« **744.1** Un contribuable qui est membre d'une société et qui reçoit un dividende à l'égard d'une action qui n'est pas une immobilisation de la société, doit calculer sa part dans la perte que subie la société relativement à l'action en soustrayant du montant de la perte, calculé par ailleurs, l'ensemble des montants qu'il a reçus à l'égard de l'action à titre de dividende autre qu'un dividende à même les gains en capital au sens des articles 1106 et 1116, dans la mesure où ces montants n'étaient pas des montants sur lesquels il devait payer un impôt prescrit.

« **744.2** Une fiducie qui n'est pas une fiducie prescrite, qui est propriétaire d'une action qui n'est pas une immobilisation et dont un bénéficiaire est un contribuable qui reçoit un dividende imposable sur l'action suite à une attribution en vertu de l'article 666 ou en faveur duquel une attribution d'un dividende, autre qu'un dividende imposable, sur l'action est faite en vertu de l'article 667, doit soustraire du montant, calculé par ailleurs, de la perte qu'elle subit relativement à l'action, l'ensemble des montants que le contribuable s'est vu attribuer, en vertu des articles 666 ou 667, à l'égard de l'action à titre de dividende autre qu'un dividende à même les gains en capital au sens des articles 1106 et 1116.

«**744.3** Les règles prévues par les articles 741 à 744.2 ne s'appliquent pas lorsque la corporation, dans le cas des articles 741 et 742, le détenteur, dans le cas de l'article 744, ou le contribuable, dans le cas des articles 743, 744.1 et 744.2, établit:

a) que l'action a été la propriété du contribuable visé dans l'article 743, de la corporation visée dans le premier alinéa de l'article 741 ou de la fiducie visée dans les articles 742 ou 744.2, selon le cas, pendant au moins 365 jours avant que la perte n'ait été subie ou que l'action a été détenue pendant au moins 365 jours soit avant le moment visé dans l'article 744 par le détenteur visé dans ce dernier article, soit avant que la perte n'ait été subie par la société visée dans le deuxième alinéa de l'article 741 ou dans l'article 744.1, selon le cas; et

b) qu'à la date où le dividende a été reçu, pas plus de 5% des actions émises de toute catégorie du capital-actions de la corporation qui a versé le dividende étaient, dans l'ensemble, la propriété, selon le cas:

i. de la corporation visée dans le premier alinéa de l'article 741 et de personnes ayant un lien de dépendance avec elle;

ii. de la fiducie et de la corporation visées dans l'article 742 et de personnes ayant un lien de dépendance avec cette dernière;

iii. du contribuable visé dans l'article 743 et de personnes ayant un lien de dépendance avec lui; ou

iv. de la fiducie et du contribuable visés dans l'article 744.2 et de personnes ayant un lien de dépendance avec ce dernier; ou

c) qu'à la date où le dividende a été reçu, pas plus de 5% des actions émises de toute catégorie quelconque du capital-actions de la corporation qui a versé le dividende était, dans l'ensemble détenues, selon le cas:

i. par la société et la corporation visées dans le deuxième alinéa de l'article 741 et par des personnes ayant un lien de dépendance avec cette dernière;

ii. par le détenteur visé dans l'article 744 et par des personnes ayant un lien de dépendance avec lui; ou

iii. par la société et le contribuable visés dans l'article 744.1 et par des personnes ayant un lien de dépendance avec ce dernier.

«**745.** Les articles 741 ou 742 s'appliquent à une action qu'une corporation, une société ou une fiducie acquiert à un moment quelconque en échange d'une autre action par suite d'une opération à laquelle s'appliquent les articles 301, 301.1 ou 536 à 555.4, comme si les deux actions étaient la même action.

Toutefois, les montants qui doivent être soustraits d'une perte relative à une action ainsi acquise sont les suivants dans la mesure où ils ne sont pas des montants sur lesquels l'acquéreur devait payer un impôt prescrit:

a) les montants qui réduiraient la perte en vertu de ces articles 741 ou 742 à l'égard des dividendes imposables, des dividendes en capital ou des dividendes en capital d'assurance sur la vie que l'acquéreur a reçus ou attribués uniquement à l'égard de cette action;

b) le produit obtenu en multipliant les montants reçus ou attribués par l'acquéreur à titre de dividendes imposables, de dividendes en capital ou de dividendes en capital d'assurance sur la vie à l'égard de toutes les actions échangées à ce moment, par le rapport entre le prix de base rajusté pour lui, immédiatement après l'échange, de l'action acquise et celui, au même moment, de toutes les actions ainsi acquises. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981; toutefois, lorsqu'il édicte l'article 744 de la Loi sur les impôts, il s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1981 et, lorsqu'il édicte l'article 745 de cette loi, il s'applique à l'égard d'un échange d'actions qui survient après le 12 novembre 1981.

174. 1. L'article 746 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« De plus, aux fins du présent article et des articles 571 à 598, la corporation peut faire tout choix qui peut être prescrit. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un choix fait après le 31 décembre 1975.

175. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 752, de ce qui suit:

« CHAPITRE I.1

« RÈGLES RELATIVES À L'ÉTALEMENT DU REVENU

« SECTION I

« DÉDUCTION

« 752.1 Un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte du présent chapitre, un montant égal au produit obtenu en multipliant:

a) le montant qu'il a désigné dans son choix pour l'année en vertu de l'article 737.8 et, s'il est décédé dans l'année alors qu'il résidait au Canada, son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année; par

b) le pourcentage mentionné dans le paragraphe *u* de l'article 750.

Toutefois, s'il s'agit d'un particulier visé dans le deuxième alinéa des articles 22 ou 25, il ne peut ainsi déduire que la partie du montant déterminé en vertu du premier alinéa, représentée par la proportion visée dans le deuxième alinéa de ces articles.

« SECTION II

« IMPÔT ADDITIONNEL

« **752.2** Un particulier doit ajouter à son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte du présent chapitre, un montant égal à l'ensemble des montants suivants:

a) le produit obtenu en multipliant le montant qu'il a déduit pour l'année en vertu de l'article 737.4 par le pourcentage mentionné dans le paragraphe *u* de l'article 750;

b) s'il est décédé dans l'année alors qu'il résidait au Canada, l'excédent:

i. de l'ensemble de son impôt qui aurait été autrement à payer en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 776.1.5 et de la proportion visée dans le deuxième alinéa des articles 22 ou 25, pour chacune des trois années d'imposition qui précèdent immédiatement l'année de son décès, s'il avait résidé au Québec pendant la totalité de ces années, avait tiré tous ses revenus pour ces années de sources situées au Québec et avait désigné, pour chacune de ces années, dans des choix faits en vertu de l'article 737.8, $\frac{1}{3}$ de son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année de son décès; sur

ii. l'ensemble de son impôt qui aurait été autrement à payer en vertu de la présente partie, calculé de la façon décrite dans le sous-paragraphe i, pour chacune des trois années d'imposition précédentes visées dans ce sous-paragraphe i, s'il avait résidé au Québec pendant la totalité de ces années et avait tiré tous ses revenus pour ces années de sources situées au Québec.

Toutefois, s'il s'agit d'un particulier visé dans le deuxième alinéa des articles 22 ou 25, il ne doit ainsi ajouter que la partie du montant déterminé en vertu du premier alinéa, représentée par la proportion visée dans le deuxième alinéa de ces articles.

« SECTION III

« CAS SPÉCIAUX

« **752.3** Les sections I et II ne s'appliquent pas à une déclaration fiscale distincte produite en vertu du deuxième alinéa de l'article 429 ou des articles 681 et 1003.

« **752.4** Lorsque le montant qu'un particulier peut déduire en vertu de l'article 752.1 pour une année d'imposition excède le montant de son impôt autrement à payer pour l'année, calculé sans tenir compte de cet article, l'excédent est réputé être un montant qu'il a payé, en acompte sur son impôt pour l'année en vertu de la présente partie, le jour où il devait produire le choix en vertu de l'article 737.8.

« **752.5** Le présent chapitre ne s'applique à un particulier visé dans le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 752.2 qui n'a pas résidé au Québec pendant la totalité de chacune des années d'imposition visées dans ce paragraphe que si ses représentants légaux produisent au ministre une déclaration de ses revenus en vertu de la présente partie pour chacune de ces années d'imposition.

Ces déclarations de revenus doivent être dans la même forme et contenir les mêmes renseignements que celles que le particulier ou ses représentants légaux auraient dû produire en vertu de la présente partie si le particulier avait résidé au Québec pendant la totalité de chacune de ces années et avaient eu un impôt à payer en vertu de la présente partie pour chacune de ces années.

Ces déclarations de revenus doivent être produites au ministre au plus tard le jour où les représentants légaux du particulier doivent produire sa déclaration fiscale en vertu de la présente partie pour l'année de son décès, ou le devraient s'il avait un impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie. ».

2. Le présent article a effet à compter de l'année d'imposition 1982; toutefois, lorsque l'article 752.2 de la Loi sur les impôts qu'il édicte s'applique à l'année d'imposition 1982, cet article doit se lire en y remplaçant, dans les sous-paragraphe *i* et *ii* du paragraphe *b* du premier alinéa, le renvoi à l'article 776.1.5 par un renvoi à l'article 776.1.

176. 1. La section I du chapitre II du titre I du livre V de la partie I de cette loi, comprenant les articles 753 à 757, est abrogée.

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

177. 1. L'article 762 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **762.** Le choix visé dans l'article 758 ne peut être fait que si les conditions suivantes sont remplies:

a) la plus éloignée des années précédentes n'est pas antérieure à la sixième année qui précède l'année en cause;

b) une année comprise dans la période d'établissement de la moyenne n'a pas déjà été incluse dans une autre période d'établissement de la moyenne à la suite d'un choix antérieur du particulier en vertu de la présente section qui n'a pas été révoqué en vertu de l'article 763;

c) aucun montant n'a été ajouté ou déduit par le particulier en vertu du titre VII.1 du livre IV dans le calcul de son revenu imposable pour une année comprise dans la période d'établissement de la moyenne. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

178. 1. L'article 767 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **767.** Un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 752.5, 50% du montant qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe 2 de l'article 497. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

179. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 771.2, de l'article suivant:

« **771.3** Aux fins des sous-paragraphe *i* des sous-paragraphe *c* et *d* du paragraphe 1 de l'article 771, l'excédent visé dans ces sous-paragraphe *i* pour une année d'imposition est réputé, dans le cas d'une corporation ayant pour l'année un revenu ne provenant pas d'une entreprise admissible qu'elle exploite, ne pas être inférieur au montant servant de base au calcul du montant que la corporation peut déduire pour l'année en vertu du paragraphe 1 de l'article 125 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada). ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

180. 1. L'article 776.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **776.1** Un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, calculé sans tenir compte des articles 752.1 à 752.5 et après toute autre déduction accordée pour l'année en vertu de cette partie, un montant égal à 3% de cet impôt autrement à payer pour l'année. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

181. 1. L'article 805 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie du premier alinéa qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **805.** La corporation d'assurance-dépôts décrite dans le paragraphe *b* de l'article 804 ne se qualifie comme telle pour une année d'imposition que si elle est constituée principalement pour fournir ou administrer un fond de stabilisation, de disponibilités ou d'entraide à l'intention d'une caisse d'épargne et de crédit et pour aider à acquitter les pertes subies par les membres d'une telle caisse en liquidation et si, pendant toute l'année, elle est une corporation canadienne dont le coût indiqué de la totalité des biens est constitué dans une proportion d'au moins 50% par le coût indiqué de biens qui ne sont pas des créances émises par une institution affiliée alors qu'elle était en difficulté financière et qui sont : ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

182. 1. L'article 808 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Aucun montant ne doit cependant être inclus dans ce calcul à l'égard d'une prime ou autre cotisation qu'elle reçoit ou qui est à recevoir par elle dans l'année d'une institution affiliée. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

183. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 818, de l'article suivant :

« **818.1** Malgré toute autre disposition de la présente partie, une corporation d'assurance qui n'est pas une corporation d'assurance sur la vie et qui serait par ailleurs une corporation privée est, aux fins de l'article 308.6 et des paragraphes *b* et *b.1* de l'article 570, réputée ne pas être une corporation privée. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

184. 1. L'article 825 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* du deuxième alinéa par le suivant :

« *d*) tout montant dont les articles 92 et 167 exigent l'inclusion dans le calcul de son revenu pour l'année, sauf dans la mesure où ce montant a été inclus dans le calcul de son revenu brut de placements en vertu du paragraphe *a*. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

185. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 832, des articles suivants:

«**832.1** Aux fins de la présente partie, à l'exception du sous-paragraphe i du paragraphe e de l'article 93, du sous-paragraphe iv de ce paragraphe e lorsqu'il réfère au coût en capital d'un bien et des règlements adoptés en vertu de l'article 818, un assureur sur la vie qui réside au Canada ou un assureur qui ne réside pas au Canada, qui exploite une entreprise d'assurance au Canada et ailleurs, qui a acquis un bien à une autre fin et qui commence à un moment ultérieur à l'utiliser ou à le détenir dans l'année dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada, est réputé aliéner le bien à ce moment ultérieur à sa juste valeur marchande à ce moment et le réacquérir immédiatement après à un coût égal à cette valeur.

La même règle s'applique lorsque l'assureur a acquis un bien aux fins de l'utiliser ou de le détenir dans l'année dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada et qu'il commence à un moment ultérieur à l'utiliser à une autre fin.

«**832.2** Malgré toute autre disposition de la présente loi, un assureur qui, en raison de l'article 832.1, subit une perte autrement admissible en déduction pour l'année ne peut déduire celle-ci que dans l'année d'imposition au cours de laquelle il aliène le bien autrement qu'en vertu de cet article 832.1.

«**832.3** L'article 832.1 ne s'applique pas à l'égard d'un bien transféré visé dans le paragraphe b d'un assureur qui ne réside pas au Canada, lorsque celui-ci:

a) cesse d'exploiter son entreprise d'assurance au Canada au cours d'une année d'imposition ou a le droit de faire un choix prescrit à l'égard d'une année d'imposition;

b) transfère la totalité des biens qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada à une corporation prescrite ou à une corporation qui réside au Canada, qui y exploite une entreprise d'assurance et qui est une filiale entièrement contrôlée d'une telle corporation prescrite; et

c) conjointement avec le cessionnaire des biens, fait un choix en la forme prescrite au plus tard au premier en date du jour où l'assureur ou le cessionnaire doit produire sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition au cours de laquelle surviennent les transactions faisant l'objet du choix.

De plus, si l'assureur et le cessionnaire n'ont pas fait le choix prévu par l'article 518 à l'égard des biens transférés, le produit de l'aliénation pour l'assureur et le coût pour le cessionnaire des biens transférés sont tous deux égaux au coût indiqué de ces biens pour l'assureur. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981; toutefois, lorsqu'il édicte l'article 832.1 de la Loi sur les impôts, il s'applique à l'égard d'un changement dans l'usage d'un bien qui survient dans une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981 et, dans son application à un bien transféré avant le 1^{er} avril 1983, le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 832.3 de cette loi qu'il édicte doit se lire en y remplaçant les mots « la totalité des biens » par les mots « un bien quelconque ».

186. 1. L'article 834 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« De même, aucune partie de ce montant n'est réputée avoir été versée aux actionnaires aux fins des articles 846 à 850 ni avoir été reçue à titre de dividende aux fins des articles 504 à 510.1 et 517. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

187. 1. L'article 835 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **835.** Dans le présent titre, les articles 92.9 à 104, 130, 130.1, 135, 137 à 163.1, 176 à 179, 183, 428 à 451, 570, 736.1, 828 et 1087 à 1102.3: »;

2° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

« *cmortgage*, une hypothèque, une promesse de vente ou toute autre dette qui n'est pas inclus dans un fond réservé et qui est un bien qu'un assureur sur la vie utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada; ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 13 novembre 1981.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

188. 1. L'article 836 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **836.** Aux fins des articles 259 et 260, un bien d'un assureur sur la vie qui serait autrement un bien identique à un autre tel bien est réputé ne pas l'être, sauf si les deux biens ne sont pas inclus dans un fond réservé et si l'assureur les utilise ou les détient dans l'année tous deux dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance sur la vie au Canada ou tous deux dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada qui n'est pas une entreprise d'assurance sur la vie. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

189. 1. L'article 841 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe *a* par le suivant:

« ii. de l'excédent de l'ensemble de son revenu, calculé selon les règles prescrites, pour l'année et les années d'imposition antérieures qui se terminent après le 31 décembre 1968, provenant de l'exploitation au Canada de son entreprise d'assurance sur la vie avec participation sur l'ensemble des montants admissibles en déduction, en vertu du présent paragraphe ou du paragraphe *d* de l'article 840, dans le calcul de son revenu pour les années d'impositions antérieures; »;

2° par la suppression, à la fin du paragraphe *e*, du mot « et »;

3° par le remplacement, à la fin du paragraphe *f*, du point par un point-virgule;

4° par l'addition du paragraphe suivant:

« *g*) pour sa première année d'imposition qui se termine après le 12 novembre 1981, l'ensemble des intérêts sur un prêt sur police qu'il a inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine avant le 13 novembre 1981, dans la mesure où

i. ils avaient couru en sa faveur avant le début de son année d'imposition 1969; ou

ii. ils avaient été inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

3. Les sous-paragraphe 2° à 4° du paragraphe 1 ont effet depuis le 30 mars 1983.

190. 1. Les articles 842, 842.1 et 843 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**842.** Malgré toute autre disposition de la présente loi:

a) un assureur visé dans l'article 823 ne peut faire aucune déduction en vertu des articles 140 ou 210 à 214 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition provenant de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada à l'égard d'une prime ou autre contrepartie relative à une police d'assurance sur la vie au Canada ou à l'égard d'un titre canadien ou d'un intérêt relatif à un tel titre;

b) un assureur qui ne réside pas au Canada ou un assureur sur la vie qui réside au Canada et qui exploite une partie de son entreprise d'assurance hors du Canada ne peut faire aucune déduction en vertu des articles 160 ou 163 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition provenant de l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada, sauf dans la mesure prévue par l'article 842.1.

«**842.1** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 842, un assureur peut réclamer une déduction en vertu des articles 160 ou 163, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition provenant de l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada, à l'égard d'intérêts sur:

a) un emprunt utilisé pour acquérir des biens qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation de cette entreprise, dans la mesure où ces intérêts sont payés ou à payer à l'égard de la partie de l'année pendant laquelle ces biens sont ainsi utilisés ou détenus;

b) un montant à payer pour ses biens qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation de cette entreprise, dans la mesure où ces intérêts sont payés ou à payer à l'égard de la partie de l'année pendant laquelle ces biens sont ainsi utilisés ou détenus;

c) un dépôt qu'il reçoit ou sur un autre montant qu'il détient relativement à une police d'assurance sur la vie au Canada ou à une police qui assure des risques canadiens.

«**843.** Un assureur sur la vie qui réside au Canada ne peut, dans le calcul de son revenu, faire aucune déduction en vertu de l'article 146.1 à l'égard d'impôts étrangers attribuables à son entreprise d'assurance. De plus il ne peut faire aucune déduction en vertu de l'article 772, dans le calcul de son impôt, à l'égard d'impôts étrangers attribuables au revenu provenant de son entreprise d'assurance.».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 12 novembre 1981; toutefois, les paragraphes *a* et *b* de l'article 842.1 et le deuxième alinéa de l'article 843 de la Loi sur

les impôts qu'il édicte s'appliquent à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981 et, dans son application à une année d'imposition qui commence avant le 1^{er} avril 1983, le premier alinéa de cet article 843 doit se lire en y remplaçant les mots « entreprise d'assurance » par les mots « entreprise d'assurance qu'il exploite hors du Canada ».

191. 1. L'article 872 de cette loi est modifié:

- 1° par la suppression, à la fin du paragraphe *h*, du mot « et »;
- 2° par le remplacement, à la fin du sous-paragraphe iv du paragraphe *i*, du point par un point-virgule;
- 3° par l'addition des paragraphes suivants:

« *j*) aucun avantage ou prêt ne peut être accordé en raison de l'existence du régime à un bénéficiaire ou à une personne avec qui ce dernier a un lien de dépendance, à l'exception d'un avantage qui doit être inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire, des montants visés dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 885, d'un montant attribué en vertu du présent article ou d'un avantage provenant de la prestation de services relatifs à l'administration ou aux placements du régime; et

« *k*) nul particulier ne peut devenir bénéficiaire du régime s'il est lié à l'employeur, à un bénéficiaire ou membre d'une fiducie ou société qui est l'employeur, s'il est un actionnaire désigné, au sens des règlements adoptés en vertu du paragraphe *e* de l'article 451, de l'employeur ou d'une corporation qui est liée à ce dernier, s'il est lié à un tel actionnaire ou s'il est bénéficiaire d'une fiducie qui est l'employeur. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un régime qui est enregistré après le 31 mars 1983; toutefois, aux fins du premier alinéa de l'article 881 et de l'article 885.1, le paragraphe *k* de l'article 872 de la Loi sur les impôts qu'il édicte a effet depuis le 1^{er} janvier 1982.

192. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 876, de l'article suivant:

« **876.1** L'enregistrement d'un régime peut être révoqué lorsqu'un avantage ou un prêt est accordé ou continue d'être accordé à un moment donné après le 30 juin 1982 en raison de l'existence du régime et que cet avantage ou prêt serait interdit si le régime remplissait l'exigence décrite dans le paragraphe *j* de l'article 872 relative à l'enregistrement.

Dans ce cas, la révocation prend effet à compter de ce moment donné ou de toute date subséquente que le ministre désigne et dont il donne avis par poste recommandée ou certifiée au fiduciaire et à l'employeur dont les employés sont bénéficiaires. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

193. 1. L'article 881 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**881.** Un employeur peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qu'il verse dans l'année ou dans les 120 jours qui suivent à une fiducie en vertu d'un régime d'intéressement différé, sauf si ce montant était admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure ou a été versé à l'égard d'un bénéficiaire décrit dans le paragraphe *k* de l'article 872.»;

2° par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa par le suivant:

«*b*) 5 500 \$, moins l'ensemble des montants qui doivent être payés à un régime enregistré de retraite de l'employeur ou d'une personne qui lui est liée ou en vertu d'un tel régime afin de fournir des prestations en vertu de ce régime à cet employé à l'égard des services qu'il a rendus dans l'année et qui, s'ils étaient payés dans l'année, pourraient être déduits par le payeur en vertu des articles 137 et 137.1 ou 139 si, dans le cas de ce dernier article, l'employeur avait tenté d'obtenir l'approbation prévue par cet article; ou».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1981.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

194. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 885, de l'article suivant:

«**885.1** Un bénéficiaire décrit dans le paragraphe *k* de l'article 872 doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition l'ensemble des montants qui lui sont attribués dans l'année à l'égard d'un montant prescrit ou d'un montant qu'un employeur a versé après le 1^{er} décembre 1982 à une fiducie régie par un régime d'intéressement différé ou par un régime dont l'enregistrement a été révoqué conformément aux articles 876 ou 876.1 et 877.».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1981.

195. 1. L'article 905.1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *b*, du point par un point-virgule;

2° par l'addition du paragraphe suivant:

« c) « émetteur » désigne une personne visée dans l'article 907 avec qui un rentier a conclu un contrat ou un arrangement qui constitue un régime d'épargne-retraite. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981.

196. 1. L'article 908 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 par le suivant:

« *a*) avant la date prévue pour le premier versement de prestation, autre qu'un remboursement de primes ou autre qu'un paiement de la totalité ou d'une partie soit de l'excédent visé dans l'article 924, soit de l'excédent pour une année, à un moment donné, de l'ensemble des montants, autres que ceux auxquels les paragraphes *d*, *d.1* ou *f* de l'article 339 ou l'article 913 s'appliquent ou s'appliqueraient si le particulier résidait au Canada pendant toute l'année, que le particulier a versés dans l'année et avant le moment donné, à tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite en vertu desquels lui ou son conjoint est rentier, et des dons faits dans l'année et avant le moment donné, à ces régimes en vertu desquels le particulier est rentier, autres que les dons faits par son conjoint, sur le total de 5 500 \$ et des montants que le particulier a le droit de déduire dans le calcul de son revenu pour l'année précédente à l'égard de cet ensemble, ce paiement ne devant toutefois pas excéder la partie de cet ensemble versée au régime; ou ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

197. 1. L'article 910 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **910.** Le régime doit prévoir:

a) qu'aucune rente à payer à un rentier en vertu du régime ne peut faire l'objet, en totalité ou en partie, d'une cession, d'une conversion ou d'un rachat;

b) la conversion obligatoire de toute rente qui deviendrait autrement à payer à une personne qui n'est pas un rentier en vertu du régime;

c) le paiement de la totalité ou d'une partie d'un excédent mentionné dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 908;

d) qu'aucun avantage ne peut être accordé en raison de l'existence du régime au rentier ou à une personne avec qui il a un lien de dépendance, à l'exclusion d'une prestation, d'un montant qui, si ce n'était des sous-paragraphes i et iii du paragraphe *a* de l'article 905.1, serait

une prestation et d'un avantage provenant soit de l'enregistrement à titre de régime enregistré d'épargne-retraite de l'élément épargne d'une police d'assurance sur la vie, soit d'une assurance sur la vie en vigueur le 31 décembre 1981 ou soit de la prestation de services relatifs à l'administration ou aux placements du régime. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un régime émis après le 31 mars 1983.

198. 1. L'article 911 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *f*, du mot « et »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *f*, du paragraphe suivant:

« *f.1*) que le versement périodique d'une rente au rentier devra être augmenté annuellement dans la mesure où le montant ou le taux de rendement qui aurait été gagné sur une mise en commun de placements offerts au public et mentionnés dans le contrat excède un montant ou taux prévu par le régime et que ce versement périodique ne pourra être augmenté d'aucune autre façon; ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une rente versée après le 12 novembre 1981.

199. 1. L'article 913 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **913.** Malgré toute autre disposition du présent titre, un régime enregistré d'épargne-retraite peut être révisé ou modifié de façon à prévoir le paiement ou le transfert de fonds du régime par l'émetteur pour le compte du particulier qui en est le rentier:

a) à un émetteur en vertu d'un autre régime enregistré d'épargne-retraite dont le rentier est soit le particulier, soit son conjoint ou son ex-conjoint dont il vit séparé, lorsque, dans ce dernier cas, le paiement ou le transfert est effectué en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou d'une entente écrite de séparation, concernant un partage de biens entre le particulier et son conjoint ou ex-conjoint en règlement des droits découlant de leur mariage, lors de la rupture du mariage ou après celle-ci;

b) à titre de contribution à un régime enregistré de retraite ou en vertu d'un tel régime; ou

c) après le premier en date des jours mentionnés dans le troisième alinéa de l'article 909, à une personne ou corporation visée dans l'article 961.3 en vertu d'un fond enregistré de revenu de retraite en vertu duquel le particulier est le bénéficiaire.

Lorsqu'un tel paiement ou transfert est effectué avant l'année dans laquelle le particulier qui est le rentier en vertu du régime atteint l'âge de 72 ans, le particulier, son conjoint ou son ex-conjoint ne doit pas inclure, en vertu de l'article 929, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, du seul fait d'un tel paiement ou transfert, le montant ainsi payé ou transféré et aucun montant ne peut être déduit dans le calcul du revenu d'un contribuable, en vertu des articles 59, 339, 922, 923 ou 924, à l'égard du montant ainsi payé ou transféré. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

200. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 914, du suivant :

« **914.1** Aux fins de l'article 914, lorsqu'un avantage est accordé ou continue d'être accordé à un moment donné après le 30 juin 1982 en raison de l'existence d'un régime enregistré d'épargne-retraite et que cet avantage serait interdit si le régime remplissait l'exigence décrite dans le paragraphe *d* de l'article 910 relative à l'enregistrement, le régime est réputé devenir un nouveau régime à compter de ce moment donné ou de toute date subséquente que le ministre désigne et dont il donne avis par poste recommandée ou certifiée à l'émetteur et au rentier. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

201. 1. L'article 922 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie du premier alinéa qui précède le paragraphe *b* par ce qui suit :

« **922.** Un particulier qui est rentier dans une année d'imposition ou le devient dans les 60 jours qui suivent peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le montant de la prime qu'il verse dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent à un régime enregistré d'épargne-retraite, dans la mesure où il ne l'a pas fait pour une année d'imposition antérieure ni n'a désigné le montant de cette prime en vertu des paragraphes *d*, *d.1* ou *f* de l'article 339, jusqu'à concurrence :

a) d'un montant qui, avec la déduction permise par l'article 71, n'excède pas le moindre de 3 500 \$ ou de 20% de son revenu gagné si, dans l'année, il est un employé :

i. qui, en raison de cet emploi, a droit ou peut avoir droit au paiement d'une prestation de retraite en vertu d'un régime de retraite qui prévoit un tel paiement au particulier en totalité ou en partie à même les contributions qui ont été ou qui seront versées au régime ou à même les montants qui ont été ou qui seront crédités en remplacement de telles contributions par une personne autre que le particulier à l'égard de son emploi au cours de cette année;

ii. à l'égard de qui un employeur a versé dans l'année, en raison de cet emploi, une contribution à un régime d'intéressement différé; ou

iii. qui a versé dans l'année une contribution à un régime d'intéressement différé dont il était un bénéficiaire; ou ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une contribution versée à un régime enregistré d'épargne-retraite pour une année d'imposition postérieure à l'année d'imposition 1981.

202. 1. L'article 924 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du deuxième alinéa par le suivant:

«*a*) du moindre de 5 500 \$ ou de l'excédent des montants qui ne sont pas visés dans les paragraphes *d*, *d.1* ou *f* de l'article 339 ou dans l'article 913 et que le particulier a versés dans l'année à tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite en vertu desquels lui ou son conjoint est rentier, sur les montants déduits dans le calcul du revenu du particulier pour l'année précédente à l'égard de ces montants; sur ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981.

203. 1. L'article 925 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. On doit soustraire des montants décrits dans le paragraphe 1 l'ensemble des pertes provenant d'une entreprise que le particulier exerce seul ou comme associé y participant activement, des pertes provenant de la location de biens immobiliers et des déductions admissibles dans le calcul du revenu du particulier en vertu des paragraphes *d*, *d.1* ou *f* de l'article 339 ou des articles 340, 926 ou 928. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1981; toutefois, dans son application aux années d'imposition 1981 et 1982, le paragraphe 2 de l'article 925 de la Loi sur les impôts doit se lire sans tenir compte du paragraphe *f* de l'article 339 de cette loi.

204. 1. L'article 938 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *d*, du mot « et »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *e*, du point par un point-virgule;

3° par l'addition du paragraphe suivant:

«*f*) qu'aucun avantage ni prêt en raison de l'existence du régime ne peut être accordé au bénéficiaire ou à une personne avec qui il a

un lien de dépendance, à l'exclusion d'un montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire, d'un montant visé dans les paragraphes *a* à *d* de l'article 955 et d'un avantage provenant de la prestation de services relatifs à l'administration ou aux placements du régime. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un régime émis après le 31 mars 1983.

205. 1. L'article 944 de cette loi est modifié, dans le premier alinéa:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *b*, du mot « ou »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *c*, du point par ce qui suit: «; ou »;

3° par l'addition du paragraphe suivant:

«*d*) un avantage ou un prêt en raison de l'existence du régime est accordé ou continue d'être accordé à une date donnée après le 30 juin 1982 et que cet avantage ou ce prêt serait interdit si le régime devait remplir l'exigence relative à l'enregistrement visée dans le paragraphe *f* de l'article 938. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

206. 1. L'article 945 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**945.** Le ministre doit aviser par poste recommandée ou certifiée la fiducie ou le dépositaire, selon le cas, ainsi que le bénéficiaire, de la révocation visée dans le premier alinéa de l'article 944 qui prend effet à compter du jour fixé par le ministre; ce jour ne doit cependant pas, dans le cas visé dans le paragraphe *a* de cet alinéa, être antérieur au jour qui suit les 120 jours y visés et, dans le cas visé dans le paragraphe *d* de cet alinéa, être antérieur à la date donnée y visée. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

207. 1. L'article 951 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**951.** Aux fins de l'article 950, le revenu d'une fiducie comprend les dividendes visés dans les articles 501 à 502.1 et doit se calculer sans tenir compte, en appliquant l'article 231, de l'expression « la moitié » qui s'y trouve. ».

2. Le présent article a effet depuis le 29 juin 1982.

208. 1. L'article 961.4 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**961.4** Le montant visé dans l'article 961.3 pour une année est celui qui serait à payer dans l'année en vertu d'un contrat de rente à prime unique acheté à un coût égal à la juste valeur marchande des biens détenus en vertu de l'arrangement au début de l'année si:

a) des versements annuels égaux étaient prévus pour toute la durée de la rente;

b) le taux d'intérêt utilisé dans le calcul du versement annuel était celui que le particulier désigne à l'égard de l'année sans excéder 6%; et

c) la durée de la rente, exprimée en années, était égale à l'excédent de 90 sur l'âge du particulier au début de l'année, calculé en années complètes et sans tenir compte de son décès s'il y a lieu, ou, si le conjoint est plus jeune que le particulier et que celui-ci en fait le choix avant la première année civile complète suivant la date de l'arrangement, sur l'âge du conjoint au début de l'année, calculé en années complètes et sans tenir compte de son décès s'il y a lieu.

Toutefois, ce montant ne doit pas excéder la valeur des biens détenus en vertu de l'arrangement immédiatement avant le paiement. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

209. 1. L'article 961.5 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Le fonds doit aussi prévoir qu'aucun avantage ni prêt en raison de l'existence du fonds ne peut être accordé au bénéficiaire ou à une personne avec qui il a un lien de dépendance, à l'exclusion d'un montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire, d'un montant visé dans les paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 961.17 ou d'un avantage provenant de la prestation de services relatifs à l'administration ou aux placements du fonds. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un régime émis après le 31 mars 1983.

210. 1. L'article 961.9 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**961.9** L'enregistrement d'un fonds de revenu de retraite peut être révoqué en tout temps lorsque le ministre est convaincu que les exigences prévues par les articles 961.5 à 961.7 et par les règlements adoptés en vertu du paragraphe 1 de l'article 961.2 n'ont pas été remplies lors de l'enregistrement du fonds ou que le fonds n'a pas satisfait par la suite à ces exigences et le ministre doit en aviser par poste recommandée ou certifiée les parties à l'arrangement.

De même, lorsqu'un avantage ou un prêt en raison de l'existence du fonds est accordé ou continue d'être accordé à une date donnée après le 30 juin 1982 et que cet avantage ou ce prêt serait interdit si le fonds devait remplir l'exigence relative à l'enregistrement visée dans le quatrième alinéa de l'article 961.5, l'enregistrement de ce fonds peut être révoqué par le ministre et ce dernier doit alors aviser par poste recommandée ou certifiée les parties à l'arrangement de cette révocation qui prend effet à compter du jour fixé à une date non antérieure à la date donnée par le ministre. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

211. 1. L'article 961.16 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **961.16** Aux fins de l'article 961.15, le revenu d'une fiducie comprend les dividendes visés dans l'article 501 à 502.1 et doit se calculer sans tenir compte, en appliquant l'article 231, de l'expression « la moitié » qui s'y trouve. ».

2. Le présent article a effet depuis le 29 juin 1982.

212. 1. L'article 965.1 de cette loi, édicté par l'article 37 du chapitre 44 des lois de 1983, est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par les suivants:

« *b*) « action admissible »: une action ou part qui répond aux exigences des articles 965.7, 965.8, 965.9 ou 965.9.1;

« *b.1*) « action ordinaire à plein droit de vote »: une action ordinaire comportant un nombre de droits de vote dans la corporation émettrice, en toute circonstance et indépendamment du nombre d'actions possédées, qui n'est pas inférieur à celui de toute autre action du capital-actions de cette corporation;

« *b.2*) « action subalterne à droit de vote »: une action ordinaire qui comporte un droit de vote en toute circonstance dans la corporation émettrice et qui n'est pas une action ordinaire à plein droit de vote; ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une émission publique d'actions à l'égard de laquelle le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 3 mai 1984.

213. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.4.1, de l'article suivant:

« **965.4.2** Aux fins des articles 965.3 et 965.4, lorsqu'un calcul prévu par ces articles doit être effectué après le 10 mai 1983 à l'égard d'une corporation qui en est à son premier exercice financier, la référence à ses états financiers soumis aux actionnaires pour sa dernière année

d'imposition terminée avant la date du visa du prospectus définitif ou de la demande de dispense de prospectus, doit être remplacée par une référence à ses états financiers au début de son premier exercice financier. ».

2. Le présent article a effet depuis le 21 décembre 1983.

214. 1. L'article 965.6 de cette loi, édicté par l'article 37 du chapitre 44 des lois de 1983, est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) 150% dans le cas d'une action admissible d'une corporation en voie de développement qui n'est pas une action subalterne à droit de vote ou une action privilégiée convertible en une action subalterne à droit de vote; »;

2° par le remplacement du paragraphe *c* par les suivants:

«*c*) 100%, 75% ou 50% dans le cas d'une action admissible acquise par le particulier respectivement en 1983, en 1984 ou après 1984 et émise par une corporation dont l'actif est de 1 000 000 000 \$ ou plus;

«*c.1*) 75% dans le cas d'une action subalterne à droit de vote acquise par le particulier et émise après 1984 par une corporation dont l'actif est inférieur à 1 000 000 000 \$ et qui n'est pas une corporation en voie de développement; ou ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une émission publique d'actions à l'égard de laquelle le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 3 mai 1984; toutefois, lorsqu'il remplace le paragraphe *c* de l'article 965.1 de la Loi sur les impôts, il a effet depuis le 21 décembre 1983.

215. 1. L'article 965.7 de cette loi, édicté par l'article 37 du chapitre 44 des lois de 1983, est modifié:

1° par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants:

«*a*) elle est une action ordinaire qui comporte un droit de vote et:

i. lorsque l'émission publique d'actions relative à l'action débute entre le 10 mai et le 21 décembre 1983, dont le droit de vote peut s'exercer en toute circonstance;

ii. lorsque l'émission publique d'actions relative à l'action débute après le 20 décembre 1983, dont le droit de vote peut s'exercer en toute circonstance dans la corporation émettrice;

« *b*) le droit de vote qui y est rattaché n'est pas inférieur en nombre à celui de toute autre action du capital-actions de la corporation émettrice, sauf si l'action a été émise dans le cadre d'une émission publique d'actions à l'égard de laquelle le visa du prospectus provisoire ou définitif ou la dispense de prospectus a été accordé avant le 22 décembre 1983; »;

2° par la suppression, à la fin du paragraphe *f*, du mot « et »;

3° par le remplacement, à la fin du paragraphe *g*, du point par ce qui suit: « ;et »;

4° par l'addition du paragraphe suivant:

« *h*) elle est émise dans le cadre d'une émission publique d'actions à l'égard de laquelle le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé avant le 4 mai 1984. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 21 décembre 1983 et les sous-paragraphe 2°, 3° et 4° de ce paragraphe 1 ont effet depuis le 4 mai 1984.

216. 1. L'article 965.9 de cette loi, édicté par l'article 37 du chapitre 44 des lois de 1983, est modifié par le remplacement des paragraphes *a* à *d* du premier alinéa par les suivants:

« *a*) qui est une action ordinaire répondant aux exigences des paragraphes *a* et *b* de l'article 965.7 ou une action privilégiée que son titulaire peut convertir en tout temps en une telle action ordinaire;

« *b*) qui est émise par une corporation en voie de développement; et

« *c*) qui répond aux exigences des paragraphes *c* à *h* de l'article 965.7, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

2. Le présent article a effet depuis le 21 décembre 1983; toutefois, lorsque l'article 965.9 de la Loi sur les impôts s'applique à l'égard d'une émission publique d'actions à l'égard de laquelle le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé avant le 4 mai 1984, le renvoi, dans le paragraphe *c* de cet article, aux paragraphes *c* à *h* de l'article 965.7 doit être remplacé par un renvoi aux paragraphes *c* à *g* de cet article 965.7.

217. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.9, des articles suivants:

« **965.9.1** Est également admissible à un régime d'épargne-actions, une action qui répond aux exigences des paragraphes *c* à *g* de l'article 965.7, compte tenu des adaptations nécessaires, qui est émise dans le cadre d'une émission publique d'actions à l'égard de laquelle le visa

du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 3 mai 1983 et qui est:

a) une action ordinaire à plein droit de vote émise par une corporation admissible ou par une corporation en voie de développement;

b) une action subalterne à droit de vote émise par une corporation admissible ou par une corporation en voie de développement; ou

c) une action privilégiée qui est émise par une corporation en voie de développement et que son titulaire peut convertir en tout temps uniquement en une action ordinaire à plein droit de vote ou en une action subalterne à droit de vote.

Aux fins du présent article, une action qui est émise par une corporation en voie de développement décrite dans l'article 965.14 ou 965.16 est une action admissible même si la corporation ne répond pas à l'exigence du paragraphe e de l'article 965.10.

«**965.9.2** Malgré l'article 965.9.1, une action subalterne à droit de vote n'est pas admissible à un régime d'épargne-actions si, de l'avis de la Commission des valeurs mobilières du Québec, ses modalités ne prévoient pas que son titulaire a le droit de participer pleinement et équitablement à une offre publique sur les actions ordinaires de la corporation émettrice et que toute opération ayant pour objet la conversion ou la subdivision d'actions ordinaires à plein droit de vote en actions subalternes à droit de vote doit être approuvée par la majorité des actionnaires minoritaires.

«**965.9.3** Aux fins du présent titre, une action qui serait par ailleurs une action comportant un droit de vote en toute circonstance si le droit de vote qui y est rattaché ne comportait aucune restriction fondée sur la citoyenneté ou la résidence d'un actionnaire, sur un plafond de participation ou sur la réglementation d'un secteur d'activités est une action comportant un droit de vote en toute circonstance si le Gouvernement, par règlement, ou la Commission des valeurs mobilières du Québec en décide ainsi.

Il en va de même dans le cas d'une action subalterne à droit de vote dont le droit de vote comporte une restriction requise par une situation exceptionnelle ou inhabituelle.».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une émission publique d'actions à l'égard de laquelle le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 3 mai 1984.

218. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.10, de l'article suivant:

« **965.10.1** Aux fins du paragraphe *d* de l'article 965.10, lorsque la date du visa du prospectus définitif ou de la demande de dispense de prospectus est antérieure au 21 décembre 1983, les mots « la valeur de ses biens, telle que montrée aux états financiers soumis aux actionnaires pour sa dernière année terminée avant cette date, est constituée » sont remplacés par les mots « ses biens sont constitués ». ».

2. Le présent article a effet depuis le 21 décembre 1983.

219. 1. L'article 965.16.1 de cette loi, édicté par l'article 37 du chapitre 44 des lois de 1983, est remplacé par le suivant :

« **965.16.1** Une corporation admissible qui résulte d'une fusion au sens de l'article 544 et qui fait une émission publique d'actions après le 15 novembre 1983 au cours de son premier exercice financier est une corporation en voie de développement si :

a) à la date du visa du prospectus définitif ou de la demande de dispense de prospectus, elle répond aux exigences des paragraphes *a*, *b*, *d* et *e* de l'article 965.13 ou *a* et *b* de cet article 965.13 et *b* et *c* de l'article 965.15;

b) elle répond à l'exigence du paragraphe *e* de l'article 965.10 tout au long de la période qui s'étend de la date de la fusion à la date du visa du prospectus définitif ou de la demande de dispense de prospectus; et

c) immédiatement avant la fusion, une des corporations remplacées répondait à toutes les exigences pour se qualifier à titre de corporation en voie de développement en supposant, le cas échéant, que cette notion existait avant la fusion. ».

2. Le présent article a effet depuis le 21 décembre 1983.

220. 1. L'article 965.22 de cette loi, édicté par l'article 37 du chapitre 44 des lois de 1983, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **965.22** Le fractionnement ou le remplacement, sans contrepartie autre qu'une action, suite à une opération qui survient après le 10 mai 1983 et qui est prévue soit par l'article 301 à l'égard d'une action privilégiée visée dans le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 965.9 ou dans le paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 965.9.1, soit par les articles 536, 541 ou 544 à l'égard d'une action ordinaire, d'une action incluse dans un régime d'épargne-actions n'entraîne pas le retrait de cette action du régime si l'exigence prévue par le paragraphe *g* de l'article 965.7 est remplie relativement à chaque action émise à l'égard de l'action fractionnée ou remplacée. ».

2. Le présent article a effet depuis le 21 décembre 1983; toutefois, lorsque l'article 965.22 de la Loi sur les impôts réfère à une action privilégiée visée dans le paragraphe c du premier alinéa de l'article 965.9.1 de cette loi, il a effet depuis le 4 mai 1984.

221. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 965.27, de l'article suivant:

«**965.28** La Commission des valeurs mobilières du Québec peut refuser de reconnaître comme action ordinaire à plein droit de vote ou comme action privilégiée convertible en une action ordinaire à plein droit de vote, une action qui, tout en étant conforme à la lettre de la loi, ne garantit pas, de l'avis de la Commission, à son titulaire la totalité des droits ou l'exercice de la totalité des droits qui se rattachent normalement à une telle action.

Sans restreindre la portée de ce qui précède, la Commission peut agir ainsi notamment lorsque:

a) les actions sont émises dans des circonstances telles que leurs titulaires ne peuvent exercer une véritable influence sur la gestion de la corporation, du fait que l'émission est précédée ou peut être suivie de l'émission d'actions procurant des droits de vote à un coût, par droit de vote, considérablement inférieur;

b) les actions émises sont des actions ordinaires à plein droit de vote comportant un droit de participation aux bénéfices ou au partage en cas de liquidation, qui est restreint par rapport à celui d'actions ordinaires à plein droit de vote d'une autre catégorie;

c) les actions émises sont des actions privilégiées visées dans l'article 965.9.1 qui sont convertibles en actions ordinaires à plein droit de vote selon un rapport de conversion tel qu'il est peu vraisemblable que la conversion présente un intérêt au cours des deux années suivant l'émission.

Dans l'exercice de ce pouvoir, la Commission prend en considération les pratiques courantes sur les marchés financiers au Canada. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une émission publique d'actions à l'égard de laquelle le visa du prospectus définitif ou la dispense de prospectus a été accordé après le 3 mai 1984.

222. 1. L'article 966 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe ii du paragraphe a par ce qui suit:

«**966.** Dans le présent titre, les articles 92.9 à 92.20 et le paragraphe c.1 de l'article 312:

a) « aliénation » d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie comprend le rachat de la police, un prêt sur police consenti après le 31 mars 1978 à l'égard de la police, la dissolution de cet intérêt en raison de l'échéance de la police, l'aliénation de cet intérêt par le seul effet de la loi ainsi qu'un paiement donné qui n'est pas un paiement de rente, un prêt sur police ni un dividende sur police et qui est versé par l'assureur à l'égard de la police, si celle-ci est un contrat de rente viagère, au sens des règlements, conclu après le 16 novembre 1978 et avant le 13 novembre 1981 et n'est pas une police visée dans le deuxième alinéa de l'article 968, mais ne comprend pas:

i. un paiement en vertu de la police à titre de prestation d'invalidité ou de prestation de décès par accident; »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe iv du paragraphe a par les suivants:

« iv. un paiement de rente;

« v. un paiement en vertu de la police en raison du décès d'une personne dont la vie était assurée en vertu de la police, si celle-ci n'est pas un contrat de rente et si elle a été acquise pour la dernière fois avant le 2 décembre 1982 ou est une police exonérée; »;

3° par le remplacement du paragraphe a.1 par le suivant:

« a.1) « assureur » ou « assureur sur la vie » comprend une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à émettre des contrats de rente; »;

4° par le remplacement du paragraphe b.3 par le suivant:

« b.3) « prime » en vertu d'une police d'assurance sur la vie comprend une prime qui est payée à l'avance en vertu de la police et qui n'est remboursable qu'à la réalisation ou à l'annulation de cette dernière ainsi que l'intérêt payé après le 31 décembre 1977 à un assureur sur la vie à l'égard d'un prêt sur police relatif à la police, sauf si cet intérêt est admissible en déduction après le 31 décembre 1980 en vertu des articles 160 à 163.1, mais ne comprend pas, lorsque l'intérêt dans la police a été acquis pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982, la partie d'un montant versé après le 31 mai 1985 en vertu de la police à l'égard:

i. d'une prestation de décès par accident;

ii. d'une prestation d'invalidité;

iii. d'un risque supplémentaire résultant d'une assurance sur la vie avec risque aggravé;

iv. d'un risque supplémentaire à l'égard de la conversion d'une police d'assurance temporaire en une autre police d'assurance après la fin de l'année;

v. d'un risque supplémentaire en vertu d'un choix de règlement;

vi. d'un risque supplémentaire en vertu d'une garantie d'assurabilité; ou

vii. de toute autre prestation prescrite accessoire à la police; »;

5° par la suppression, à la fin du sous-paragraphe ii du paragraphe *b.4*, du mot « et »;

6° par l'addition, après le sous-paragraphe iii du paragraphe *b.4*, du sous-paragraphe suivant:

« iv. à l'égard d'une aliénation réputée visée dans le paragraphe *b* de l'article 967, le fonds accumulé à l'égard de l'intérêt, déterminé en la manière prescrite, immédiatement avant le décès, dans le cas d'une police d'assurance sur la vie qui n'est pas un contrat de rente et qui a été acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982, ou immédiatement après le décès, dans le cas d'un contrat de rente; »;

7° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

« *d*) « valeur de rachat » d'une police d'assurance sur la vie, à un moment donné, signifie sa valeur de rachat à ce moment, calculée sans tenir compte des prêts sur police consentis en vertu de la police, des dividendes sur police qui ne sont pas des surplus d'assurance libérée et qui sont à payer en vertu de la police, ni des intérêts à payer sur ces dividendes. ».

2. Les sous-paragraphe 1° et 2° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981; toutefois, lorsque le sous-paragraphe 1° remplace la partie de l'article 966 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *a*, il s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1982.

3. Les sous-paragraphe 3° et 4° du paragraphe 1 ont effet depuis le 13 novembre 1981.

4. Les sous-paragraphe 5° et 6° du paragraphe 1 s'appliquent à l'égard d'une aliénation qui survient après le 1^{er} décembre 1982.

5. Le sous-paragraphe 7° du paragraphe 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1972.

223. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 966, de l'article suivant:

« **966.1** Aux fins du présent titre et des articles 92.9 à 92.20:

a) le titulaire d'une police d'assurance sur la vie qui détient un intérêt dans celle-ci depuis son émission est réputé avoir acquis cet intérêt à la plus tardive de la date de l'entrée en vigueur de la police ou de la date de la production de la demande d'assurance, signée par le titulaire, auprès de l'assureur; et

b) sauf disposition contraire, le titulaire d'une police est réputé ne pas acquérir ni aliéner un intérêt dans une police d'assurance sur la vie qui n'est pas un contrat de rente, par le seul fait de l'exercice d'une modalité de la police, à l'exclusion d'une conversion de celle-ci en un contrat de rente. ».

2. Le présent article a effet depuis le 13 novembre 1981; toutefois, lorsqu'il édicte le paragraphe *b* de l'article 966.1 de la Loi sur les impôts, il a effet depuis le 1^{er} janvier 1972.

224. 1. Les articles 967 à 968.1 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **967.** Aux fins des articles 968, 976 et 976.1:

a) le titulaire d'une police d'assurance qui acquiert le droit de recevoir, au termes d'une police d'assurance sur la vie, un montant à titre ou en paiement intégral ou partiel d'un dividende sur police est réputé alors aliéner un intérêt dans la police et ce montant est réputé être le produit qu'il a droit de recevoir de l'aliénation de cet intérêt;

b) lorsque décède, dans une année d'imposition, le détenteur d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie ou dans un contrat de rente ou lorsque décède la personne dont la vie était assuré ou qui était le rentier en vertu d'une telle police ou d'un tel contrat:

i. le titulaire de la police, si celle-ci a été acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982 et n'est pas une police exonérée le 31 décembre de l'année d'imposition précédente ni un contrat de rente, est réputé aliéner son intérêt dans la police immédiatement avant le décès et le titulaire de cette police immédiatement après ce décès est réputé avoir acquis cet intérêt à un coût égal au fonds accumulé à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, immédiatement après le décès; et

ii. le titulaire du contrat, si celui-ci n'est pas un contrat de rente viagère, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 966, conclu avant le 13 novembre 1981, est réputé aliéner son intérêt dans le contrat

immédiatement avant le décès et le titulaire de ce contrat immédiatement après ce décès est réputé avoir acquis cet intérêt à un coût égal au fonds accumulé à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, immédiatement après le décès;

c) lorsqu'une police d'assurance sur la vie qui a été acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982 ou à laquelle s'applique l'article 92.17 en raison d'une augmentation prescrite d'une prestation de décès en vertu de la police, cesse d'être une police exonérée, le titulaire de la police est réputé alors aliéner son intérêt dans celle-ci pour un produit de l'aliénation égal aux fonds accumulés à l'égard de cet intérêt, déterminé en la manière prescrite, à ce moment et le réacquérir immédiatement après à un coût égal à ce produit, sauf si la police a cessé d'être une police exonérée en raison du décès d'une personne dont la vie était assurée en vertu de la police ou à un moment où cette personne était affectée d'une invalidité totale permanente.

«CHAPITRE II

«CALCUL DU REVENU DU TITULAIRE ET DÉGRÈVEMENT

«**968.** Le titulaire d'une police doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à l'égard de l'aliénation d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie, l'excédent du produit de l'aliénation de cet intérêt dans la police que le titulaire, le bénéficiaire ou le cessionnaire, selon le cas, de la police acquiert le droit de recevoir dans l'année, sur le prix de base rajusté, pour le titulaire, de cet intérêt immédiatement avant l'aliénation.

Aux fins du premier alinéa, une «police d'assurance sur la vie» ne comprend pas une police qui est un régime enregistré de retraite, un régime enregistré d'épargne-retraite, un régime d'intéressement différé, une rente d'étalement ou un contrat de rente dont le titulaire peut déduire le coût en vertu du paragraphe *f* de l'article 339 dans le calcul de son revenu, ni une police qui est émise en vertu d'un tel régime, d'une telle rente ou d'un tel contrat.

«**968.1** Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à l'égard de l'aliénation d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie qui est une police visée dans l'article 968 et qui est un contrat de rente viagère, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 966, conclu après le 16 novembre 1978 et avant le 13 novembre 1981, l'excédent d'un paiement donné visé dans le paragraphe *a* de l'article 966 qu'il acquiert le droit de recevoir dans l'année, sur le montant qui serait le prix de base rajusté pour lui de son intérêt dans la police immédiatement avant l'aliénation si, aux fins des articles 976 et 976.1, il était, à l'égard de cet intérêt dans la police, le titulaire de la police.».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

225. 1. Les articles 970 et 971 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**970.** Lorsque, en vertu des modalités d'une police d'assurance sur la vie qui n'est pas un contrat de rente et qui a été acquise pour la dernière fois avant le 2 décembre 1982, un titulaire de police acquiert le droit de recevoir de l'assureur, à un moment quelconque avant le décès de la personne dont la vie était assurée en vertu de cette police, la totalité du produit à payer à ce moment, sans tenir compte des dividendes sur police, en vertu de la police sous forme d'un contrat de rente ou de paiements de rente, les règles suivantes s'appliquent:

a) les paiements doivent être considérés comme des rentes payées en vertu d'un contrat de rente;

b) le prix d'achat du contrat de rente est réputé être le prix de base rajusté de la police pour le titulaire immédiatement avant que le premier paiement en vertu de ce contrat ne soit devenu à payer; et

c) le contrat de rente ou les paiements de rente sont réputés ne pas être le produit de l'aliénation d'un intérêt dans la police.

«**971.** Le titulaire d'une police d'assurance sur la vie qui aliène, de quelque manière que ce soit, son intérêt dans la police en faveur d'une personne avec qui il a un lien de dépendance ou qui aliène, par donation entre vifs ou testamentaire, par une distribution effectuée par une corporation ou par le seul effet de la loi, cet intérêt en faveur d'une personne, est réputé alors acquérir le droit de recevoir un produit de l'aliénation égal à la valeur de l'intérêt à ce moment et la personne en faveur de qui l'aliénation est faite est réputée acquérir l'intérêt à un coût égal à cette valeur.

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas dans le cas d'une aliénation réputée visée dans le paragraphe *b* de l'article 967. ».

2. Le présent article, lorsqu'il remplace l'article 970 de la Loi sur les impôts, a effet depuis le 2 décembre 1982 et, lorsqu'il remplace l'article 971 de cette loi, il s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

226. 1. L'article 976 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**976.** Dans le présent titre, les articles 92.9 à 92.20 et le paragraphe *c.1* de l'article 312, le prix de base rajusté pour le titulaire d'une police d'assurance sur la vie de son intérêt dans une telle police, à un moment donné, signifie l'excédent, sur le montant calculé en vertu de l'article 976.1, de l'ensemble: »;

2° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) des montants à l'égard de l'aliénation d'un intérêt dans la police avant le moment donné qu'il devait inclure dans le calcul de son revenu ou de son revenu gagné au Canada, tel que déterminé en vertu de la partie II, pour une année d'imposition; »;

3° par la suppression, à la fin du paragraphe *e*, du mot «et »;

4° par le remplacement du paragraphe *f* par les suivants:

«*f*) des montants, à l'égard de son intérêt dans la police, qu'il a inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui se termine avant le moment donné en vertu des articles 92 ou 92.9 à 92.20 ou du paragraphe *c.1* de l'article 312;

«*g*) des montants qui lui ont été versés à l'égard de son intérêt dans la police dans la mesure où ils étaient assujettis à un impôt prescrit avant le moment donné; et

«*h*) dans le cas d'un intérêt dans un contrat de rente viagère, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 966, auquel les articles 92.9, 92.11 ou 92.12 s'appliquent pour l'année d'imposition qui comprend le moment donné ou s'y appliqueraient si le contrat avait un troisième anniversaire dans l'année, de chaque montant représentant un gain de mortalité à l'égard de l'intérêt, déterminé en la manière prescrite, immédiatement avant la fin de l'année civile qui se termine dans une année d'imposition qui commence avant le moment donné. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1982; toutefois, lorsqu'il remplace les paragraphes *c* et *f* de l'article 976 de la Loi sur les impôts et lorsqu'il édicte le paragraphe *g* de cet article 976, il a effet depuis le 13 novembre 1981.

227. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 976, de l'article suivant:

«**976.1** Le montant que le titulaire d'une police d'assurance sur la vie doit soustraire de l'ensemble déterminé en vertu de l'article 976 est l'ensemble des montants suivants:

a) le produit global de l'aliénation de ses intérêts dans la police qu'il a acquis le droit de recevoir avant le moment donné;

b) le montant à payer le 31 mars 1978 à l'égard d'un prêt sur police relatif à la police;

c) les montants reçus avant le moment donné à l'égard de la police et admissibles en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 336;

d) les montants, à l'égard de son intérêt dans la police, qu'il a déduits en vertu de l'article 157.3 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition qui commence avant le moment donné;

e) dans le cas d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie qui n'est pas un contrat de rente et qu'il a acquis pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982, chaque montant représentant le coût net de l'assurance pure à l'égard de l'intérêt, déterminé en la manière prescrite, immédiatement avant la fin de l'année civile qui se termine dans une année d'imposition qui commence après le 31 mai 1985 et avant le moment donné;

f) dans le cas d'un intérêt dans un contrat de rente auquel les articles 92.9, 92.11 ou 92.12 s'appliquent ou s'y appliqueraient si le contrat avait un troisième anniversaire dans l'année d'imposition qui comprend le moment donné, les paiements de rente versés, à l'égard de l'intérêt, alors qu'il détenait ce dernier et avant le moment donné;

g) dans le cas d'un intérêt dans un contrat décrit dans le paragraphe *h* de l'article 976, chaque montant représentant une perte de mortalité à l'égard de l'intérêt, déterminé en la manière prescrite, avant le moment donné. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1982.

228. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 977, de l'article suivant:

« 977.1 Aux fins du calcul du revenu d'un contribuable provenant de l'aliénation d'une partie de son intérêt dans un contrat de rente ou dans une police d'assurance sur la vie qui n'est pas un tel contrat et qui a été acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982, le prix de base rajusté pour lui de cette partie, immédiatement avant l'aliénation, s'obtient en multipliant le prix de base rajusté pour lui de son intérêt, immédiatement avant l'aliénation, par le rapport entre le produit de l'aliénation de cette partie et le fonds accumulé à l'égard de son intérêt, déterminé en la manière prescrite, immédiatement avant l'aliénation.

Toutefois, le premier alinéa ne s'applique pas si l'aliénation est un prêt sur police consenti après le 31 mars 1978 à l'égard de la police ou est une aliénation réputée visée dans le paragraphe *a* de l'article 967. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

229. 1. L'article 998 de cette loi est modifié, dans le paragraphe *c.2*:

1° par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit:

«*c.2*) une corporation dont l'ensemble des actions du capital-actions de même que les droits de les acquérir ont été la propriété d'un ou de plusieurs régimes enregistrés de retraite, d'une ou de plusieurs fiducies dont tous les bénéficiaires sont des régimes enregistrés de retraite ou d'une ou de plusieurs fiducies de fonds réservé, au sens du paragraphe *k* de l'article 835, dont tous les bénéficiaires sont des régimes enregistrés de retraite ou, lorsqu'il s'agit d'une corporation sans capital-actions, dont la totalité des biens a été détenue exclusivement pour le bénéfice d'un ou de plusieurs de ces régimes et ce, dans l'un ou l'autre cas, sans interruption depuis le dernier en date du jour où la corporation a été constituée ou du 16 novembre 1978 et qui est une corporation: »;

2° par le remplacement des sous-paragrophes *ii* et *iii* par les suivants:

«*ii.* qui, sans interruption depuis le dernier en date du jour de sa constitution ou du 16 novembre 1978, a restreint ses activités à l'acquisition, la détention, l'entretien, l'amélioration, la location ou la gestion d'immobilisations qui sont des biens immeubles ou des intérêts dans de tels biens, dont est propriétaire la corporation, un régime enregistré de retraite ou une autre corporation décrite dans le présent sous-paragraphe, autre qu'une corporation sans capital-actions, n'a contracté aucun emprunt autre qu'un emprunt fait dans le but de gagner un revenu provenant d'un bien immeuble ou d'un intérêt dans un tel bien et n'a effectué aucun placement autre qu'un placement qui est fait dans un bien immeuble ou dans un intérêt dans un tel bien ou qui est un placement admissible d'un régime de retraite en vertu de la Loi sur les normes des prestations de pension (Statuts du Canada) ou d'une loi semblable d'une province;

«*iii.* qui n'a effectué aucun placement autre qu'un placement admissible d'un régime de retraite en vertu de la Loi sur les normes des prestations de pension (Statuts du Canada) ou d'une loi semblable d'une province, dont au moins 98% des actifs ont consisté en placements

ou en argent, qui n'a pas émis de dettes obligataires ni accepté de dépôts et dont au moins 98% du revenu, pour la période visée dans l'article 980 qui constitue une année d'imposition de la corporation, provenait de placements ou de l'aliénation de placements; ou

«iv. qui, pendant toute la période visée dans l'article 980, a restreint ses activités soit à l'acquisition de biens miniers canadiens en les achetant ou en engageant des frais canadiens d'exploration ou des frais canadiens de mise en valeur, soit à la détention, l'exploration, la mise en valeur, l'entretien, l'amélioration, la gestion, l'exploitation ou l'aliénation de ses biens miniers canadiens, n'a contracté aucun emprunt autre qu'un emprunt fait dans le but de gagner un revenu provenant d'un bien minier canadien et n'a effectué aucun placement autre qu'un placement qui est fait dans un bien minier canadien, dans un bien devant être utilisé en relation avec un bien minier canadien acquis par achat ou par l'engagement de frais canadiens d'exploration ou de frais canadiens de mise en valeur, dans un prêt garanti par un bien minier canadien pour l'acquisition, la détention, l'exploration, la mise en valeur, l'entretien, l'amélioration, la gestion, l'exploitation ou l'aliénation d'un bien minier canadien ou dans un placement admissible d'un régime de retraite en vertu de la Loi sur les normes des prestations de pension (Statuts du Canada) ou d'une loi semblable d'une province; ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 31 décembre 1978.

230. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 999, de l'article suivant:

«**999.1** Lorsque, à un moment donné après le 12 novembre 1981, une corporation cesse d'être exonérée de l'impôt sur son revenu imposable en vertu de la présente partie, autrement qu'en raison de l'acquisition de son contrôle par une ou plusieurs personnes en vertu d'une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1981, les règles suivantes s'appliquent:

a) l'année d'imposition de la corporation qui, autrement, comprendrait ce moment, est réputée se terminer à ce moment et une nouvelle année d'imposition débiter immédiatement après ce moment;

b) la corporation est réputée aliéner, immédiatement avant ce moment, chaque bien, autre qu'un bien décrit dans les paragraphes a à e de l'article 328, dont elle était propriétaire immédiatement avant ce moment pour un montant égal à sa juste valeur marchande à ce moment et le réacquérir immédiatement après ce moment à un coût égal à cette juste valeur marchande;

c) aux fins des articles 93 à 104, 130 et 130.1 et des règlements adoptés en vertu du paragraphe a de l'article 130, lorsque le paragraphe

b s'applique à l'égard d'un bien amortissable de la corporation et que le coût en capital, pour cette dernière, de ce bien immédiatement avant ce moment excède la juste valeur marchande du bien à ce moment, le coût en capital du bien pour la corporation immédiatement après ce moment est réputé être son coût en capital pour elle immédiatement avant ce moment et l'excédent est réputé avoir été accordé à la corporation à titre d'amortissement à l'égard du bien dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition se terminant avant ce moment. ».

2. Le présent a effet depuis le 30 mars 1983.

231. 1. L'article 1015 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) un traitement, salaire ou autre rémunération, »;

2° par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

«*j*) une allocation en vertu de la Loi nationale sur la formation (Statuts du Canada), »;

3° par l'abrogation du paragraphe *m*;

4° par l'addition des paragraphes suivants:

«*n*) un montant à titre de prestation en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs (Statuts du Canada),

«*o*) un ou plusieurs montants à un particulier qui a fait un choix pour l'année en la forme prescrite à l'égard de la totalité de ce ou ces montants. ».

2. Le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 a effet depuis le 30 mars 1983.

3. Le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 a effet depuis le 2 août 1982.

4. Le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 s'applique à l'égard d'un paiement fait après le 12 novembre 1981 en raison de la cessation d'une charge ou d'un emploi survenue après cette date.

5. Le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1, lorsqu'il édicte le paragraphe *n* de l'article 1015 de la Loi sur les impôts, s'applique à l'égard d'un montant versé après le 31 décembre 1981 et, lorsqu'il édicte le paragraphe *o* de cet article 1015, il a effet depuis le 30 mars 1983.

232. 1. L'article 1025 de cette loi, modifié par l'article 13 du chapitre 49 des lois de 1983, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **1025.** Tout particulier qui n'est pas visé dans l'article 1018 et dont la principale source de revenu est l'agriculture ou la pêche doit payer au ministre: ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

233. 1. L'article 1029.3 de cette loi, remplacé par l'article 42 du chapitre 44 des lois de 1983, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **1029.3** L'article 1029.2 ne s'applique pas, pour une année d'imposition, à l'égard d'une corporation qui est exonérée d'impôt pour cette année ni à l'égard de la partie d'une perte autre qu'une perte en capital que la corporation, en l'absence de l'article 735.1, ne pourrait déduire pour l'année en raison des articles 564.4.1 ou 736.01 même si l'ensemble visé dans l'article 564.4.2 ou le deuxième alinéa de l'article 736.01, selon le cas, était suffisant. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une partie d'une perte autre qu'une perte en capital d'une corporation dont le contrôle est acquis après le 12 novembre 1981, sauf s'il est acquis avant le 1^{er} janvier 1983 conformément à des arrangements qui étaient très avancés et établis par écrit le 12 novembre 1981; toutefois, lorsque l'article 1029.3 de la Loi sur les impôts qu'il édicte réfère à une corporation qui est exonérée d'impôt pour une année, il s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 10 mai 1983.

234. 1. L'article 1034 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes 1 et 2 par les suivants:

« **1034.** 1. Lorsqu'une personne cède un bien, directement ou indirectement, au moyen d'une fiducie ou de toute autre façon, à une personne avec qui elle a un lien de dépendance, à une personne qui est âgée de moins de 18 ans ou à son conjoint ou à une personne qui, après cette cession, devient son conjoint, le cessionnaire et le cédant sont conjointement et solidairement tenus de payer une partie de l'impôt du cédant, pour chaque année d'imposition, égale au montant par lequel l'impôt pour l'année est supérieur à ce qu'il aurait été sans l'application des articles 454 à 468, relativement au revenu provenant du bien ainsi cédé ou du bien qui lui a été substitué ou au gain provenant de l'aliénation de l'un ou l'autre de ces biens.

2. Le cessionnaire et le cédant sont aussi conjointement et solidairement tenus de verser, en vertu de la présente loi, le moindre des montants suivants:

a) l'excédent de la juste valeur marchande du bien cédé au moment de la cession sur la juste valeur marchande au même moment de la contrepartie donnée pour le bien;

b) l'ensemble des montants que le cédant est tenu de payer en vertu de la présente loi pour l'année d'imposition au cours de laquelle le bien est cédé ou pour toute année d'imposition antérieure. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard de la cession d'un bien qui survient après le 12 novembre 1981.

235. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1042, de l'article suivant:

« **1042.1** Lorsque l'impôt à payer en vertu de la présente partie par un contribuable pour une année d'imposition est augmenté en raison d'un rajustement de l'impôt sur le revenu ou les bénéfices qu'il doit payer au gouvernement d'un pays étranger ou d'une subdivision politique d'un tel pays, aucun intérêt n'est exigible, à l'égard du montant de cette augmentation, pour la période qui se termine 90 jours après la date où il est notifié pour la première fois du montant du rajustement. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une notification faite après le 31 décembre 1980.

236. 1. L'article 1089 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *i*, du mot « et »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *j*, du point par un point-virgule;

3° par l'addition du paragraphe suivant:

« *k*) le montant qui, si le particulier avait résidé au Québec pendant toute l'année, serait inclus en vertu des articles 968 ou 968.1 dans le calcul de son revenu à l'égard d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie émise ou souscrite par un assureur, sur la vie d'une personne qui résidait au Québec au moment de l'émission ou de la souscription. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

237. 1. L'article 1090 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *i*, du mot « et »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *j*, du point par un point-virgule;

3° par l'addition du paragraphe suivant:

« *k*) le montant qui, en vertu des articles 968 ou 968.1, serait inclus dans le calcul de son revenu à l'égard d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie au Canada, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 818, s'il avait résidé au Canada pendant toute l'année. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

238. 1. L'article 1091 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **1091.** Le revenu imposable gagné au Canada par un particulier visé dans l'article 26 est égal au revenu visé dans l'article 1090 moins l'ensemble:

a) des déductions permises en vertu des articles 710 à 712, 723 et 725.1;

b) des déductions permises en vertu des articles 727 à 737 qui peuvent raisonnablement être considérées comme étant attribuables aux services qu'il a rendus dans le Canada dans le cadre d'une charge ou d'un emploi, à un établissement au Canada d'une entreprise qu'il y a exercée ou à une aliénation d'un bien à l'égard de laquelle un profit ou un gain devrait être inclus dans le calcul de son revenu gagné au Canada en vertu de l'article 1090; et

c) si la totalité ou la quasi-totalité du revenu du particulier pour l'année, tel que déterminé en vertu de l'article 28, est constituée de revenus décrits dans les paragraphes *a* ou *b* de l'article 1090 ou, dans la mesure où il réfère aux paragraphes *g* et *h* de l'article 312, dans le sous-paragraphe ii du paragraphe *b* de l'article 1092, des autres déductions permises dans le calcul du revenu imposable qui peuvent raisonnablement être considérées comme y étant entièrement attribuables. ».

2. Le présent article s'applique à compter de l'année d'imposition 1982.

239. 1. L'article 1092 de cette loi est modifié, dans le paragraphe *b*:

1° par la suppression, à la fin du sous-paragraphe i, du mot « et »;

2° par l'addition du sous-paragraphe suivant:

« iii. des montants décrits dans le paragraphe *e* de l'article 1093 et reçus par lui dans l'année, sauf lorsqu'ils doivent autrement être inclus dans le calcul de son revenu gagné au Québec pour l'année; et ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un montant reçu après le 12 novembre 1981.

240. 1. L'article 1093 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe *c*, du mot « ou »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *d*, du point par ce qui suit: « ; ou »;

3° par l'addition du paragraphe suivant:

« *e*) un particulier qui, conformément à un contrat, reçoit dans l'année un montant qui est ou sera admissible en déduction dans le calcul du revenu d'un contribuable assujetti à l'impôt en vertu de la partie I et qui, indépendamment du contrat, peut raisonnablement être considéré comme ayant été reçu en totalité ou en partie à titre:

i. de rémunération provenant d'une charge ou d'un emploi ou de compensation pour des services rendus dans le Québec; ou

ii. de contrepartie pour la conclusion d'un contrat ou d'une entente de prestation de services à rendre dans le Québec ou pour l'engagement de ne pas conclure un tel contrat ou une telle entente avec une tierce partie. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'un montant reçu après le 12 novembre 1981.

241. 1. L'article 1094 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par les suivants:

« *b*) une immobilisation utilisée au Québec dans l'exploitation d'une entreprise autre qu'une entreprise d'assurance;

« *b.1*) une immobilisation qui est un bien utilisé ou détenu, au Québec, par un assureur dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada, au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 818; ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation d'un bien qui survient après le 12 novembre 1981.

242. 1. L'article 1102 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit:

« **1102.** Lorsqu'une personne qui ne réside pas au Canada aliène ou se propose d'aliéner une police d'assurance sur la vie décrite dans le paragraphe *k* de l'article 1089, un bien minier québécois au sens du

paragraphe *d* de l'article 1089 ou un bien qui serait un tel bien s'il avait été acquis après le 31 décembre 1971, ou un bien qui est ou serait, si elle l'aliénait, un bien québécois imposable qui est un bien amortissable ou qui est visé dans l'article 1097, en faveur d'une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, à titre gratuit ou moyennant une contrepartie inférieure à sa juste valeur marchande au moment de l'aliénation ou de l'aliénation projetée, ou en faveur de toute personne par donation entre vifs, les règles suivantes s'appliquent: ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

243. 1. L'article 1102.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **1102.1** Lorsqu'une personne qui ne réside pas au Canada aliène ou se propose d'aliéner en faveur d'un contribuable dans une année d'imposition une police d'assurance sur la vie décrite dans le paragraphe *k* de l'article 1089, un bien minier québécois au sens du paragraphe *d* de l'article 1089 ou un bien qui serait un tel bien s'il avait été acquis après le 31 décembre 1971, ou un bien amortissable qui est ou serait, si elle s'aliénait, un bien québécois imposable et qu'à cet effet, elle paie au ministre, à valoir sur son impôt à payer pour l'année, un montant que ce dernier juge raisonnable eu égard à l'aliénation ou à l'aliénation projetée du bien ou dépose une sûreté que le ministre accepte à l'égard de cette aliénation ou cette aliénation projetée, ce dernier doit délivrer sans délai à cette personne et au contribuable un certificat dans la forme prescrite indiquant le montant du produit de l'aliénation ou de l'aliénation projetée du bien ou tout autre montant raisonnable dans les circonstances. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

244. 1. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1102.2, de l'article suivant:

« **1102.3** Lorsqu'une personne qui ne réside pas au Canada a aliéné une police d'assurance sur la vie, décrite dans le paragraphe *k* de l'article 1089, en vertu de l'article 967 ou d'un rachat, d'un prêt sur police, d'une dissolution d'un intérêt dans la police en raison de l'échéance de cette dernière ou d'un paiement donné visés dans le paragraphe *a* de l'article 966, l'assureur est, aux fins des articles 1102.1 et 1102.2, réputé être le contribuable qui a acquis le bien pour un montant égal au produit de l'aliénation déterminé en vertu des articles 966 à 977.1. ».

2. Le présent article a effet depuis le 30 mars 1983.

245. 1. La Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-4) est modifiée par l'insertion, après l'article 51, de l'article suivant:

«**51.1** Le présent chapitre ne s'applique pas à l'égard de l'aliénation, réputée ou non, d'un bien qu'un contribuable est réputé avoir réacquis auparavant en vertu de l'article 832.1 de la Loi sur les impôts. ».

2. Le présent article s'applique à une année d'imposition qui commence après le 12 novembre 1981.

246. 1. L'article 68 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* du premier alinéa par le suivant:

«*c*) l'excédent de l'ensemble du produit de l'aliénation de l'immobilisation, des montants dont l'article 257 de la Loi sur les impôts exige la déduction dans le calcul du prix de base rajusté pour le contribuable immédiatement avant l'aliénation et des montants décrits dans le paragraphe *e* de l'article 70 et pertinents à ce calcul au même moment, sur l'ensemble des montants dont l'article 255 de cette loi, sans tenir compte de ses paragraphes *c.1* et *f.1*, exige l'inclusion dans ce calcul au même moment et des montants décrits dans le paragraphe *b* de l'article 70 et pertinents à ce calcul au même moment. ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

247. 1. L'article 70 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) une perte en capital ou un montant qui serait une telle perte en l'absence des articles 239 ou 534 et 535 de cette loi, provenant de l'aliénation, après 1971, de l'immobilisation en faveur d'une corporation par la personne décrite dans le paragraphe *a*; ».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une aliénation qui survient après le 12 novembre 1981.

248. L'article 81 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« De plus, aux fins de ce calcul après le 28 octobre 1980 ou du calcul du prix de base rajusté d'un tel intérêt qu'un contribuable a aliéné après le 31 décembre 1976 et avant le 29 octobre 1980 si, dans ce dernier cas, le contribuable a fait, dans les 90 jours qui suivent le 18 mars 1982, un choix en vertu des paragraphes 3 des articles 58 et 59 du chapitre 5 des lois de 1982, le sous-paragraphe *i* du paragraphe *l* de l'article 257 de cette loi doit se lire en y remplaçant ce qui suit le chiffre « 744.1 », par ce qui suit: « le paragraphe *j* de l'article 157, le deuxième alinéa de l'article 741 ainsi que les dispositions de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts à l'égard des articles 105 à 110.1, n'existaient pas; ». ».

249. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

250. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

